

« ON VOUDRAIT ENTENDRE CRIER TOUTES LES VOIX DE NOS CITÉS »

PAROLES D'HABITANTS DES QUARTIERS
EN POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORT NATIONAL | JUILLET 2012



Centres
Sociaux

question
de ville
pour la politique de la ville

**ON VOUDRAIT
ENTENDRE
CRIER
TOUTES LES VOIX
DE NOS CITÉS**

RAPPORT NATIONAL | JUILLET 2012



« CHANTE TA VIE »

par : Les nouvelles stars du plateau,
groupe de jeunes filles du Plateau Rouher, à Creil

Mon rêve à moi :
Photographier les plus grandes stars,
Mais quand je sors,
Y'a des choses qui m'empoisonnent.

Moi, du haut de mes 12 ans,
De ma fenêtre, je rêve d'or et de diamants.
Mais faut pas trop rêver
Dans ma cage à poulets.

Aujourd'hui, faut avouer,
Ça se dégrade d'année en année.
Il faut le crier,
Sinon ça va jamais s'arranger.

REFRAIN

*On veut chanter nous !
On veut crier nous !
On sait que la vie est difficile,
On veut de l'harmonie dans nos villes,
Un peu d'amour,
Et que tout le monde s'entende.
On voudrait entendre crier
Toutes les voix de nos cités
Et entendre hurler la joie et la gaieté.*

Nos quartiers sont tellement moches
À croire que la vie nous coche.
Ici les peintures sont plus écaillées
Que l'écriture sur nos cahiers.

Je dévale mes escaliers
Qui me souillent les souliers
Dommage, maman était si fière de me les acheter.

Je sors et les travaux
Ont rendu nos routes crado.
Je trébuche sur un caillou
Et m'abîme les genoux.

REFRAIN

Ici nos grands frères sont très vulgaires
À croire qu'ils nous ont déclaré la guerre.
Pas d'école, pas de diplômes,
De l'alcool à s'en dégoûter devant les mômes.

Pour que les enfants du Plateau grandissent sagement,
S'il vous plait, on veut du changement.

REFRAIN

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
AVANT-PROPOS	9
DES CITOYENS DE SECONDE ZONE ? RELATIONS HABITANTS / INSTITUTIONS : UNE QUESTION DE RECONNAISSANCE	10
. « On se sent méprisé »	11
. « On ne nous écoute pas... »	14
. La concertation, un faux-semblant ?	16
. Prêts pour la mobilisation collective !	19
UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENT ET DE SERVICES INDIGNE DE LA VILLE	21
. Pas assez de commerces de proximité	22
. Service public : c'est fini ?	26
. Bailleurs sociaux et gestion de proximité : encore un effort !	28
. Une offre culturelle en recul	30
. Cadre de vie détérioré = vie sociale en péril	33
ENCORE ENCLAVÉS, ET TOUJOURS STIGMATISÉS : UNE SOUFFRANCE QUOTIDIENNE	36
. Loin de tout...	37
. Une mobilité entravée	38
. Mauvaise image : un fait qui perdure	40
. L'expérience du rejet	43
. Comment trouver un emploi dans ces conditions ?	44
JEUNESSE : DES ADULTES INQUIETS, DÉSEMPARÉS, MAIS BIENVEILLANTS	47
. « Trop d'enfants livrés à eux-mêmes »	48
. Un problème de société	50
. Pour une prise en charge collective de la responsabilité éducative	54
NUISANCES, INCIVILITÉS, INSÉCURITÉ : UNE RÉALITÉ MULTIFORME	59
. Un sujet relativisé	60
. Des points noirs qui pourraient être résorbés	63
. La violence n'est pas toujours là où l'on croit...	64
À QUI PROFITE LA RÉNOVATION URBAINE ?	70
. De fortes attentes...	71
. Des résultats positifs, mais qu'il faudra faire durer	73
. La densification mal vécue et la qualité pas toujours au rendez-vous	77
. Et qui peut payer les nouveaux logements ?	79
. La mixité sociale en question	81
DES LIEUX DE VIE AUXQUELS ON RESTE ATTACHÉ	86
. Les temps changent...	87
. Mais il y a du bon ici !	89
. La diversité culturelle comme richesse	92
. La qualité de la vie sociale : un trésor à entretenir	95
LE REGARD DES PROFESSIONNELS QUI ONT ACCOMPAGNÉ LA DÉMARCHE	101
CONCLUSION	104
ANNEXES	107
Fiches d'identité des quartiers mobilisés dans l'enquête	

PRÉFACE

Depuis 30 ans, la politique de la ville a donné lieu à un nombre considérable de rapports. Bon nombre d'entre eux ont traité de la question de la participation des habitants. Plus rares sont ceux qui ont donné la parole aux habitants eux-mêmes.

C'est là tout le mérite et l'intérêt du travail réalisé par la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France et Question de Ville.

Des multiples témoignages recueillis, je retiens au moins quatre idées :

- Un besoin inassouvi de reconnaissance et d'écoute. C'est notre processus de décision, et plus largement notre fonctionnement démocratique qui se trouve interpellé. Beaucoup de nos politiques publiques et singulièrement la politique de la ville auraient subi moins d'échecs si elles avaient pris le temps d'écouter ceux à qui elles sont destinées. Ce rapport illustre combien les habitants des quartiers sont des citoyens actifs en capacité de bâtir un diagnostic et de proposer des solutions.
- La nécessité de poursuivre avec opiniâtreté les efforts engagés pour renforcer les équipements et les services publics et privés, notamment tout ce qui touche aux transports, au commerce et à l'entretien des espaces publics et de l'habitat. L'enjeu, c'est tout à la fois le respect dû aux personnes, l'égalité des citoyens, l'attractivité du quartier, ou encore sa réputation et l'image de ceux qui y vivent.
- Le besoin d'aider certains parents dans leur mission éducative. *« Si on côtoyait plus la jeunesse, on les comprendrait mieux et eux pareil »*. Plus qu'un long exposé, cette citation illustre la nécessité de l'intergénérationnel et d'une évolution de nos pratiques.
- Un large soutien à la rénovation urbaine qui s'accompagne néanmoins d'interrogations sur la disparition des liens de solidarité dans certains quartiers et surtout sur la validité de l'objectif de mixité sociale.

Je pourrais citer beaucoup d'autres illustrations de la richesse de ce rapport et de l'approche nouvelle à laquelle il nous invite, par exemple sur des sujets tels que l'interculturalité.

Dans le cadre de notre politique de rétablissement de l'égalité entre les territoires, une concertation sur la politique de la ville va s'engager dans les prochaines semaines en vue de réformer cette politique. Ce rapport sera un outil précieux pour tous ceux qui doivent y réfléchir. N'aurait-il qu'un seul mérite, c'est de nous rappeler qu'une part de la dignité des gens qui vivent dans ces quartiers réside dans le fait d'avoir quelque chose à dire sur leur propre destin et que ce « quelque chose » doit être au cœur de l'action publique. On ne fera rien de bien sans eux, encore moins contre eux.

François LAMY
Ministre délégué à la ville

UN IMMENSE MERCI...

... aux habitants ayant participé à la démarche

d'Amiens (*Somme*), de Creil (*Oise*), de Bègles (*Gironde*), de Bordeaux (*Gironde*), de Mérignac (*Gironde*), de Clichy-sous-Bois et Montfermeil (*Seine-Saint-Denis*), du Blanc-Mesnil (*Seine-Saint-Denis*), de Rosny-sous-Bois (*Seine-Saint-Denis*), d'Argenteuil (*Val d'Oise*), de Persan (*Val d'Oise*), de Pontoise (*Val d'Oise*), de Rémire Montjoly (*Guyane*), de Rive de Gier (*Loire*), de Lille (*Nord*).

...aux acteurs des Centres sociaux

Renaud Bonami (*Centre social du Pré-Gentil – Rosny-sous-Bois*), Sylvie Bonnemain (*Centre social Grand Pont – Rive de Gier*), Lison Bordier (*stagiaire D.A.A.C. – Guyane*), Christelle Calendrier (*Centre social Georges Brassens – Creil*), François Castex (*Centre social de Beau-désert – Mérignac*), Olivier Canzillon et Magalie Chastagner (*Centre social Les Tilleuls – Le Blanc-Mesnil*), Paule Dubois (*Centre social du Burck – Mérignac*), Myriam Dufay (*D.A.A.C. – Guyane*), Agnès Faulcon (*Centre social intercommunal de la Dhuys – Clichy-Montfermeil*), Jacques Fleury (*Centre social – Bègles*), Pascal Gosselin (*Centre social Georges Brassens – Creil*), José Hermenegildo Gomes (*D.A.A.C. – Guyane*), Nabil Koudi (*Centre social Agora – Persan*), Anne-Claude Lefebvre (*Centre social du Burck – Mérignac*), Nathalie Legall (*Centre socioculturel des Louvrais – Pontoise*), Stéphane Marolleau (*Centre social Grand Parc – Bordeaux*), Sakina Nhari (*Maison Pour Tous du Val d'Argent Nord – Argenteuil*), Florence Petit (*Centre social et culturel d'Étouvie – Amiens*).

...aux membres du comité de pilotage

Frédérique Bourgeois (*Centre de Ressources Développement Social Urbain – Rhône Alpes*), Julie Bossuet-Marteau (*Fédération des Centres sociaux de la Loire et de la Haute Loire*), Marie-Chantal Duru (*Fédération des Centres sociaux de Seine-Saint-Denis*), Catherine Foret (*sociologue*), Camille Gremez (*Espace Picard pour l'Intégration*), Claire Grygiel (*Pays et Quartiers d'Aquitaine*), Caroline Ladous (*Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France*), Sylvie Lambert (*Fédération des Centres sociaux du Nord*), Nour-Eddine Laouer (*Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise*), Guy Lequen (*Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise*), Bénédicte Madelin (*Profession Banlieue – Seine-Saint-Denis*), Jean-Claude Mas (*Pôle de Ressources Ville et Développement social – Val d'Oise*), Jean-Luc Michaud (*Trajectoires Ressources – Bourgogne-Franche-Comté*), Anne Rochard (*Fédération des Centres sociaux de Gironde*), Denis Souillard (*Centre de ressources Politique de la Ville de Guyane*), François Vercoutère (*Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France*).

... et à toutes celles et ceux qui ont apporté leur soutien aux travaux du groupe de pilotage

Besma Abi-Ayad (*stagiaire FCSF*), Vincent Aguano (*association Carmen*), Jean-Marc Aimable (*chef de projet DSU – Rémire Montjoly*), Julie Bonnet (*sociologue*), Nabil Bouzidi (*stagiaire EPI*), Guillaume Guthleben (*Trajectoires Ressources – Bourgogne-Franche-Comté*), Yannick Koudedji (*sociologue*), Gérard Leval (*consultant*), Mélody Peytureau (*sociologue*), Marion Pollier (*CRDSU – Rhône Alpes*), Arnaud Simetière (*Pôle de Ressources Ville et Développement social – Val d'Oise*), Audrey Simon (*stagiaire FCSF*), Philippe Villeval (*ancien salarié de la Fédération des Centres sociaux du Rhône*).

AVANT-PROPOS

Ce rapport est le fruit d'une rencontre entre deux réseaux : celui des 1100 Centres sociaux et socioculturels de France fédérés, dont plus de la moitié, implantés en territoire de la Politique de la Ville, sont quotidiennement en contact avec les habitants des quartiers ; et Question de Ville, association des directeurs des Centres de ressources Politique de la Ville (espaces de dialogue, de mise en réseau et de qualification des acteurs de la Politique de la Ville).

Il rend compte d'une démarche conduite au cours de l'année 2011 avec la participation de groupes d'habitants de quinze quartiers différents de la Politique de la Ville, répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans un département d'Outre-Mer. L'objectif était, à partir de rencontres successives de ces groupes, animées dans les Centres sociaux, d'élaborer un premier rapport national sur la vie dans les quartiers.

Si les Centres sociaux sont des lieux en très grande proximité avec les territoires et leurs habitants, les Centres de ressources sont au cœur des réflexions sur les questions urbaines et sociales. En nous associant, nous avons souhaité mettre en commun nos savoir-faire au service du développement social urbain.

Nos deux réseaux défendent une même conception fondée sur une place plus grande laissée aux initiatives des habitants et à celles des associations. Ce rapport est donc une forme d'expression citoyenne. Nous voulons contribuer au débat indispensable sur l'avenir de ces "morceaux de ville". Le ton choisi reflète notre souhait d'interpeller élus, professionnels, décideurs des politiques publiques, sur le décalage existant entre les discours sur les territoires de la Politique de la Ville et la réalité exprimée par les gens qui y vivent. Il semble que c'est en prenant en considération leur parole que nous serons mieux à même de répondre ensemble à leurs préoccupations, et que chacun pourra tirer profit de l'énergie, des envies d'agir, des capacités d'invention inexploitées au sein de ces "communautés de vie."

Nous remercions les trois cents habitants qui ont fait ce rapport. Ils nous ont apporté leur expertise, que nous sommes heureux de vous faire partager. Nous remercions également Catherine Foret qui, dans un grand respect de l'esprit de la démarche, nous a prêté sa plume.

Nous remercions enfin le Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes qui nous a apporté son soutien.

Pierre Garnier

Président de la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de France (FCSF)

Bénédicte Madelin

Présidente de l'Association Question de Ville



DES CITOYENS DE SECONDE ZONE?

RELATIONS HABITANTS / INSTITUTIONS :
UNE QUESTION DE RECONNAISSANCE



« *Nous, après le rond-point, on ne fait plus partie de la Ville !* »

LES LOUVRAIS

Trente ans après les débuts de la Politique de la Ville, on pourrait penser que le constat fait à l'époque de "l'abandon" ou du délaissement institutionnel de nombre de quartiers de banlieue n'est plus qu'un mauvais souvenir. C'est en partie vrai. Mais on est encore loin du compte, sur bien des sites. L'impression d'être « *ignorés* », voire « *maltraités* » par telle ou telle institution, a très souvent été mise en avant par les habitants qui se sont exprimés dans le cadre de la préparation de ce rapport. Avec des accusés de choix — cibles premières parce que seuls interlocuteurs véritablement reconnus comme ayant du pouvoir sur ces quartiers : les élus locaux et les bailleurs de logements sociaux. L'État, dans ses fonctions régulatrices ou protectrices, n'est pas du tout apparu dans les discours que nous avons recueillis. Et si des institutions nationales ont été citées, c'est vers les collectivités locales et leurs représentants que les habitants se tournent spontanément pour exprimer leur satisfaction, leur indignation ou leurs espoirs quant à la transformation de leur cadre de vie.

Ce sont en effet les élus locaux qui apparaissent aujourd'hui responsables de l'ensemble des politiques publiques menées sur ces quartiers. Du coup, ils sont aussi perçus comme seuls recours valables contre l'injustice ressentie par les habitants, dans leurs rapports avec les administrations ou les professionnels qui œuvrent sur ces territoires. Cette interpellation des élus est en un sens une bonne nouvelle, signe qu'ils sont bien identifiés dans leur rôle de représentants du peuple, ici comme dans le reste de la ville. Mais en même temps, le leitmotiv entendu d'un quartier à l'autre sur le « *mépris* » dont les habitants feraient l'objet, de la part des institutions censées représenter la République, en dit long sur la fragilisation du sentiment de citoyenneté, dans les groupes de population qui vivent sur ces territoires. Il permet aussi de mieux comprendre le rapport au politique des habitants que nous avons rencontrés — quelque part entre révolte, exigence vis-à-vis des pouvoirs publics et volonté de prendre soi-même les choses en main.

« ON NOUS MÉPRISE »

« *Moi, je suis dans les logements qui vont être démolis, on n'a pas d'information. Je voudrais savoir pour inscrire les enfants à l'école. Si ça se trouve, on va changer de département..., on ne sait rien.* »

LES TILLEULS

La douleur éprouvée par des familles qui se sentent reléguées sur des territoires « *à part* », en marge de la ville, transparaît dans bien des déclarations recueillies lors des rencontres que nous avons organisées dans différents Centres sociaux et socioculturels de France. Cela s'exprime par des remarques sur la « *discrimination géographique* » dont les habitants de ces quartiers se sentent victimes, par rapport à ceux qui vivent dans d'autres secteurs de la ville. Comme si vivre ici, être contraint d'habiter là, revenait à être marqué d'une sorte d'indignité. « *Là, je suis en France,*

avant j'étais au bled», explique ainsi, en se référant à la qualité des aménagements urbains, une adolescente ayant quitté le quartier du Val d'Argent Nord pour le centre-ville d'Argenteuil.

D'une manière générale, cette « mise à l'écart », ce manque d'équité perçu dans les manières d'agir au sein d'une même commune, engendre une défiance forte vis-à-vis des institutions municipales de la part des habitants, qui se plaignent d'une gestion différenciée des territoires. Ici et là, on déplore que les quartiers pâtissent d'un « *manque de considération* » de la part des décideurs politiques. Tandis que les centres-villes jouissent de moyens financiers conséquents et constants, dévolus à la conduite de travaux ou à l'embellissement général du cadre urbain, les quartiers « *périphériques* » ne bénéficieraient pas des mêmes allocations de ressources.

Si les services municipaux figurent en première ligne des accusés dans ce procès en abandon, ils ne sont cependant pas les seuls à être incriminés, lorsqu'on entre dans le détail de la vie quotidienne. Les bailleurs sociaux, des administrations comme La Poste, la Police..., ou encore des entreprises privées qui assurent des délégations de service public, sont souvent mis en cause également. Avec cette impression exaspérante que les institutions se renvoient la balle face aux demandes d'informations des habitants.

**« Il faut réclamer, réclamer !
Réclamer, réclamer pour obtenir
quelque chose ! »**

LE BURCK

**« Quand vous demandez aux HLM,
ils disent que c'est à la mairie... »**

LE PRÉ-GENTIL

Dans le quartier Yves Farge à Bègles, un habitant a témoigné de son sentiment d'être « *un citoyen de seconde zone* », en s'indignant du fait que les policiers « *explosaient les portes pour rentrer chez les familles. Ça, c'est des mauvais souvenirs. Je suis sûr que s'ils allaient chez les familles Dupont ou Durand, dans les résidences, ils n'allaient pas exploser les portes* ». Derrière les départs de certains habitants le sentiment d'avoir été abandonnés par les pouvoirs publics : « *Ce n'est pas le quartier lui-même qui m'a fait fuir. Personnellement, j'y étais très bien ; c'est la dégradation du quartier, et que personne ne veut rien faire* ». Ailleurs, ce sont les forces de l'ordre, ou les pompiers, qui donnent le sentiment de ne pas traiter les habitants du quartier comme n'importe quel citoyen de la ville...

Les contrôles au faciès sont particulièrement dénoncés, comme symboles de l'injustice dont le peuple des quartiers ferait les frais. « *J'ai des enfants métis et on les regarde de travers. Il y a du délit de faciès. On leur reproche d'être "bronzés", s'insurge ainsi une habitante de Fives (Lille). « Pourquoi il y a toujours des contrôles de police à la sortie du métro ? Mon boucher s'est fait contrôler. Il sortait pour s'acheter du pain, il avait juste enlevé son*

**« Quand on est coincé dans
l'ascenseur, les pompiers, on peut
les attendre. Ils ne se déplacent plus. »**

LE GRAND ENSEMBLE

tablier. Et il s'est fait arrêter par la police, contre le mur, comme ça. Et évidemment il n'avait pas ses papiers. Ils ne voulaient pas croire qu'il était le boucher juste à côté. C'est vraiment du délit de faciès ! »

« On se sent humilié. Des fois ils profitent (...). J'ai l'impression que ces sociétés nous dominent, pour eux c'est juste le loyer. Une voisine a été hospitalisée, elle n'a pas payé pendant trois mois..., quand elle est revenue, dès le premier jour, l'huissier était là pour la mettre à la porte. Elle pleurait..., mais elle rentrait de l'hôpital ! Elle est toute seule ! Un responsable de la société pourrait dialoguer quand même. »

LES TILLEULS

Au final, c'est l'accumulation de toutes ces blessures quotidiennes, des doléances et des appels au secours non entendus, des attentes non satisfaites et des promesses non tenues, qui signe le manque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics en général vis-à-vis des habitants de ces quartiers. Ces derniers ont en effet tendance à ne plus distinguer les institutions les unes des autres, qu'elles soient locales ou nationales, comme si l'attitude des unes rejaillissait sur les autres. Ils mettent tout le monde dans le même sac — de même que les habitants se sentent tous réduits à l'image caricaturale des « quartiers », comme on dit désormais, de manière euphémisée, en France. Cela a bien évidemment des conséquences ravageuses sur le sentiment de citoyenneté, surtout lorsqu'à ce délaissement politique ou administratif s'ajoutent les difficultés économiques vécues par nombre de ménages. L'accroissement du chômage et de la pauvreté qui ont été peu abordés dans le cadre des rencontres ayant présidé à ce rapport¹ — alors qu'ils sont bien évidemment une réalité extrêmement prégnante dans ces territoires — rend en effet encore plus douloureux le vécu de ce « mépris » institutionnel.

¹ Ce n'était pas le sujet, et les situations de discussion collective n'étaient guère propices aux épanchements personnels, pudeur oblige...

« ON NE NOUS ÉCOUTE PAS »

« Les bailleurs sociaux n'écoulent pas du tout les locataires, vous y allez, vous demandez quelque chose, vous les dérangez. »

LE PRÉ-GENTIL

Mais très vite, à la faveur des discussions collectives, ils ont aussi fait état de leur combativité. Même sur les sites souffrant le plus de leur non reconnaissance, comme le quartier de la BP 134² en Guyane, auto-construit en pleine forêt, à proximité d'une décharge, on a ainsi senti que le rapport au politique demeurerait vivace. D'une manière générale, la volonté d'implication locale, le souci d'être considéré et pris en compte se ressentent intensément et vont à l'encontre des analyses actuelles qui soulignent la "dépolitisation" générale des citoyens.

« On voudrait plus de réunions pour pouvoir nous écouter, pour s'exprimer. Souvent, on nous dit : vous n'êtes pas la seule, il y a pire... Mais ça fait du bien d'être écouté. »

LE GRAND ENSEMBLE

Selon les quartiers et les situations, les habitants rencontrés ont évoqué dans un premier temps leur exaspération, leur épuisement ou leur résignation face à cette incapacité institutionnelle à dialoguer, dans laquelle ils voient un déni de leur statut de citoyen digne d'être traité à l'égal de tous les autres.

« Quand il y a un problème, je n'ai pas d'écoute. Ce n'est pas normal. Je paie mes charges et mon loyer. »

LES TILLEULS

Le seul fait de critiquer la présence insuffisante des pouvoirs publics sur le quartier témoigne d'ailleurs de cette volonté des uns et des autres de ne pas baisser les bras. Plus révoltés que défaitistes face à la situation qui leur est faite, les uns et les autres continuent donc de demander, de réclamer sans relâche de la reconnaissance, de l'écoute, de la considération. « Moi, j'ai demandé un rendez-vous à la permanence, on m'a répondu : il faut attendre 2 ou 3 mois. Je me suis rendue à la mairie, j'ai dit que je voulais un rendez-vous. La secrétaire m'a dit : je n'ai pas que ça à faire. Là, je lui dis en face que je veux voir un adjoint, quelqu'un... ». Cet acharnement à se faire entendre malgré tout transparaît lors des interactions individuelles de tous les jours, au guichet de telle ou telle administration, ou dans ce mot brandi comme un étendard par les jeunes des banlieues, depuis déjà trop longtemps : RESPECT ! Et cela surgit encore plus fortement lorsqu'on est réuni, à plusieurs, pour témoigner de la vie dans son quartier. C'est alors que l'on parvient à dépasser le simple niveau de la plainte : au fil des échanges émergent des éléments d'explication, des propositions constructives, qui montrent bien le désir de dialogue et le potentiel qui pourraient être exploités par les institutions — pour peu que celles-ci soient prêtes à reconnaître enfin la légitimité des habitants de ces quartiers à être là, à parler en leur nom et à être écoutés.

² BP 134 pour « boîte postale 134 ».



« IL NE MANQUERAIT PAS GRAND CHOSE... »

Le groupe d'une dizaine de personnes réunis à la Maison pour Tous du Val d'Argent Nord au cours de trois séances de travail courant 2011 a pointé comme central l'enjeu d'une meilleure considération des habitants, dans la perspective d'une amélioration de la vie du quartier. Critiquant le fait que ces derniers ne soient que très rarement associés aux décisions prises par les institutions (en matière d'aménagement de voirie par exemple, les décisions « s'imposent » ou « sont annoncées parfois au dernier moment »), les participants à la démarche ont dit leur sentiment de ne pas être assez écoutés dans leurs réclamations ou de l'être au prix de beaucoup de temps et de mobilisations. Et de façon générale, les initiatives et propositions qu'ils formulent leur semblent trop souvent dévalorisées.

« Les habitants, c'est eux qui savent, pas ceux qui sont venus une fois le samedi matin et ont pris trois photos... »

Le groupe a ainsi exprimé une forte demande de participation aux affaires publiques, qui doit passer par davantage de concertation et de prise en compte des avis et expertises portés par les habitants. Ceux-ci s'estiment en effet les mieux placés pour penser le devenir de leur quartier aux côtés des institutions.

« Il ne faut plus travailler tout seul, il faut faire participer les habitants. »

LA CONCERTATION, UN FAUX-SEMBLANT ?

« On nous écoute parler pendant 2h, et après ça s'arrête. »

YVES FARGE

Être écouté, être respecté : la demande renvoie aux dispositifs d'accueil, de concertation ou de participation mis en place dans certaines communes, ou à l'occasion d'opérations de réhabilitation ou de rénovation urbaine. Et en la matière, il y a beaucoup à dire. Sur certains sites, c'est le grand vide... : rien n'existe vraiment, ou les habitants n'en ont pas connaissance. Sur d'autres, des réunions sont régulièrement organisées par les conseils de quartier ou dans le cadre de projets urbains, et l'on peut alors mesurer les effets de ces démarches. Au Grand Parc à Bordeaux par exemple, une partie des personnes rencontrées ont évoqué d'elles-mêmes ces réunions comme un élément bénéfique pour la vie du quartier. Le fait qu'elles existent permet au moins d'être informé, « *de savoir ce qui se passe dans le quartier* ». Et la venue sur place des élus (conseillers municipaux, député...), leur accessibilité ou leur disponibilité sont dans l'ensemble perçus comme des points positifs ; elles témoignent du fait que le quartier concerné, après avoir été longtemps dénigré, devient un site stratégique, parce qu'en devenir : il est perçu comme l'objet d'enjeux politiques.

De nombreuses critiques apparaissent néanmoins quant aux dispositifs de concertation, de la part de ceux qui se sont essayés à y participer, ici ou là. Certaines personnes vont jusqu'à affirmer qu'elles ont été instrumentalisées à l'occasion de ces démarches soi-disant participatives. Sans aller jusque-là, ce qui est exprimé le plus souvent, c'est la déception, ou le découragement, par rapport aux attentes que l'on avait mises dans son propre engagement.

Certes, on peut s'exprimer à l'occasion de ces réunions..., mais est-on entendu ? Et sinon, à quoi bon participer ? Les concertations conduites lors des opérations de rénovation urbaine, en particulier, donnent lieu à critique, parce que trop souvent, on ne voit pas les suites concrètes des discussions : « *On nous fait venir pendant deux ans pour nous demander notre avis, pour au final ne mettre que ce que eux avaient décidé* ». « *On a beau dire n'importe quoi..., pour marquer, ils marquent ! Mais ils ne font rien remonter du tout* ».

« *De toute façon, je crois qu'au départ tout est programmé et si ça doit être fait, ça va être fait... Donc, ce n'est pas ma voix qui va porter !* »

GRAND PARC

Les habitants ont souvent le sentiment que les projets sont déjà finalisés lorsqu'ils sont présentés devant eux, et qu'il ne reste aucune marge de manœuvre pour intégrer leurs remarques ou propositions : « *Les réunions, c'est tout*

« Même si on avait envoyé le papier, c'était déjà décidé, cette rénovation, c'est ce qu'on pense. Ils ont déjà décidé. On va parler de quoi ? »

LE GRAND ENSEMBLE

dessiné avant !». Ou alors, ils pensent qu'il est possible d'être écouté, mais seulement quand il s'agit de petites choses (« *boucher un trou* »), et pas sur des éléments importants (« *supprimer un étage* »). Et puis, les délais de réalisation des projets sont tels que ceux qui ont participé ont l'impression que rien ne se fait ou que ce qui est réalisé ne correspond pas aux besoins. À Beaudésert par exemple, du fait de demandes récurrentes insatisfaites (création d'un commerce, mise en place d'un passage piétons aux abords de l'école...), les habitants se demandent s'il y a « *une écoute* » voire même « *un regard* » pour leur quartier — alors même que les choses commencent à changer dans cette ville de 66 000 habitants, comme en ont témoigné des habitants d'un autre site concerné par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale : le Burck.

L'écoute semble améliorée lorsque existent des conseils de quartier, et surtout des relais associatifs actifs, capables de peser dans ces instances (les Centres sociaux pouvant parfois jouer ce rôle d'appui pour faire entendre la voix des habitants). Alors, à force de persévérance, on peut arriver à se faire entendre : « *Si à chaque réunion on reparle de la même chose, on insiste..., au bout d'un moment, ils vont nous écouter* ».

LE CHANGEMENT À PORTÉE DE MAIN

Dans le quartier du Burck, à Mérignac (Gironde), constitué d'une zone de logements pavillonnaires et d'un ensemble de logements collectifs, aux limites de la ville voisine de Pessac, les personnes rencontrées ont fait état du sentiment d'avoir longtemps été « ceux dont ni Pessac ni Mérignac ne voulaient ». Ce sentiment est en passe de disparaître. Les habitants s'accordent à dire que depuis environ cinq ans, la mairie donne des signes positifs de reprise en main de la gestion du quartier. De nombreux aménagements ont été réalisés, avec un impact positif sur le cadre de vie et l'image du site : création d'une crèche et d'une bibliothèque annexe, remise en peinture du centre commercial... Quant aux problèmes de collecte des déchets, un coup de fil aux services en charge suffit le plus souvent à résoudre le problème.

« L'association des commerçants est une force de proposition pour faire avancer le quartier. »

L'action associative, l'existence d'un conseil de quartier et l'investissement d'une élue et d'une habitante déléguée ne sont sans doute pas étrangers à ces changements. Les personnes qui ont participé aux réunions de ce conseil expliquent leur motivation de diverses manières : intérêt pour les thèmes évoqués, désir de s'informer sur le fonctionnement de la ville et sur les projets envisagés sur le quartier, ou encore désir de rencontrer ses voisins. Les échanges autour de son fonctionnement ont fait apparaître la possibilité que des projets portés par des habitants aboutissent : la création d'un chemin de traverse, à l'initiative du conseil, semble ainsi correspondre aux attentes des habitants. Il faudrait analyser la façon dont ceux-ci ont été associés à ce projet précis, afin de s'en inspirer pour les prochaines réalisations. Cela permettrait de dépasser certaines critiques : perçu globalement comme un vecteur d'expression des habitants, le conseil est en effet considéré par d'autres comme inutile (« On crée des lieux pour occuper les gens »), ou ayant peu de pouvoir (« il demeure tributaire du budget et des arbitrages de la municipalité »). Son fonctionnement serait amélioré si son activité était rendue plus visible et lisible (modalités d'invitation aux réunions à améliorer, comptes rendus des débats à diffuser largement, etc.).

PRÊTS POUR LA MOBILISATION COLLECTIVE!

« Je vais vous le dire clairement, c'est ce qui nous intéresse le plus, la politique avec un P majuscule ; la Politique : comment on vit ensemble. Comment on vit en société, c'est la vie dans la cité. »

QUARTIER DE LA BP 134

Une fois exprimé le sentiment de découragement ou de désabusement face à la non prise en compte de leurs réclamations, les habitants réunis en séances collectives livrent cependant un autre type de discours. Au fil des échanges consacrés à la préparation de ce rapport, on a ainsi vu apparaître une propension de plus en plus nette, de la part des habitants, à s'organiser pour prendre eux-mêmes les choses en main. Ainsi à Creil, dans le quartier du Plateau Rouher, des femmes regroupées autour du Centre social multiplient les courriers à la mairie pour obtenir réparation de certains problèmes. Un travail collectif a été mené avec l'école pour réclamer davantage d'éléments de sécurité aux abords de l'établissement. Et certains habitants commencent à s'organiser pour réclamer la gratuité des transports.

Le sentiment de « *ras le bol* » est tel à certains endroits, vis-à-vis de problèmes non réglés qui font l'objet de demandes depuis des années, que les adultes ou les jeunes manifestent désormais leur volonté d'agir par eux-mêmes. « *Puisque les pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur, mobilisons-nous !* » Telle est de plus en plus l'ambiance dans un certain nombre de quartiers qui se vivent comme laissés pour compte. Et si cette énergie collective passe parfois par le monde associatif, si précieux pour faire avancer les causes communes, ce n'est pas toujours le cas : on constate également des mouvements spontanés qui "débordent" de ce cadre militant classique.

« On est venu pour se battre. On veut que Creil soit une ville normale. On va prévenir la mairie, on va faire une manifestation ! »

LE PLATEAU ROUHER

On peut voir là un point positif : loin d'être défaitistes, les habitants manifestent leur solidarité et leur capacité de mobilisation collective. Cela a sans doute toujours existé, mais certains de ces mouvements frappent aujourd'hui par leur capacité à faire face à l'adversité, immédiatement, là où l'on vit, sans plus attendre l'aide des pouvoirs publics. On l'a constaté, il y a peu, dans le quartier Paul Eluard à Bobigny, où à la suite d'un incendie, les trois ascenseurs de la tour 18 sont restés hors service plus d'un mois. Les jeunes de l'immeuble et du quartier ont mis en place un système de portage des courses, entre le 1^{er} et le 18^e étage, montant et descendant sans relâche les escaliers, du matin jusqu'au soir, pour aider les mères de famille, les personnes âgées ou handicapées à faire face à l'épreuve³. On l'a vu aussi lors des réunions que nous avons tenues à Bordeaux, dans le quartier Grand Parc, où des associations locales luttent pour le maintien de la desserte en bus et contre la construction de nouveaux bâtiments. Ou encore à Beaudésert (Mérignac), où le travail en groupe a permis de faire surgir toute une série de propositions pour remédier aux problèmes d'enclavement du site et pour valoriser ses atouts, en termes

³ Cf. « Les porteurs du B18 », France Culture, Les pieds sur terre, 3 mai 2012.

d'environnement naturel. Plus largement, cette énergie collective se manifeste aussi sur les quartiers à travers des actions de solidarité qui dépassent les frontières, alors même que les habitants n'ont que de faibles moyens : ici et là, on s'engage pour Haïti, pour la Palestine ou pour la construction d'une école dans tel village africain...

« Il est important d'être le plus nombreux possible pour faire le contrepoids. »

YVES FARGE

Au-delà du sentiment d'usure et de découragement, pointe ainsi ce désir de s'investir ensemble pour protéger son environnement ou réparer les défaillances des services publics. « *Fournissez-nous la peinture, et on la repeindra, cette cage d'escalier !* ». Contre le désespoir : l'action, la débrouille... Comme si l'on était à un moment de bascule, d'un ancien modèle social vers un nouveau, dans lequel on n'attend plus rien de l'État, et plus grand chose non plus des autorités locales en charge du vivre ensemble. Ce qui ne va pas sans inquiéter, si l'on imagine ce sur quoi peut déboucher cette tendance à l'auto-organisation, en matière de maintien de la sécurité par exemple. Sur certains sites, des habitants ont d'ailleurs exprimé leur crainte que les gens n'en viennent à « *se faire justice eux-mêmes* ».

D'un extrême à l'autre, on voit tout l'enjeu qu'il y a pour les institutions à accompagner ce désir de faire ensemble — pendant qu'il en est encore temps —, plutôt que de se contenter du laisser faire... Quelque chose est à inventer en la matière, qui devrait être au cœur de la Politique de la Ville de demain : se saisir des énergies formidables disponibles sur ces territoires, pour construire des solutions rapidement visibles, tangibles, reposant sur l'expertise des habitants eux-mêmes.



**UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENT ET DE SERVICES
INDIGNE DE LA VILLE**



« *Que ce soit propre ! On ne demande pas le luxe !* »

YVES FARGE

La non considération dont les habitants se disent victimes, dans ces quartiers où nous sommes allés les écouter, a des traductions très concrètes, au premier rang desquels le déficit en équipements et en services indispensables à la vie quotidienne. C'est un sujet qui revient de manière répétitive, d'un site à l'autre : on « *manque* », sur ces territoires. On manque de beaucoup des aménités qui caractérisent la vie urbaine, alors même que l'on a peu de moyens pour se déplacer, et aller chercher ailleurs ce dont on a besoin. Commerces, professionnels de santé..., équipements sportifs ou de loisirs à destination des jeunes, aires de jeux ou espaces verts, services administratifs, lieux culturels, sécurité... : les habitants évoquent pêle-mêle tout ce qui fait défaut dans leur environnement immédiat, tout ce qui devrait être là, et qui n'y est pas. C'est cette définition "en creux" qui vient en premier lieu, lorsqu'on ouvre les portes de la discussion. Et il faut du temps pour arriver à la dépasser : le manque est tellement prégnant qu'il a tendance à gommer bien des aspects positifs, qui sont évoqués lorsque les échanges se prolongent.

PAS ASSEZ DE COMMERCES ET DE SERVICES DE PROXIMITÉ

Alors même que nombre de ces quartiers, du fait de l'extension des grandes agglomérations, se retrouvent dans des situations beaucoup plus centrales qu'auparavant⁴, ils sont toujours, dans leur ensemble, sous-dotés en équipements et services utiles à la vie quotidienne. La remarque vaut pour les services de soins (médecins, infirmiers, kinésithérapeutes...), pour les services bancaires, postaux..., mais c'est surtout la question des commerces de proximité qui cristallise les plaintes et les revendications. La situation est exacerbée sur certains sites, comme à Beaudésert, un quartier de Mérignac qualifié par certains de ses habitants de « *no man's land* » : « *Quand est-ce qu'il va y avoir un pôle commercial dans le quartier ? C'est un quartier qui a 1800 habitants. Et à 1800 habitants il devrait y avoir un pôle médical, une boulangerie !* ». « *L'usage de la voiture est indispensable. Même la cabine téléphonique la plus proche est au rond-point. Y a rien à proximité, même pas une Poste. C'est le néant.* »

« *On n'a rien dans le quartier, on va ailleurs pour tous nos achats, que ce soit les courses ou l'administratif. Et quand on est une personne âgée, ici, c'est pas évident.* »

BEAUDÉSSERT

⁴ Du fait de l'étalement urbain, la quasi-totalité des banlieues et des quartiers sensibles se retrouvent aujourd'hui au centre des grandes métropoles de ce pays », Christophe Guilluy, géographe, in : « Les nouvelles fractures sociales et territoriales », intervention lors du colloque du 14 janvier 2008, Fondation Res Publica, www.fondation-res-publica.org

« Il y a moins de vie dans le quartier, lié à la désertification des commerces : avec Euralille, les beaux commerces sont partis. »

FIVES

Ajouté au problème de l'insuffisante desserte en transports en commun, ce sous-équipement commercial affecte particulièrement tous ceux qui ne disposent pas de voiture — et ils sont nombreux : personnes âgées, mères de famille, adolescents, personnes au chômage... Ainsi, dans nombre de quartiers, l'absence de commerces est vécue comme une preuve d'inégalité insupportable : en habitant là, on est privé de choix dans l'accès aux biens de consommation — sans compter les surcoûts générés par le manque de concurrence sur place et par les indispensables déplacements en direction d'autres zones de chalandise.

La situation n'est pas aussi extrême sur tous les territoires, bien sûr. Certains se distinguent même par leur bon niveau d'équipement commercial — et alors cela change tout. Car avec les commerces, c'est la vie sociale qui s'anime, les rencontres quotidiennes qui se multiplient, et l'image du quartier qui change. Ainsi au Burck à Mérignac, la perception du quartier s'est améliorée grâce aux aménagements réalisés par la Ville, à la rénovation des commerces et à la construction de nouveaux équipements. Plusieurs personnes ont déclaré faire leurs courses au centre commercial pour des raisons pratiques (présence d'un parking où se garer facilement), mais également dans le souci de faire vivre des commerces perçus comme éléments importants de la vie de quartier. Le "kebab" et le buraliste sont identifiés comme de véritables lieux de convivialité, et les habitants ont le sentiment de *« tout avoir sur place »*. Résultat : le quartier commence peu à peu à être associé à ses atouts (le bois, le château du Burck), plutôt qu'à ses manques. Aux Louvrais également (à Pontoise), les habitants ont fait état de leur satisfaction sur le sujet. Le quartier est bien pourvu en offre commerciale et bénéficie d'une grande surface à proximité. Un regain commercial se ressent même sur le quartier depuis quelques années, avec l'ouverture de trois petits commerces. Des professions libérales sont également implantées et notamment des médecins et infirmiers, du fait de la proximité de l'hôpital.

« Depuis plusieurs années le magasin Ed est fermé. Les petits commerces vendent tous la même chose, les mêmes pistaches... On a besoin de produits pas chers, pas que des produits alimentaires. On a besoin d'un supermarché hard discount. On a fait une pétition pour cela. »

LE PLATEAU ROUHER

« UNE VILLE DANS LA VILLE »

Au Grand Parc à Bordeaux, la majorité des personnes interrogées se sont félicitées d'être dans « *un quartier comme un autre* », agréable, calme, bien desservi par les transports, « *proche de tout* », où la vie paraît facile. Très bien doté en commerces, équipements publics et services de proximité, le quartier est perçu comme « *un village* », une « *petite ville* » ou encore « *une ville dans la ville* » où « *l'on peut tout faire à pied* » ou en vélo. Les habitants disent tout avoir à portée de main : boucher, boulangerie (qui fait crédit !), épicerie, supérettes, pharmacie, tabac presse, vidéo club (tenu par une personne qui a une très bonne connaissance cinématographique). Il y a également un marché le samedi matin. De façon ponctuelle des petits producteurs viennent aussi vendre leurs produits, même si « *on ne sait jamais à l'avance quand* ». Une situation qui ferait rêver bien des résidents d'autres territoires de banlieue !

Lorsqu'une offre de base existe, les habitants souhaitent des commerces plus qualitatifs, et ils ont beaucoup d'idées sur tout ce qui pourrait être fait afin de rendre leur quartier plus "habitable".

« Il faudrait un distributeur de billets ! Ça, ça manque.

Parce que c'est des petits commerces, ici : buraliste, etc. Il faut toujours de la monnaie... »

LE BURCK

Pharmacie, salon de coiffure, laveries, épicerie sociale, petite supérette permettant de s'approvisionner à prix modique... : les besoins sont immenses, et une partie d'entre eux pourraient être satisfaits si une dynamique volontariste était engagée sur certains sites. À Beaudésert, des habitants ont ainsi décidé d'argumenter auprès de la mairie pour obtenir l'actualisation d'une étude de 1998, qui avait conclu à la non viabilité économique d'un commerce dans le quartier. Au regard des évolutions récentes du territoire, et si l'on prévoit un emplacement garantissant une zone de chalandise élargie, les choses peuvent selon eux être réenvisagées. Un soutien au commerçant de la part de la mairie ou du bailleur pourrait être étudié, comme cela s'est déjà fait ailleurs. Le commerce pourrait être implanté, sous gestion associative, dans le futur pôle social ; et son ouverture pourrait être l'occasion d'un chantier d'insertion permettant à des demandeurs d'emploi de se former... Autrement dit, avec une dose de créativité et de la volonté politique, on pourrait aller de l'avant. En témoigne le marché mis en place par le Centre social sur le quartier, qui connaît un vrai succès.

Sur des sites mieux dotés, ce sont d'autres idées qui ont été avancées pour améliorer l'offre commerciale de proximité : travailler l'apparence extérieure des commerces avec les syndicats de copropriétés et les commerçants eux-mêmes ; faciliter la venue hebdomadaire de marchands de produits frais (primeur, poissonnier,...) ; proposer des animations autour d'un marché nocturne ou décalé des horaires classiques afin d'éviter les problèmes de concurrence avec les commerces existants ; mobiliser les locaux commerciaux vides pour accueillir ponctuellement des ambulants ou des vendeurs occasionnels. Autant d'idées qui pourraient permettre de renforcer l'esprit de quartier, le « côté village », comme ont dit certains de nos interlocuteurs.

« On espérait des petits magasins dans le centre, comme avant... On faisait des courses dans les petits magasins, quand il n'y avait pas Auchan. Auchan c'est trop cher. »

LES TILLEULS

SERVICE PUBLIC, C'EST FINI ?

« J'ai appelé la police, ils m'ont dit : on n'a qu'une voiture, on n'a pas le temps ! Les pompiers : si la police ne vient pas avec nous, on ne va pas à Rouher. »

LE PLATEAU ROUHER

Un autre sujet majeur d'insatisfaction concerne l'absence ou l'insuffisance des services publics sur ces territoires urbains. Une situation qui est à la clef de nombreuses nuisances ou difficultés, chaque jour répétées pour les habitants ; et qui nourrit, bien évidemment, le sentiment de relégation. Qu'il s'agisse de la collecte des ordures ou de la distribution du courrier, parfois aléatoires ; de l'accès à l'eau potable, dans le cas extrême du quartier de la BP134 en Guyane⁵ ; de l'état de la voirie ou des espaces publics : le problème semble très général.

Le manque de structures d'accueil pour les jeunes enfants est particulièrement dénoncé. Partout ou presque on demande des places en crèche, pour les mamans qui travaillent, mais aussi pour les personnes qui ne travaillent pas et qui doivent pouvoir bénéficier de solutions de gardes d'enfants afin d'être en mesure d'assurer leurs rendez-vous, les démarches administratives, etc. *« Il serait bien d'avoir un accueil d'urgence pour un nombre d'environ cinq enfants, pour une durée bien définie. »* De même en ce qui concerne les places en halte-garderie ou jardin d'éveil, pour les plus petits déjà scolarisés, qui ne sont pas encore pris en centre de loisirs. *« Ils construisent des logements, mais il n'y a déjà plus de place dans les crèches et garderies. Il y a surpopulation. »* (Fives)

« Le summum c'est la gare. De toute façon on ne peut pas prendre le train, la marche empêche une personne en fauteuil de monter. Toute la ligne SNCF est comme ça. »

LE PLATEAU ROUHER

« C'est les crèches le problème, et les maternelles. Pas assez de places. »

LE GRAND ENSEMBLE

Dans certains quartiers, ce sont les horaires des services publics (Poste, mairie annexe, bibliothèque) qui n'apparaissent pas adaptés ; ou bien les modalités de fonctionnement et de délégation de gestion de certains équipements par la Ville aux associations, qui ne facilitent pas l'accès aux équipements publics et sportifs. Ailleurs, c'est l'insuffisance d'éclairage public qui pose problème ; ou le déficit de signalisation — qui permettrait d'accéder facilement au quartier, de s'orienter à l'intérieur de celui-ci, d'y repérer les principaux équipements... ; ou encore le défaut de « marquage piétons », l'absence de ralentisseurs susceptibles de protéger ces derniers, l'inadaptation des aménagements pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite...

⁵ Où seuls 47 % des habitants bénéficiaient de ce service en 2008, selon une enquête de la DSDS environnement, les autres consommant l'eau de puits contaminés.

Le sentiment d'abandon, de maintien à l'écart de la qualité urbaine dont bénéficient les autres citoyens, repose aussi sur le niveau insuffisant d'entretien ou de gestion des espaces publics. Ce que certains mettent en relation avec les comportements « *inciviques* » d'une partie des habitants — l'un entraînant l'autre.

« Une présence policière, ne serait-ce qu'hebdomadaire, on ne l'a pas. »

QUARTIER DE LA BP 134

Au-delà de l'entretien, ce que demandent les habitants, c'est davantage de surveillance de la part des pouvoirs publics. Un « *contrôle* », qui contribuerait à la prévention des incivilités. « *Avant c'était contrôlé, il y avait des gens qui passaient, ils enlevaient les épaves, c'est fini ça.* ». On estime, en particulier, avoir droit comme partout ailleurs à une présence policière régulière, préventive, qui rassure, protège, et veille sur la tranquillité collective.

Au Plateau Rouher à Creil, les habitants ont particulièrement pointé ce déficit de présence et de réactivité des services municipaux, des bailleurs sociaux et des forces de l'ordre, qui contribue à générer un sentiment d'insécurité : « *Le quartier est sale ; il y a des papiers partout. Beaucoup de voitures à l'abandon. Et c'est nous qui payons. C'est un quartier qui meurt, qui va vraiment mal. Des gens lancent des cannettes par les fenêtres. Ça fait des années que c'est comme ça, mais rien n'est fait...* ». « *La police ne donne pas de PV aux voitures immobilisées* ». On déplore aussi l'absence de contrôle de la part de l'inspection du travail, alors qu'il y aurait « *beaucoup de travail au noir* » sur le quartier. Et les habitants font vite le lien entre cette non application de la loi sur leur secteur de résidence et le rejet dont ils font l'objet de la part du reste de la population : « *C'est quand même le traitement qui est fait de certaines zones dans les villes, des gens en difficulté. Les logements sociaux sont dans la périphérie des villes, donc les gens n'ont pas de transports, pas de commerces, il y a moins de surveillance, etc. Les gens qui ont plus de moyens hésitent à s'y installer... on ghettoïse les quartiers.* » (Le Pré-Gentil)

« À Fives, on n'a pas des trottoirs, on a des crottoirs. »

FIVES

« Quand on voit les ventes de shit aux Coursives... L'État a des responsabilités face aux citoyens ! Faut se tenir aux devoirs et obligations. (...) La police ne passe pas, on laisse des sites se gangrener. »

ÉTOUVIE

« Si on sentait cette pression policière, une autorité légère, qui encadre, ce serait apaisant. Pas forcément tous les jours, mais au moins une fois par semaine. »

GRAND PONT

Dans le Grand Ensemble de Clichy-sous-Bois/Montfermeil également, on apprécie l'implantation d'un commissariat de police, qui témoigne du retour du service public sur le territoire : *« Avant il n'y avait pas de commissariat dans le quartier, quand on appelait la police, il fallait attendre longtemps avant qu'ils arrivent. C'est un plus ce commissariat »*

« La police circule, on est en sécurité, c'est calme, on peut se balader la nuit et promener son chien, ce qui n'était peut-être pas possible il y a vingt ans. »

LE BURCK

BAILLEURS SOCIAUX ET GESTION DE PROXIMITÉ : ENCORE UN EFFORT !

« C'est galère les ascenseurs, toujours en panne, toujours coincés... Le samedi avec les courses et les enfants, c'est galère... »

LE GRAND ENSEMBLE

Si les services municipaux et la police sont souvent mis en cause dans cette plainte pour maltraitement, le défaut de services à la population est également renvoyé aux bailleurs sociaux, fortement mis en cause pour les difficultés éprouvées dans les logements ou dans les immeubles. Manque d'entretien des parties communes (*« Un seul jour de nettoyage par semaine : on comprend pourquoi c'est sale ! »*), travaux qui se font attendre au-delà du raisonnable..., allant parfois jusqu'à des situations extrêmes : tout cela renforce le sentiment des locataires d'être injustement traités.

Des différences fortes sont cependant signalées d'un bailleur à l'autre — preuve que des améliorations sont possibles. Ainsi aux Louvrais à Pontoise, où le parc immobilier est détenu majoritairement par deux organismes, des divergences notables sont constatées, tant en ce qui concerne la qualité des logements que leur gestion ou celle des parties communes. L'un des bailleurs a fait des efforts importants en matière de réhabilitation et est crédité d'une bonne réactivité vis-à-vis des locataires ; la situation est inverse pour le second organisme, très fortement décrié par les habitants : *« C'est anormal de devoir en arriver, après trois ans de demande, à des menaces pour voir exécuter des travaux indispensables dans les logements. Les rapports qu'entretient le bailleur avec ses locataires sont tout simplement honteux. »*

« Même si vous expliquez que vous êtes dans un cas urgent, ils vous envoient balader. Ils nous suggèrent de réparer tout nous-mêmes. Ils nous poussent à faire ça. On va faire un club de bricolage alors ? Il y a quand même le sentiment de mépris... »

LES TILLEULS

Dans le quartier des Tilleuls au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), les habitants expliquent que la situation atteint des niveaux insupportables dans certains immeubles : « *Moi j'ai de l'humidité, ça fait deux ans, j'ai fait un courrier, je n'ai pas de réponse du bailleur. C'est tous les immeubles, dans les angles des appartements... J'aère dès le matin. Ils me disent que je dois laisser ouvert tout le temps. Mais j'habite au rez-de-chaussée, il n'y a pas de barreaux aux fenêtres, donc je ne peux pas laisser ouvert tout le temps, et puis l'hiver...* ». « *Moi je suis restée plus de dix jours sans eau. J'avais un filet d'eau au début, après c'était des granules en plastique, c'était pas croyable ! On achetait l'eau en bouteille, on la montait, on la faisait chauffer pour laver les enfants... L'année dernière on n'avait pas de chauffage : dix ou quinze jours sans chauffage ! Mon fils était bébé, il faisait très froid, il y avait la neige, le verglas. Et j'ai dû faire les lessives à la laverie, avec les quatre enfants, c'est vraiment galère. Et ça m'a coûté très cher ! Le chauffage électrique, la laverie, l'eau en bouteille pour tout, se laver, tout...* »

Ces modes d'intervention d'inégale qualité génèrent des clivages internes aux quartiers, certains locataires étant bien lotis et jouissant d'une image positive, quand d'autres subissent une image dépréciée et des conditions de vie difficiles. Au Val d'Argent Nord par exemple (Argenteuil), la gestion des bâtiments et les dégradations volontaires ou involontaires, avec des réparations qui se font attendre dans certains secteurs, génèrent chez les habitants une appréhension différenciée des rapports de voisinage. La perception des nuisances et des incivilités varie en fonction du bâtiment, de la rue, du sous-quartier dans lesquels on habite. D'une manière générale, comme en ce qui concerne les services municipaux, la gestion déficiente de la part de certains bailleurs est considérée comme un facteur aggravant des difficultés de la vie en collectivité. Elle ne pousse pas les locataires à entretenir leur cadre de vie, expliquent les uns et les autres, ce qui a des répercussions sur l'ensemble du voisinage.

« Dans mon immeuble, pour étendre le linge, c'est envahi de pigeons. La société [bailleur] est venue. Mais rien n'est fait. »

QUARTIER DE LA BP 134

Il suffit en effet d'un bailleur indélicat, pour que l'ensemble du quartier souffre et se voie désigné négativement. C'est le cas à Bordeaux, dans le quartier du Grand Parc, où l'une des sociétés propriétaires est particulièrement accusée par les habitants : « *Elle abandonne les communs de ses bâtiments et ne se concentre que sur ceux du centre-ville ancien* ». « *Acheter le patrimoine de Bordeaux, acheter les plus beaux immeubles pour les refaire..., mais qu'à côté de ça, on laisse des immeubles pourrir ici... Et qu'après on dise : "Oh le Grand Parc !", moi je ne suis pas d'accord !* ». Dans ce même quartier, les locataires de

logements gérés par un autre bailleur signalent également de gros problèmes d'entretien des communs ; une situation qui contribuerait à entretenir les incivilités, *« qui existent au Grand Parc comme ailleurs »*.

Pour nombre de personnes, sur les différents sites qui ont participé à nos rencontres, la situation s'est dégradée lorsque les bailleurs ont repensé ou réorganisé leur politique de gardiennage. Avec pour conséquence, du côté des habitants, un *« manque d'interlocuteur »*, un *« manque d'écoute »*, qui revient comme un leitmotiv d'un quartier à l'autre : *« Avant on allait chez le gardien, on disait ce qu'on avait comme problème ; maintenant, il faut appeler un 08... Si tu as de la chance, ils répondent au bout de quelques heures. »* (Les Tilleuls)

« Avant, il y avait des gardiens assermentés qui mettaient des amendes lorsque les gens jetaient leurs déchets dehors ; mais le bailleur nous a dit que ce n'était plus possible. »

GRAND PONT

Les détériorations des espaces communs, malgré les efforts des agents d'entretien, sont ainsi souvent mises en lien avec l'absence d'une médiation de proximité permanente : celle qu'incarnaient les gardiens ou concierges — autrefois affectés à un bâtiment particulier, alors qu'ils sont désormais fréquemment responsables de plusieurs immeubles, voire d'îlots entiers. Une situation qui, selon certains, aggraverait la difficulté à dialoguer avec les groupes de jeunes qui *« squattent »* en bas de certains immeubles ou font des rodéos en motos.

UNE OFFRE CULTURELLE EN RECU

Dans certains quartiers, les échanges entre habitants se sont particulièrement focalisés sur la question des équipements culturels (médiathèque, salles des fêtes, cinémas de quartier...), fondamentaux pour dynamiser la vie sociale et favoriser la rencontre entre générations et entre personnes de cultures différentes. Sur certains sites, l'offre culturelle a baissé suite à la fermeture de tels lieux. Et là où ces équipements demeurent, ils sont fréquemment fragilisés dans leur fonctionnement, ou menacés dans leur financement. Les habitants déplorent d'autant plus cet état de fait que ces lieux jouaient un rôle précieux pour *« ouvrir le quartier à la culture »*, un sujet crucial, particulièrement pour les jeunes et les enfants. *« Un cinéma d'art et d'essai qui a disparu... Vous vous rendez compte ? (...) Un cinéma d'art et d'essai, c'est symbolique ! Il était financé par la mairie, on pouvait voir des films moins commerciaux qu'à l'UGC... »* (Le Pré-Gentil)

« Le théâtre est quand même présent en France, donc pourquoi il ne serait pas présent au Grand Parc ? »

GRAND PARC

*« On a une médiathèque.
Malheureusement elle est très
petite, elle n'est pas très en valeur.
On a un théâtre qui se bat pour
rester ouvert. Il a déjà été menacé
trois fois de fermeture ; Il y a
eu des pétitions pour le laisser
ouvert. »*

FIVES

*« Ce qui manque ici, c'est une
grande salle de spectacle. »*

ÉTOUVIE

À noter que des contre-exemples sont parfois fournis, comme aux Louvrais à Pontoise, où un théâtre conventionné "scène nationale" est implanté. Le rapport entretenu avec cet équipement varie selon les habitants. Pour certains, ce lieu, bien que physiquement présent, est perçu comme extérieur au quartier : il ne serait nullement pensé pour les habitants des Louvrais, mais bien davantage pour ceux du centre-ville. Il génère même des contraintes, puisque le flot d'usagers extérieurs entraîne des problèmes de circulation et de stationnement. Mais pour d'autres, la présence d'un lieu culturel faisant l'objet d'un rayonnement plus large que la simple échelle du quartier représente une chance et une opportunité. D'autant que la structure fait des efforts en termes de programmation pour ouvrir ses portes aux habitants du secteur et expérimente des initiatives vouées à tisser des liens micro-locaux.

SOUTENIR LES INITIATIVES QUI PARTENT DU TERRAIN

Faute d'équipements, qui coûtent cher, les habitants imaginent des solutions alternatives pour faire vivre quand même la culture sur leurs quartiers : « *Valoriser les Relais Culture du Cœur* ». « *Développer les actions bibliothèque au Centre social* ». « *Engager un partenariat avec UGC ou influencer sur leur programmation* ». « *Organiser davantage de repas de quartiers* ». « *Créer une passerelle morale avec le Comité des fêtes, co-organiser des événements fédérateurs : foire aux plaisirs, carnaval...* ».

Toutes initiatives qui reposent trop souvent exclusivement sur le monde associatif, alors qu'elles devraient être fortement encouragées ou soutenues par les municipalités, eu égard à l'importance de cet enjeu culturel.

CADRE DE VIE DÉTÉRIORÉ = VIE SOCIALE EN PÉRIL

« On n'a rien ici, ce qui fait que les gens n'échangent pas. Une épicerie permettrait aux gens de se croiser, de faire connaissance, c'est vecteur de lien social. (...) Le problème aujourd'hui, c'est que les gens ne se connaissent pas et se jugent sur les apparences. »

BEAUDÉSSERT

La détérioration du cadre de vie qui résulte de l'insuffisant entretien des bâtiments d'habitation, des équipements (espaces sportifs, écoles...) et des espaces extérieurs a des conséquences sur le vivre-ensemble. Elle est à l'origine des relations tendues qui s'installent parfois entre habitants ; elle contribue à perpétuer la mauvaise image des quartiers, entraînant dans certains cas des comportements incivils de la part d'individus extérieurs (dépôt de gros encombrants, vols de poubelles destinées au tri...). Enfin, elle provoque la « lassitude » d'une partie des habitants anciennement installés, qu'elle encourage à partir pour d'autres secteurs — en même temps qu'elle décourage des ménages « de classe moyenne » à venir s'installer sur place.

Comment résoudre ces problèmes ? Une première piste, évoquée notamment au Pré-Gentil à Rosny-sous-Bois et au Val d'Argent Nord (Argenteuil), consiste à se rapprocher des associations, locales ou nationales, ou à s'appuyer sur la mobilisation collective des locataires « pour faire pression sur les bailleurs » et obtenir l'accroissement de la présence et du rôle des gardiens. Autre possibilité : engager des démarches auprès des services municipaux, des conseils de quartier ou des syndicats de copropriété. Au Burck (Mérignac), des habitants envisagent ainsi d'interpeller la Communauté Urbaine de Bordeaux et la Ville, en vue d'améliorer le rangement et la fréquence de ramassage des poubelles ainsi que, d'une manière générale, la préservation de la qualité des espaces publics. Mais ici comme ailleurs, on estime que la qualité du cadre de vie dépend aussi du « civisme » des habitants, et que des actions peuvent être conduites pour faire évoluer les choses dans ce domaine.

« AGIR SUR LE COMPORTEMENT DES INDIVIDUS »

Forts de l'adage selon lequel *« c'est la collectivité »*, autrement dit tous ceux qui habitent sur place, *« qui est garante du bien-être du quartier »*, des habitants du Grand Pont à Rive de Gier, invités par le Centre social Armand Lanoux, ont choisi de s'attaquer à la question des dégradations de leur cadre de vie (parties communes des immeubles, espaces extérieurs, équipements divers). C'est aussi bien le constat de la situation actuelle que l'inquiétude quant à l'avenir qui les motive : *« Les dégradations, c'est moche, ça coûte cher et cela donne une mauvaise image du quartier..., c'est le point de départ de plein de choses. »*

« Une fois que le quartier sera réhabilité et beau, il ne faudrait pas que le processus de dégradation reprenne, car alors il redeviendrait comme avant, et les travaux n'auraient servi à rien ».

Première étape, dans leur mobilisation : le diagnostic et l'analyse des difficultés. Et en la matière, pas question de faire l'impasse sur la responsabilité des occupants eux-mêmes. Ceux-ci ont leur rôle à jouer dans la bonne tenue des immeubles : *« Autrefois, c'était les habitants qui faisaient le ménage dans les parties communes, chacun balayait une fois tous les 15 jours l'allée et les couloirs. Aujourd'hui, les charges sont importantes et les gens ne sont pas contents de l'état de propreté. Il y a une perte de responsabilité des habitants... ».*

« Les habitants doivent faire l'effort de signaler au lieu de râler ».

En trois séances de travail, les participants aux réunions ont réfléchi aux solutions à apporter à leurs problèmes, identifié les personnes à interpeller et construit un argumentaire afin d'exposer clairement le problème aux autorités responsables. À l'issue des échanges, chaque sous-groupe a présenté le fruit de ses réflexions sous la forme de saynètes mettant en situation des rencontres entre les habitants, le représentant du bailleur, la chef de projet rénovation urbaine et le maire de la commune. Diverses pistes d'amélioration ont ainsi été imaginées, depuis la nomination par le bailleur social d'une personne-ressource pour le quartier, chargée de constater et recueillir les besoins et défaillances (*« une personne qui se déplacerait sur les lieux et irait à la rencontre des habitants »*), jusqu'à la mise en place d'actions de sensibilisation à la gestion des déchets et au respect de l'environnement, à destination des parents et des enfants des écoles. Cette action d'éducation à l'environnement pourrait prendre place dans le cadre du projet de rénovation urbaine, en complément de l'action sur le bâti.

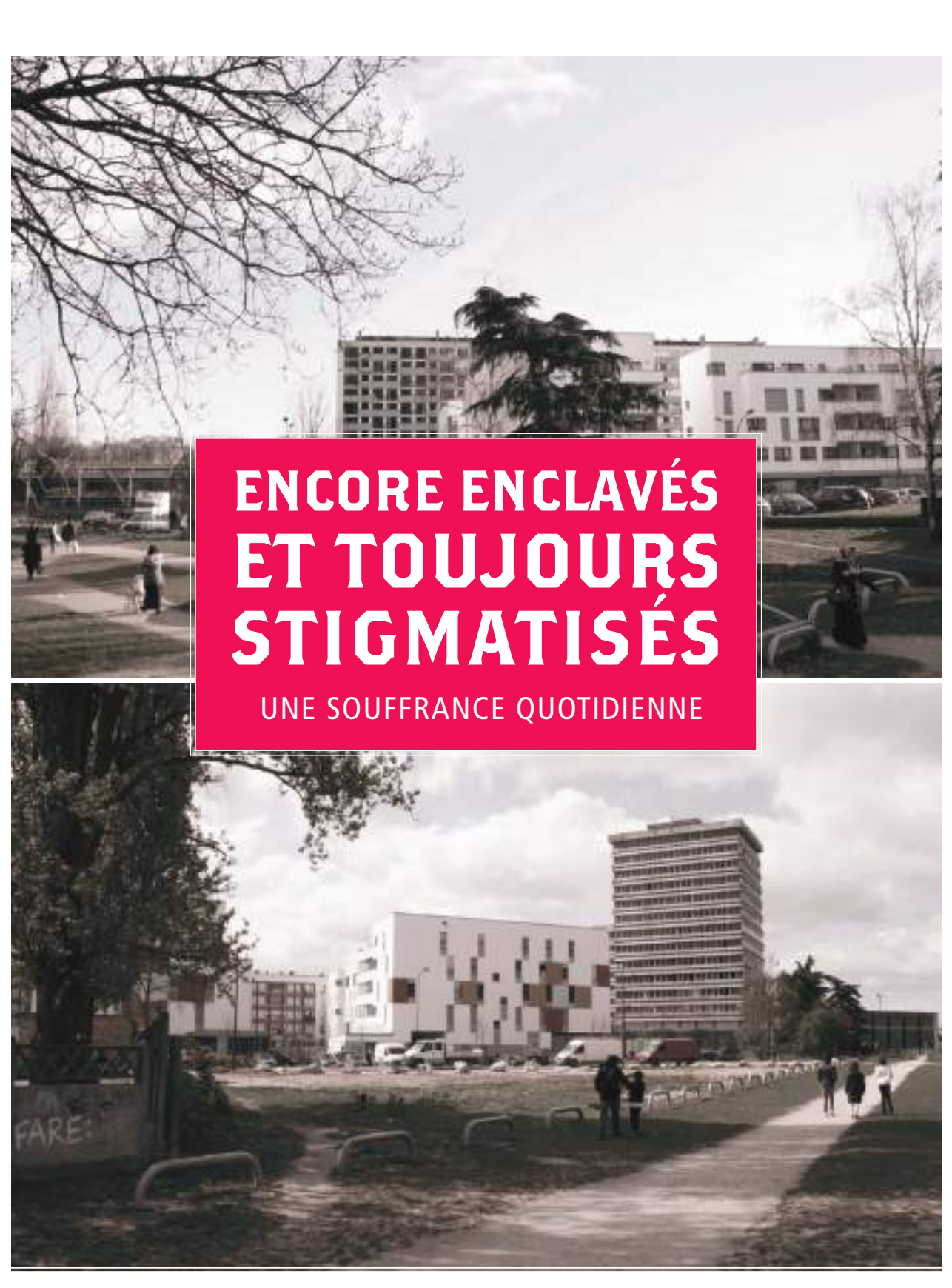
La détérioration du cadre de vie ne doit cependant pas être renvoyée au seul problème de la dégradation des espaces. Elle est aussi le résultat de la disparition ou de l'insuffisance des lieux où la vie collective pouvait se déployer. Avec la fermeture des commerces, des équipements socio-culturels ou des espaces de loisirs où l'on pouvait se retrouver «*gratuitement*» (parcs aménagés, maisons des jeunes, salles des fêtes, squares ou aires de jeux), ce sont en effet autant de lieux de rencontres entre habitants et entre générations qui font défaut. Et la sociabilité qui s'affaiblit — ou qui se réorganise sur des modes plus communautaires (dans les lieux de culte qui se développent sur certains sites, par exemple) ou plus précaires (occupation des halls d'immeubles par les jeunes).

« Moi je suis arrivé à Fives il y a 6 ans ; mais je suis cloîtrée chez moi. Je ne sors pas, parce qu'il n'y a rien, c'est triste. À tel point..., j'ai 2 gamins, 4 ans et 3 ans, ils rentrent le soir, à peine rentrés, ils mettent leur pyjama et ils ne veulent pas sortir. Ils ne veulent pas. »

FIVES

Dans le quartier du Grand Parc à Bordeaux, ou dans celui du Burck à Mérignac, les participants aux rencontres ont ainsi pointé le manque d'un lieu «*neutre*» dans l'espace public, d'un élément de centralité fédérateur «*où l'on peut aller même quand on n'a pas d'argent*» — un espace qui jouerait le rôle, en termes de rencontres, de la «*place du village*», du «*troquet*» ou du «*bistrot*».

Ce besoin d'espaces publics a été souvent mis en avant par les habitants que nous avons rencontrés. Et il a suscité diverses propositions, portant soit sur l'aménagement de nouveaux lieux, comme par exemple «*un parcours type coulée verte intégrant l'ensemble des atouts du quartier*», qui devrait «*être inscrit au registre des parcs et jardins de la Ville, afin de garantir une qualité d'entretien*» ; soit sur le réagencement d'espaces existants, afin de faciliter la cohabitation des usages (voitures, vélos, piétons, poussettes...) ; soit encore sur leur embellissement («*encourager les initiatives privées de fleurissement*»), ou sur leur dévolution à des usages collectifs créateurs de liens, comme des jardins partagés...



ENCORE ENCLAVÉS ET TOUJOURS STIGMATISÉS

UNE SOUFFRANCE QUOTIDIENNE

« Quand je dis que j'habite ici, on me traite vraiment de folle ! On me dit : c'est pas possible, t'habites pas là-bas, toi ?! »

YVES FARGE

On le sait, nombre des quartiers dont on parle ont été édifiés en périphérie des villes dans les années 1960-70. Leur éloignement des zones urbaines denses et leur enclavement ont depuis longtemps été identifiés comme l'un des principaux problèmes à résoudre pour leur requalification. Alors que des efforts importants ont été réalisés dans nombre d'agglomérations françaises afin qu'une meilleure continuité urbaine existe entre les centres-villes et ces quartiers (qui se retrouvent souvent aujourd'hui en position de première couronne résidentielle), de gros problèmes demeurent sur certains sites, comme en ont témoigné nos interlocuteurs. Une situation qui ne contribue pas à atténuer la mauvaise réputation persistante de ces secteurs de la ville : loin des yeux, loin du cœur, comme l'on dit. Moins on a de raisons d'aller sur ces sites, d'y travailler, de les fréquenter, en tant que non résident, plus on peut s'en faire une idée fantasmatique.

LOIN DE TOUT...

Exemple parmi d'autres des situations d'éloignement physique et d'isolement dont souffrent encore tant et tant d'habitants de la banlieue, le quartier du Val d'Argent Nord (15 000 habitants), à Argenteuil, demeure enclavé dans un espace délimité entre une zone agricole au Nord, une route à quatre voies à l'Est, une zone industrielle à l'Ouest, une voie de chemin de fer au Sud. À Clichy-sous-Bois/Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, le premier service public est à plus d'une heure de transport en commun ; Paris à plus d'une heure et demie ; et nombre de personnes mettent plus de deux heures pour rejoindre leur lieu de travail.

« En bus, je suis toujours en retard au travail. Pré-Gentil — Val de Fontenay : une heure ! »

LE PRÉ-GENTIL

« Il n'y a rien ici, sauf des entreprises. On est trop loin de tout. (...) C'est un handicap. J'ai dû acheter une voiture, sinon, je ne peux pas aller au travail. »

BEAUDÉSSERT

Cet état de fait n'est pas vrai qu'en région parisienne : situé « au bout du monde », « au milieu de nulle part » (au cœur d'une zone industrielle, à côté de l'aéroport), le quartier de Beaudésert, à Mérignac, demeure séparé de l'ancien centre-bourg de Pichey par une rocade. Il est en outre difficile à localiser, aucun panneau de signalisation n'indiquant son existence depuis Mérignac-centre. Conséquence : le point de repère pour se rendre sur le quartier est... la déchetterie, qui elle, est « pré-signalée » depuis la rocade.

On ne peut que déplorer la persistance de telles situations. Ouvrir ces quartiers sur la ville, améliorer leur accessibilité, est en effet le B.A. BA du travail à entreprendre dans le cadre de la Politique de la Ville : on a pu mesurer dans bien des agglomérations combien les choses commencent à

changer dans les têtes lorsque le rapprochement physique est facilité entre les populations de la banlieue et celles des zones centrales — que ce soit dans les espaces publics, dans les établissements scolaires, les centres commerciaux ou les lieux culturels... Dans le cadre de nos rencontres, cela a été dit à propos du quartier Grand Parc, où les habitants ont vanté la proximité immédiate, en tram ou bus, des services et commerces de l'hyper-centre de Bordeaux (cinéma, théâtre, grands magasins, marché de Saint-Michel). Un constat similaire a été fait aux Louvrais, à Pontoise, où la proximité avec le centre-ville est citée comme un élément de facilitation des liens entre le quartier et le reste de la commune (même si quelques réserves sont faites sur la desserte locale de transports en commun, le week-end notamment, où les fréquences de bus sont plus restreintes et réduisent les capacités de déplacement.)

« C'est un village avec des murailles. Fermé par les Coursives, la Somme, la Saneß, l'autoroute. On est loin de tout. (...) On est enjermé, reclus sur soi. »

ÉTOUVIE

UNE MOBILITÉ ENTRAVÉE

« S'il y avait plus de transports, ils pourraient sortir au cinéma les jeunes, mais là... »

ÉTOUVIE

Les transports en commun — facteur crucial d'accès à la vie urbaine, dans des milieux sociaux où la voiture est loin d'être un bien accessible à tous — font encore défaut dans bien des quartiers sur lesquels nous nous sommes penchés. S'ils existent, c'est la qualité du service rendu qui est notoirement insuffisante. « *Pas fiables* », « *pourris* », « *dangereux* », « *trop chers* » : tels sont quelques-uns des qualificatifs que nous avons entendus, à propos des services de bus notamment, dans différentes villes.

Comme pour les services publics en général, les habitants estiment qu'il y a là un grave défaut d'équité dans la manière dont ils sont traités par les pouvoirs publics. Non contents d'être excentrés, ces quartiers ne sont pas desservis comme ils le devraient, eu égard au nombre d'habitants concernés. « *Dans l'offre de transport, il y a des quartiers qui ne sont pas desservis du tout* ». « *Les Parisiens ne paient que 1€, alors que c'est l'endroit le mieux desservi. Alors que nous on paie avec nos impôts...* ». (Le Pré-Gentil, Rosny-sous-Bois). Et les uns et les autres de lister les problèmes qui leur rendent la vie impossible : attentes interminables aux arrêts alors que l'on doit se rendre à son travail, obligation de marcher à pied avec des bébés ou de jeunes enfants, accès impossible aux loisirs, conditions particulièrement difficiles faites aux personnes à mobilité réduite...

« On doit prendre le bus pour aller au Lidl. Leclerc on y va à pied. Il y a le transport, mais le ticket, c'est 3 euros aller-retour... Et il faut les porter, les courses ! »

LES TILLEULS

« J'avais pris un abonnement à la piscine, mais j'y suis allée quatre fois et c'est compliqué en transports, du coup je ne prends plus. Et c'est loin, les enfants rentrent fatigués. »

BEAUDÉSSERT

Ainsi à Beaudésert, pourtant très proche du centre-ville de Mérignac (5mn en voiture), la vie est difficile pour tous ceux qui n'ont pas de véhicule. Le site est desservi par une ligne de bus, mais il faut une heure pour se rendre jusqu'à Bordeaux, la grande ville proche, ce qui limite les sorties. En outre, la fréquence et les horaires des bus semblent peu adaptés à ceux qui travaillent. Des jeunes qui seraient prêts à vivre ici se découragent : *«Après, moi, ça ne me dérangerait pas d'habiter ici. Le problème, c'est que c'est loin de tout et surtout, on n'a qu'un seul bus, le 11. Et c'est vraiment pénible d'attendre le bus. Et quand il y a des grèves, on n'a plus rien. On ne peut plus bouger.»*

Dans ces conditions, toute amélioration est remarquée, et saluée positivement par les habitants. Ainsi à Clichy-sous-Bois, on distingue bien le service assuré par la RATP de celui effectué par la société privée Veolia : *«C'est pas pour encenser la RATP, mais ils travaillent avec une certaine éthique, ils aiment faire leur métier. Les jeunes de Veolia, ils sont très farfelus, vous pouvez courir pour attraper le bus !»*. *«Je trouve qu'il y a beaucoup d'amélioration, il n'y a plus de marches, c'est mieux pour les poussettes et les fauteuils roulants.»* *«Et le bus qui va à Roissy, c'est très bien pour ceux qui y travaillent.»* Au Grand Parc (Bordeaux), l'arrivée du tramway dans le quartier a également été citée de façon unanime comme une amélioration essentielle de la qualité de vie dans ce quartier : *«Je me déplace beaucoup, je vais me promener dans Bordeaux pour voir à quoi ressemble la ville, c'est plus agréable que de rester enfermé dans un quartier, surtout qu'avec le tram, on y est en peu de temps»*.

« Si tu es handicapé, tu dois payer plus cher pour tes déplacements, puisque les transports en commun ne sont pas bien adaptés. »

LE PRÉ-GENTIL

Ailleurs, on a bien vu comment la qualité du service de transports en commun pouvait compenser les problèmes d'enclavement ou d'éloignement de la ville. Au Burck par exemple, l'isolement du quartier est atténué par le fait que celui-ci soit bien desservi par les bus. À tel point que certains habitants ont renoncé à la voiture depuis leur installation, ou du moins l'utilisent beaucoup moins. Les personnes rencontrées ont indiqué la présence de 6 lignes de bus à partir desquelles on peut atteindre le tram ou d'autres villes de la Communauté Urbaine de Bordeaux. La proximité des gares de Pessac et d'Arlac, ainsi que la présence d'une station V'CUB ont également été signalées.

MAUVAISE IMAGE : UN FAIT QUI PERDURE

« Si on appelle une pizzeria, ils ne rentrent pas à la BP 134, parce qu'ils ont peur. »

QUARTIER DE LA BP 134

Non sans rapport avec les thématiques évoquées ci-dessus, la question de l'image négative des quartiers a été abordée sur la plupart des sites qui ont participé à l'élaboration de ce rapport. Le problème n'est pas nouveau, et il a des effets toujours aussi destructeurs sur les habitants, qui souffrent à bien des niveaux de la mauvaise réputation attachée à leur lieu de résidence. Mais il est d'autant plus mal vécu lorsque des améliorations sensibles ont été constatées sur le terrain, que ce soit au niveau de l'environnement bâti ou de la vie sociale, suite à certaines interventions publiques.

C'est notamment le cas au Grand Parc à Bordeaux : alors que la majorité des personnes que nous avons rencontrées affirment que le quartier a changé très positivement ces 15 dernières années, elles constatent que celui-ci fait toujours l'objet d'un « *dénigrement* », d'une « *image stéréotypée* » dans la ville, à tel point que certains de leurs amis ne veulent pas venir leur rendre visite. Même si « *les seules voitures qui ont brûlé, c'était en décembre 2000* », les préjugés résistent. « *C'est handicapant pour rechercher un emploi* ». Et cela pèse, qu'on le veuille ou non, sur la manière dont on vit sur place, y compris pour ceux qui se plaisent tout à fait dans le quartier. Cela affecte l'estime de soi et entretient une sorte de climat de suspicion latent entre habitants.

Difficile, en effet, de résister à l'imposition des clichés dominants. Il faut être « armé » culturellement ou politiquement pour ne pas se sentir diminué par le jugement des autres, pour ne pas intégrer les projections négatives qui circulent sur son environnement. C'est l'apanage de certains milieux « *associatifs, militants ou de gauche* », encore présents dans les quartiers. Mais pas du tout le fait de l'ensemble de la population. À Beaudésert (Mérignac), site dont la réputation reste attachée à l'accueil de populations immigrées ou précarisées, une personne a ainsi expliqué que ce ne sont pas les gens extérieurs au quartier qui en ont une mauvaise image, mais « *les habitants eux-mêmes*. »

« Même si je suis dans le quartier et que je suis en sécurité, j'ai un peu tout ce que les gens disent dans la tête..., et ça me rend un peu paranoïaque. »

GRAND PARC

« J'étais en vacances en Vendée avec le Centre social. On se promenait dans le camping. On voit un 80. Quand on leur a dit : on est d'Étouvie, la femme est partie comme si on était... des galeuses ! »

ÉTOUVIE

Au premier rang des responsables de cette distorsion entre le vécu intime des territoires et les représentations dont ceux-ci sont l'objet à l'extérieur : les médias, qui sont accusés de véhiculer une vision faussée des choses, ou d'amplifier certains incidents ou événements — travers de la société du spectacle dans laquelle nous vivons désormais.

Comme il y a 20 ou 30 ans, les habitants mettent les préjugés dont ils sont victimes sur le compte de la méconnaissance des lieux, par ceux qui diffusent l'information ou qui colportent des rumeurs. *« Les gens qui ont un mauvais a priori sur le quartier ne le connaissent pas et n'y viennent jamais »*. Mais davantage qu'auparavant, on a vu émerger dans les échanges collectifs l'idée que, en dépit de cette image négative, la situation sur le quartier n'est finalement pas si éloignée de celle d'autres ensembles résidentiels. Peut-être parce que la violence sous toutes ses formes, les incivilités ou le sentiment d'insécurité ont gagné aujourd'hui toute la société, et que les habitants des quartiers populaires le savent bien. *« C'est comme partout ailleurs »*, a-t-on ainsi souvent entendu... — une expression peu imaginable il y a encore quelques années.

« Quand Le Progrès écrit des articles sur des points positifs, une fête par exemple, c'est un petit article ; mais quand ce sont des actes de vandalisme, délinquance, des voitures qui brûlent..., on a droit à la première page, et en couleurs. Cela donne une mauvaise image du quartier. »

BEAUDÉSERT

« Le problème de la société actuelle c'est qu'on entend tellement de choses à la télé sur "les quartiers" qu'on fait une généralité de tout. C'est vrai qu'il y a des problèmes dans les cités, mais comme partout ailleurs. Mais on montre le mauvais côté et pas le bon. »

ÉTOUVIE

Quoi qu'il en soit, même si l'on est convaincu que la mauvaise image du quartier renvoyée par la presse locale ou les médias nationaux ne rend pas compte de la réalité, on en mesure les conséquences très concrètement lorsqu'il s'agit de chercher du travail, de faire venir un taxi, un livreur, ou encore de nouer des relations ailleurs dans la ville.

CHANGER DE NOM, OU D'ARCHITECTURE, POUR CHANGER D'IMAGE ?

La question du nom du quartier, qui avec le temps a pu devenir un marqueur insupportable, véritable stigmate d'indignité qui colle à la peau des résidents, a souvent été évoquée lors de nos rencontres. « *Quand les gens voient le nom du quartier, "Tilleuls", ils ont peur* ». Et sur certains sites, des débats ont eu lieu à ce sujet. Ainsi au Burck, un habitant a évoqué la consonance négative du nom du site comme un frein à l'amélioration de son image, considérant que le changement ne pourrait s'opérer sans re-nomination. Mais d'autres personnes s'y sont opposées. Et l'on a bien vu ailleurs, dans les discussions collectives, qu'il n'était pas simple de toucher à cet élément identitaire fondamental que constitue le nom, depuis longtemps intégré, de son lieu d'habitat. À Bègles notamment, le sujet hérisse les habitants :

« On a voulu nous faire disparaître, on nous a même enlevé le nom de notre quartier ! »

« Pourquoi une cité, parce qu'elle est réhabilitée, on lui enlèverait son passé ? »

Ici ou là, des habitants ont aussi expliqué la mauvaise image de leur quartier par l'existence d'immeubles « à l'architecture marquée » (barres assimilées aux grands ensembles de logements sociaux) ou d'aspect vétuste. L'amélioration de l'aspect extérieur de telle ou telle résidence étant alors considérée comme le facteur déterminant pour améliorer l'image du quartier. Cela peut sans conteste jouer, mais l'expérience prouve que cela ne saurait suffire.

De fait, il faut un travail beaucoup plus profond et complexe qu'un ravaudage de façades, quelques changements sémantiques ou même la destruction d'un immeuble, pour parvenir à faire évoluer les représentations d'un quartier dans la ville. On l'a vu sur bien des sites depuis que la Politique de la Ville est à l'œuvre, et encore lors de nos rencontres, avec l'exemple du quartier du Village à Persan (Val d'Oise). Dans cette ville de 10 000 habitants intégrée à une conurbation plus vaste, à 40 km de Paris, c'est à la fois l'opération de rénovation urbaine, l'action de longue haleine du Centre social en faveur de l'animation du quartier, l'installation d'un marché qui draine des clients de tous les alentours (« *Il y a même des gens de Beaumont qui viennent !* ») et l'investissement politique réalisé par le Maire et la municipalité sur ce site, qui ont fait basculer les choses. Même si des difficultés individuelles et collectives demeurent, l'image du Village — qui était vu comme « *un ghetto dangereux* » au tournant des années 1980-90 (avec sa Place de la rencontre éclairée la nuit « *comme un pénitencier* ») — est redevenue valorisante aux yeux de ses habitants. « *Il y a eu un changement vraiment incroyable. Je dirais du tout au tout* », explique une de nos interlocutrices, tandis que toutes les personnes rencontrées ont dit unanimement être aujourd'hui « *fières de leur quartier* ».

L'EXPÉRIENCE DU REJET

« On est là comme ça..., comme si on n'était pas en Guyane. Oubliés ! Dans le désert. Comme si on n'existait pas ! »

QUARTIER DE LA BP 134

Au-delà de l'image, au-delà du sentiment d'abandon évoqué plus haut, des habitants ont dit, sur certains quartiers, la douleur de se sentir « *rejetés* » par la société. Des paroles comme des cris..., de désespoir ou de révolte, pour dénoncer la discrimination persistante qui existe dans notre pays à l'égard de toute une fraction de la population, stigmatisée pour ses origines, la couleur de sa peau, ses pratiques culturelles ou religieuses — ou le simple fait d'être "de la banlieue."

La situation est apparue exacerbée en Guyane, à la BP 134, où tous les habitants qui se sont exprimés ont dit éprouver un fort sentiment de mise à l'écart. La concentration, dans ce quartier "spontané" et insalubre, de familles pauvres et surexposées aux risques sociaux (chômage, échec scolaire, etc.), présentées ou se présentant à travers une identité brésilienne ou haïtienne, suscite l'hostilité de la part de la population de la commune de Rémire Montjoly. De l'extérieur, le quartier est considéré comme étant source de problèmes — un « *ghetto* », une « *favela* », avons-nous entendu, qui serait occupée par une population instable, voire dangereuse. Et c'est effectivement à partir des représentations dont ils sont l'objet que les habitants de la BP 134 lisent leur réalité sociale et les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. « *Moi j'ai toujours eu des problèmes avec ce prof, au collège* », explique ainsi un lycéen. « *Il nous disait toujours : les élèves de la BP 134, vous allez devenir des bandits. Parce qu'il n'y a rien que des bandits à la BP, il n'y a rien de bon là-bas !* ». Ces attitudes discriminatoires sont accentuées par l'isolement spatial du quartier d'avec le reste de la ville et par l'absence de tout équipement public, service ou commerce qui justifierait que des non résidents s'y arrêtent. Ainsi, les personnes extérieures au quartier, à moins d'y être appelées pour des raisons professionnelles, évitent de fréquenter le lieu.

On peut penser que le même facteur joue dans le cas de Beaudésert (Mérignac), où les personnes interrogées ont fait état des réactions négatives de leurs proches (parents, amis, collègues de travail), quand elles disent habiter le quartier. Des jeunes ont évoqué des réactions similaires de la part de leurs camarades de classe au collège ou au lycée, ainsi que la peur de certains parents (une mère préférant accompagner sa fille lorsque cette dernière vient rendre visite à une camarade résidant sur le quartier). Mais l'expérience du rejet est vécue aussi très fortement ailleurs, sur des sites mieux insérés du point de vue urbain. Et ce sont alors des facteurs socio-économiques, démographiques ou culturels qui jouent dans ce processus.

« Même hors du quartier, tu restes du quartier. »

ÉTOUVIE

Au Val d'Argent Nord, la manière dont le Ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy avait traité les jeunes de « *racailles* », en 2005, a laissé des traces difficiles à oublier. À Clichy-sous-

Bois/Montfermeil ou au Blanc-Mesnil, les gens vivent de manière extrêmement violente les discriminations dont ils sont l'objet, à la seule évocation du nom de leur quartier ; discriminations qui ne sont plus seulement à caractère raciste, mais aussi géographique. Une plainte de la Ville de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) pour "discriminations territoriales" a d'ailleurs été reçue par la Halde.⁶

« On ne traite pas les gens de la même façon. Pour le logement, une personne française de peau blanche aura plus de facilité qu'un Noir. C'est de la discrimination. »

LE GRAND ENSEMBLE

Dans le quartier d'Étouvie à Amiens, marqué par une paupérisation croissante et où plus du tiers de la population a moins de 17 ans, des habitants gardent « *en travers de la gorge* » la manière dont le Courrier Picard a incriminé leur quartier pour des incidents lors d'une fête estivale, tout autant que la non publication par ce journal de leur courrier de protestation. Et les jeunes que nous avons rencontrés ont dit particulièrement souffrir de l'image de « *voyous* » qui leur colle à la peau, notamment lorsqu'ils accèdent à des établissements scolaires dans d'autres parties de la ville. Du coup, l'amertume est forte, dans ces jeunes générations, vis-à-vis d'une République qui clame publiquement son idéal égalitaire.

COMMENT TROUVER UN EMPLOI DANS CES CONDITIONS ?

« L'égalité des chances n'existe pas ». « Les jeunes d'origine maghrébine ne sont pas censés faire des études longues » et ceux d'Étouvie en général sont plutôt attendus pour « *des métiers manuels* », a-t-on ainsi entendu. « Les profs ne s'occupent pas suffisamment de ceux qui en ont besoin », et les ressources sont insuffisantes dans le quartier, pour l'orientation scolaire autant que pour l'aide à la recherche d'emploi. « Pour réussir, ou pour s'en sortir simplement, les jeunes Rebeux du quartier doivent être bien meilleurs que les autres ».

La question de l'emploi n'a pas été abordée de manière centrale dans nos rencontres, qui portaient sur la vie dans le quartier. On pourrait s'en étonner, lorsqu'on sait la gravité du problème du chômage, tout particulièrement sur ces territoires qui accueillent une population plus jeune, et souvent moins qualifiée que la moyenne de la population nationale. Effet de pudeur, ou bien énormité du problème, face auquel on se sent impuissant... ? On peut aussi penser que les difficultés en la matière sont tellement intégrées, et vécues de manière si prédominantes, qu'il semble superflu de les rappeler. Mais le sujet est souvent revenu de manière indirecte, en lien avec la dénonciation plus générale des discriminations : « *Le problème pour moi, c'est le voile. Je suis refusée à cause du voile. On*

« Il n'y a pas de travail sur le quartier. Il y a un problème de reconversion. Ici le boulot, c'est les services, les petits artisans... »

FIVES

⁶ Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité.

me le dit clairement. Je dis que je peux enlever le voile, mais que je dois garder le petit bonnet. Et il faudrait que j'enlève le tout. Je trouve que c'est pas normal. Quand les touristes viennent en Algérie, ils vont à la plage en maillot de bain, on ne dit rien. Je ne comprends pas. »

« Mon fils cherche du travail, mais quand il dit qu'il habite aux Bosquets, on ne veut plus lui en proposer. Malgré le diplôme, la bonne tenue... L'adresse pose problème. »

LE GRAND ENSEMBLE

Manifestement, les difficultés d'accès à l'emploi sont aggravées, dans nombre de ces quartiers, par l'absence d'activité économique au niveau local et par les conditions de transport déficientes. Au Village à Persan (Val d'Oise), comme dans d'autres secteurs d'Ile-de-France, on considère ainsi que le chômage est amplifié par l'éloignement géographique de l'agglomération de Persan-Beaumont par rapport à Paris, ainsi que par le prix prohibitif du transport, nécessaire pour travailler (permis de conduire, coût d'achat et d'entretien d'une voiture, tarifs SNCF...).

Même chose à Creil : « Des personnes ont trouvé des ménages à faire à Roissy..., mais il faut le permis ». Ou à Clichy-sous-Bois/Montfermeil : « Ici on n'a pas de problème, sauf pour trouver du travail, ce n'est pas rapide... Il faut aller à Paris, ici il n'y en a pas. Et aller à Paris, c'est difficile... ». « Je travaillais à Paris et j'ai démissionné. Je travaille au Raincy. Un petit peu plus facile, mais je dois bouger, je travaille avec des personnes âgées à leur domicile : on ne sait jamais, un jour ici, un jour là... Je connais tous les bus par cœur !! Pas le choix. Trouver du travail ici, c'est pas facile ; si on trouve on a des problèmes de transports. » À ces difficultés se rajoutent souvent d'autres obstacles, parmi lesquels les conditions de garde des enfants.

« Pour avoir du travail, il faut de la disponibilité, pouvoir gérer la garde des enfants... ; il faut avoir le permis, et pour l'avoir, il faut s'exprimer en français, et en plus c'est cher. Je connais des mamans qui l'ont raté, et ça désespère... »

LE PLATEAU ROUHER

DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI À IMAGINER, SUR LE TERRITOIRE MÊME DES QUARTIERS

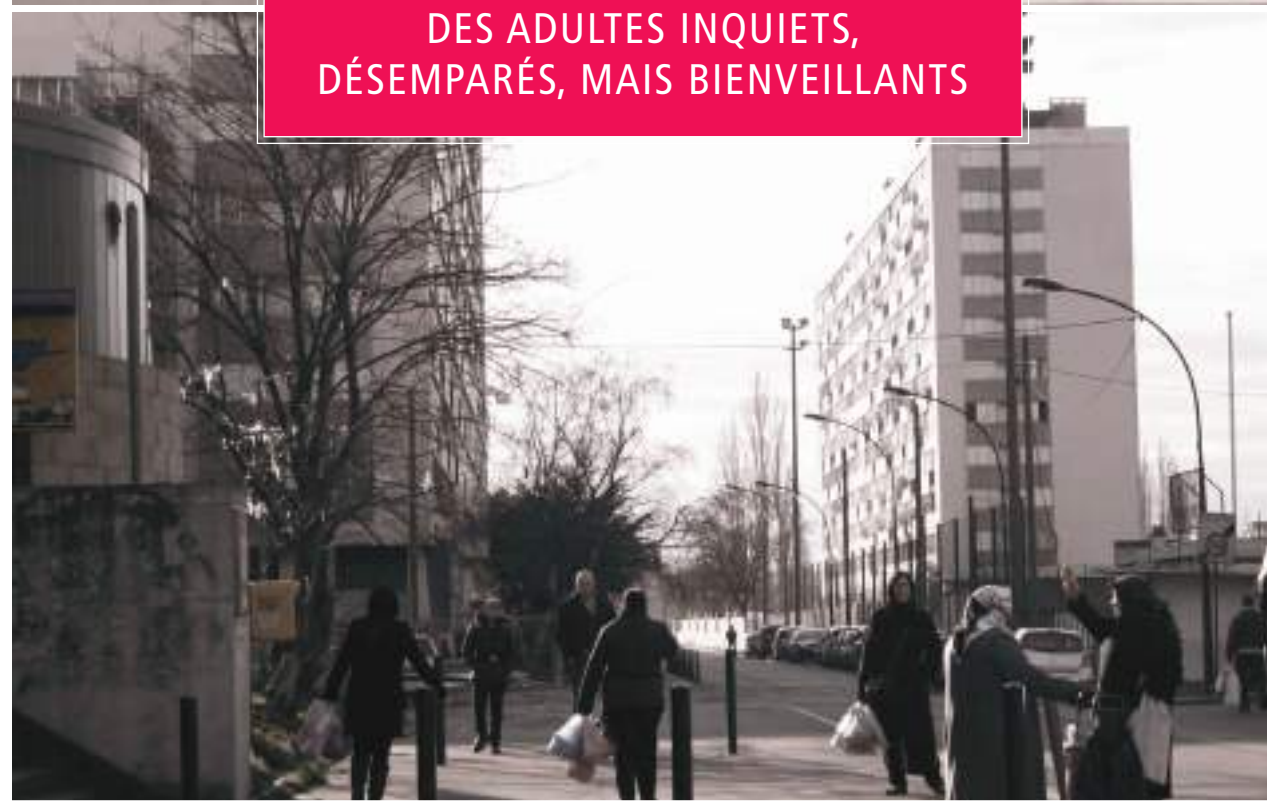
Sans parler de révolution économique, beaucoup de choses pourraient être améliorées, de l'avis des habitants, pour les aider à surmonter le problème du chômage, grâce à des mesures d'accompagnement ciblées, d'initiative locale ou nationale : renforcer les services d'aide à la recherche d'emploi sur le territoire même des quartiers (« Il n'y a qu'une boîte d'intérim à Fives, et en plus il paraît qu'elle ne prend que les femmes ») ; faciliter la mobilité des personnes (en bus, en métro ou tram, mais aussi en vélo, par exemple par la sécurisation des places réservées aux deux roues) ; améliorer les services de garde d'enfants ; et aussi développer les services d'alphabétisation et plus généralement la formation continue, pour tous ceux qui ont décroché trop tôt de l'école.

**« Il faut un local municipal pour apprendre le français.
Pour améliorer la vie et nous donner la possibilité de nous investir
en France. C'est pas parce qu'on ne parle pas français qu'on
n'a rien dans la tête ! C'est pas parce qu'on a le foulard qu'on n'a
rien dans la tête ! On fait partie de la France ! Faut donner
les moyens... » (Le Plateau Rouher)**



JEUNESSE

DES ADULTES INQUIETS,
DÉSEMPARÉS, MAIS BIENVEILLANTS



« Ils sont trop montrés du doigt, les jeunes, on parle d'eux de façon trop négative. »

LE GRAND ENSEMBLE

Même si certains habitants évoquent la jeunesse par l'entremise d'actes d'incivilités ou de dégradations, cette frange de population n'est pas, d'une manière générale, désignée sous l'angle d'un "problème." Lorsqu'elle l'a été, les habitants ont souvent relativisé leurs propos dans le cadre des échanges collectifs, comme par exemple au Grand Pont à Rive de Gier (« *Les enfants du quartier ne sont pas des anges, c'est comme partout* »), au Val d'Argent Nord (« *Les enfants parfois, ils ont bon dos !* »), ou encore au Plateau Rouher (Creil), où l'on indique que les troubles sont le fait « *d'une dizaine d'emmerdeurs.* »

Dans le travail d'écoute que nous avons entrepris sur la quinzaine de quartiers retenus pour élaborer ce rapport, la question de la jeunesse a suscité énormément d'échanges. Et nous avons été étonnés de constater que sur ce sujet majeur, les discours de nos interlocuteurs et interlocutrices, loin d'être malveillants, se sont dans l'ensemble révélés compréhensifs. Lucides bien sûr, et inquiets face à l'avenir qui est réservé aux jeunes générations, mais ne sombrant que rarement dans la dénonciation pure et simple, dans la peur ou le rejet.

« Moi, je les ai vus petits ces jeunes-là, ils ont grandi avec les enfants, ils font partie du quartier. Ce n'est pas nos enfants, mais presque, quoi. (...) J'ai mal pour eux. Ils sont là, à rien faire..., ils s'ennuient, ils n'ont pas de perspectives, et puis ils tombent dans la délinquance. Obligé, parce qu'ils n'ont rien d'autre. Ça fait mal de voir ça. »

FIVES

« TROP D'ENFANTS LIVRÉS À EUX-MÊMES »

« Il y a des jeunes qui sont entre eux dans la rue. Ils ne vont plus dans les Centres sociaux maintenant, ils sont rebelles... Et puis de toute façon, ils sont un peu désœuvrés. Ils n'aiment pas obéir, c'est un peu fatigant. »

FIVES

Quand on entre dans le détail, c'est d'abord la question de la responsabilité des adultes qui est mise en avant. L'affaiblissement de l'autorité parentale est pointée comme un fait de société, qui dépasse largement le cadre des quartiers populaires : « *Les enfants dégradent, mais c'est la faute des parents qui baissent les bras* ». « *Ce sont les parents qu'il faut éduquer d'abord, et ensuite les enfants* ». « *Avant, les enfants étaient dehors, mais les parents étaient autoritaires et l'autorité était respectée. Ce sont les parents qui ont changé* ». « *Les parents en ont marre, ils n'osent même plus taper les enfants* ». « *C'est la société qui veut ça* ».

Lorsqu'on interroge les habitants du Pré-Gentil par exemple, sur ce qui est négatif dans leur quartier, sur ce qui les choque ou les dérange, ils évoquent « *le désengagement des parents... : des tout petits dehors jusqu'à minuit. Même les grands, ils ne font pas leurs devoirs, ils rentrent chez leurs parents pour manger, ils ressortent quelques minutes après* ».

avec un paquet de chips. Ce n'est pas un déjeuner ça, ce n'est pas de la nourriture ! ». « Aux Marnaudes, des gens se plaignaient des petits qui traînaient le soir très tard. Il y avait une maman qui était là, on lui a posé la question : comment ça se fait que les gosses traînent comme ça dehors tard le soir ? Elle répond que les enfants ne veulent pas se coucher, alors ils traînent dehors ». « Ce sont les enfants qui commandent les parents... »

« J'en veux aux parents,
pas aux gosses. »

LE GRAND ENSEMBLE

Conséquence de ce dépassement des parents, ou de l'absence de limites fixées aux enfants et adolescents : l'affaiblissement du respect des adultes en général. « Une voisine s'est fait taper par un gamin de 12 ans et demi, ils étaient deux. Je suis intervenue. A 9 h du soir, qu'est ce qu'il fait le gamin, dehors ? » (Les Tilleuls). Plus généralement, certains habitants constatent la difficulté des jeunes à accepter la moindre contrariété, et donc à gérer leur relation aux autres : « Ils disent à leurs parents : si tu me traites, je vais voir l'assistante sociale » (Le Plateau Rouher). « Même entre eux, ils se parlent très mal... ». « C'est la première fois depuis 6 ans que je les vois aussi violents entre eux, ils se tapent dessus tout de suite pour le moindre truc ». « Ils tiennent tête aux grands, aux vieux, à tout le monde ». (Le Pré-Gentil) Un durcissement des comportements qui est constaté aussi bien chez les filles que chez les garçons.

Leur présence en groupes dans l'espace public génère de la crainte, pour certaines personnes : « Ils ne vont pas vous embêter, vous taxer des trucs, vous draguer... Ils sont là, voilà, ils fument leur joint. Ils ne sont pas agressifs, ils ne font rien de mal. Mais ils font peur. » La peur n'est cependant pas le sentiment dominant ressorti de nos entretiens, loin de là. Dans l'ensemble, les habitants ont appris à "faire avec" ces groupes de jeunes qui « squattent » au pied des immeubles. Si les relations sont difficiles, c'est souvent avec les nouveaux arrivants, le dialogue fonctionnant plutôt bien quand les familles se connaissent depuis longtemps. « Avec les jeunes, jamais de problèmes, ils sont polis. Mais quand je passe, je leur dis bonjour avec le sourire. Alors ils me le rendent. Dire bonjour, ça facilite les choses, la communication. » (Le Grand Ensemble)

« Les jeunes ont trop de droits. »

LES TILLEULS

« Ce que je n'aime pas dans le quartier, c'est le regard négatif envers les ados. »

ÉTOUVIE

« C'est pas si terrible que ça, les jeunes. Du moment qu'on les respecte, ils vous respectent. »

LE GRAND ENSEMBLE

Plus que la crainte ou la colère, c'est l'inquiétude qui domine chez les adultes, sur ce sujet de la jeunesse ; l'inquiétude quant à l'avenir de tous ces enfants qui devraient incarner l'avenir du pays. « *Que vont-ils devenir ?* », se demandent avec anxiété les uns et les autres.

UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ

Face à ces difficultés, on sent la plupart des adultes désespérés. Entre l'évolution générale de la société, « *la place prise par la télé, les ordinateurs...* », et la situation sociale et économique difficile des familles, on a l'impression que la conduite des jeunes vers l'autonomie est devenue un défi quasi insurmontable pour les parents — d'autant que nombre d'entre eux font face à l'absence de conjoint au quotidien pour partager les tâches éducatives.

« Il n'y a pas de vrai travail pour eux..., comment devenir adulte ? »

FIVES

« Être maman, c'est pas facile. Personne n'a dit que c'était facile l'éducation... »

LES TILLEULS

Au-delà de la responsabilité des parents, c'est plus généralement celle des adultes et de l'ensemble du monde éducatif qui a été mise en avant lors de nos rencontres, pour expliquer la situation de la jeunesse sur ces territoires. « *Les parents font du mieux. La violence est transmise par une société de pulsion...* » Le problème du désœuvrement des enfants, adolescents et jeunes adultes a par exemple souvent été mis en relation avec leur isolement — un « fossé » grandissant semblant s'installer entre eux et les autres catégories générationnelles. « *Ils font peur parce qu'il y a une barrière entre les générations.* » (Fives) « *On prend exemple sur les grands, ou la télé, plutôt que sur ce que nos parents nous racontent* », confirme un jeune d'Étouvie. Ce déficit de communication entre générations est parfois expliqué par la situation socio-économique des familles : les parents et « *grands frères* », n'ayant pas de travail ou « *vivant dans de mauvaises conditions* », n'ont « *pas l'énergie* » pour s'occuper des enfants. « *Les pères n'ont pas de place sociale, ils ne sont pas respectés par leurs enfants.* » (Le Pré-Gentil) Ailleurs, on explique ces difficultés de communication par les situations de double culture dans lesquelles sont prises les familles issues de l'immigration — situations qui rendraient difficiles l'exercice de l'autorité et la transmission de certaines valeurs. « *Les enfants de familles immigrées sont partagés entre leurs deux cultures. Si on s'en sort, en France, c'est qu'on a de la chance.* » (Le Plateau Rouher)

Pourtant, l'expérience prouve que bien des jeunes issus de familles immigrées ou en situation de précarité économique réussissent, envers et contre tout, à faire leur chemin dans la société. Le problème ne peut donc être renvoyé aux seules familles. Il est plus large, comme l'explique une maman de Clichy-sous-Bois/Montfermeil qui a investi à fond dans la réussite scolaire de ses enfants : « J'ai mes 12 enfants qui ont le bac pro. J'en ai une qui n'a pas trouvé de logement. Avant on n'avait pas la nationalité, mais maintenant on n'a plus de logement... J'ai poussé mes enfants pour qu'ils s'en sortent, et ils ont tellement de mal à trouver un logement, ça me fait mal au cœur. C'est moi qui dois aller garder les enfants, parce que c'est cher à faire garder ; elle a son bac, mais elle ne peut pas travailler. (...) Je suis déçue. Ils ont tous eu le bac, et ça ne sert pas à grand chose... ».

« Vous connaissez le taux de chômage des jeunes ? 40 % ! C'est très destructeur de leur dire : va chercher du boulot, alors qu'il n'y a rien, il n'y a pas de boulot ! »

ÉTOUVIE

RENOUER DES LIENS ENTRE GÉNÉRATIONS

Le désœuvrement ne touche pas tous les jeunes, explique-t-on au Val d'Argent Nord : beaucoup s'en sortent, grâce à des parcours scolaires ou professionnels réussis. Mais il est vrai qu'il reste le lot quotidien, et ô combien destructeur, d'une trop grande partie d'entre eux. Lorsqu'on cherche à comprendre les raisons de cette situation, les habitants avancent différents éléments d'explication, au-delà du « *laxisme* » de certains parents : le fonctionnement de l'école, la crise de l'emploi et le chômage. *« C'est cette génération-là qui ne veut plus apprendre, parce qu'ils se disent que ça ne mène à rien. »* Ils évoquent aussi les problèmes de cohabitation dans des logements familiaux trop petits ; le manque d'espaces collectifs en nombre suffisant pour les jeunes ; ou encore le regard stigmatisant et suspicieux porté sur eux par la société en général : *« L'injustice et la lassitude amènent de la révolte. »*

Ce qui est frappant néanmoins, c'est l'émergence d'un sentiment de responsabilité collective vis-à-vis de cette jeunesse désœuvrée :

« Nous avons aussi sûrement manqué de vigilance, nous aurions dû, nous adultes, faire plus pour éviter certaines dérives. »

Ainsi, concernant l'entrée de la drogue dans le quartier, les habitants réunis pour les besoins de ce rapport à la Maison Pour Tous du Val d'Argent Nord ont réfléchi au rôle qu'ils pourraient jouer, en tant qu'adultes vivant dans le quartier depuis longtemps. Et ils ont insisté sur la nécessité de renouer le lien coupé entre les générations. *« Il n'y a pas d'endroits où l'on peut permettre à des jeunes et des adultes de pouvoir se causer, se justifier, échanger les représentations que l'on a les uns des autres... »*. Là, comme au Village à Persan (Val d'Oise également), on a insisté sur l'importance des lieux, des moments, où peuvent s'établir *« un dialogue »*, des *« contacts »*, en dehors de la famille, entre différentes classes d'âge.

« Si on côtoyait plus la jeunesse, on les comprendrait mieux, et eux pareil. »

Une piste à suivre..., pour de futures actions intergénérationnelles, qui pourraient être portées aussi bien par les mairies que par les Centres sociaux ou le milieu associatif.

Les difficultés rencontrées par la jeunesse de ces quartiers ne sauraient donc être imputées exclusivement à la « *crise de la parentalité* » — qui sévit dans ces milieux comme dans d'autres. Cela a été dit très clairement par nos interlocuteurs, y compris par des jeunes eux-mêmes. C'est beaucoup plus largement la transmission intergénérationnelle et la place faite aux jeunes dans notre société qui semble en cause. Alors même que la question du vieillissement émerge dans certains de ces quartiers comme un fait nouveau, le clivage entre jeunes, adultes et personnes âgées est vécu comme un grave problème — bien plus aigu, manifestement que celui de la cohabitation interethnique ou interculturelle.

« Le problème dans la région, c'est les jeunes. Ils n'ont pas de perspectives d'avenir. Et ils ne sont pas aidés. Enfin si, ça commence avec Pôle emploi... »

ÉTOUVIE

Trop séparés des adultes et des personnes qui pourraient leur transmettre des savoirs et des valeurs utiles à leur réussite professionnelle ou sociale, les jeunes sont « *mis à distance* » de manière beaucoup plus générale, sur ces territoires. Ils sont éloignés de l'emploi, bien sûr, mais aussi des structures et des réseaux qui auparavant les encadraient ou les formaient tout au long de leur chemin vers l'âge adulte. Et ce qui est alors en cause, c'est l'affaiblissement de toutes les institutions qui devraient, dans le pays, prendre en charge la jeunesse, l'aider à trouver sa place dans la société, depuis l'école jusqu'à Pôle emploi.

Dans le quartier d'Étouvie à Amiens, où les principales préoccupations exprimées par les habitants ont porté sur cette question des jeunes et des difficultés d'éducation, la violence et l'insécurité qui sévissent dans certains lieux ont été mises en rapport avec la consommation de drogue et d'alcool — la drogue étant vendue et consommée aux abords des écoles, « *sans que la police n'intervienne* ». Ont aussi été mis en avant, pour expliquer la « *dérive* » de nombreux jeunes, le manque de moyens dans les collèges, les classes surchargées, les méthodes d'éducation inadaptées ; les discriminations dont sont victimes les jeunes issus du quartier qui s'efforcent de poursuivre leurs études ; et d'une manière générale le manque de ressources, d'appui, pour venir en aide à ceux qui sont dans la précarité ou en recherche d'emploi.

« Notre pays a laissé tomber l'éducation. Moi quand j'étais petit, dans ma classe, on était 15. Maintenant, vos enfants, ils sont combien ? 20 ou 25 dans le meilleur des cas. Et chaque année on ferme encore des écoles. »

FIVES

« Dans les années 1980 ou 1990, les jeunes étaient davantage entourés, par leurs proches, par des associations ou par les "grands frères". Aujourd'hui, ils occupent un terrain vide. »

LES LOUVRAIS

Le « *terrain vide* » dont parle un habitant des Louvrais, c'est celui laissé dans ces quartiers par les organisations qui par le passé accueillaient, en dehors de l'école, les enfants des familles les plus modestes ou faisant face à des difficultés. Les réseaux d'éducation populaire, les clubs sportifs, les MJC, le « *patronage* », laïc ou religieux, la police de proximité... ont disparu, n'ont pas su renouveler leurs modes de fonctionnement, ou manquent cruellement de moyens par rapport aux besoins. Nombre de personnes qui ont

participé à nos rencontres ont souligné ce manque de structures qui pourraient aider à assurer plus collectivement la fonction éducative.

Au Pré-Gentil, où quatre éducateurs de rue sont en charge des 11-16 ans (pour 7000 habitants), un habitant explique : *« C'est bien ça. Mais où ils sont, quand les gamins font des bêtises... ? Il en faut davantage ! On dit que tous les enfants sont dehors, inoccupés, sans surveillance. On ne peut pas prendre les choses en main, puisque les parents ne peuvent pas ? »*. Et *« est-ce que dans le quartier il y a des aides pour les mères qui travaillent ? »*

« Ils sont bien obligés d'aller dans les rues, puisqu'ils n'ont plus là où aller... »

FIVES

POUR UNE PRISE EN CHARGE COLLECTIVE DE LA RESPONSABILITÉ ÉDUCATIVE

« En Afrique, chaque adulte est un éducateur. Il faut tout un village pour éduquer un enfant. »

LE PRÉ-GENTIL

Les rencontres que nous avons organisées sur les quartiers n'avaient pas pour seul but de dresser le constat de l'existant. Il s'agissait aussi, par la réflexion collective, d'imaginer des solutions possibles et d'amorcer des dynamiques de prise en charge des problèmes — une fonction qui est à la racine même de la vocation des Centres sociaux. Sur certains sites, donc, les habitants réunis ont tenté d'aller au-delà de l'expression des difficultés, à propos de cette question de la jeunesse en danger. Une fois rappelé le problème crucial du chômage (*« Je me suis rendu compte que les jeunes, en majorité, c'était bien beau le sport..., mais eux, ce qu'ils voulaient, c'était du cash, du travail ! »*), c'est le besoin d'accompagnement qui a été mis en avant unanimement. Accompagnement des jeunes, et aussi accompagnement des parents et des enseignants, dans leur rôle qui est devenu si difficile.

L'ÉDUCATION, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !

Au Pré-Gentil, où les habitants se sont montrés particulièrement soucieux de la situation des jeunes du quartier, on a vu que la demande ne se résumait pas du tout à « *plus d'activités pour les jeunes* ». Plus fondamentalement, c'est d'un soutien à l'éducation et à la transmission de valeurs dont on aurait besoin sur ce territoire. Des valeurs pour mieux vivre ensemble, pour avoir « *le souci de son voisin* », pour que les jeunes fassent preuve de davantage de « *civisme* »... ; sachant que l'on « *ne peut pas développer des valeurs qu'on n'a jamais apprises* ». De l'avis des uns et des autres, pour réparer cela, il faut une logique véritablement collective, qui implique l'ensemble des acteurs de la ville.

« L'éducation, tout ça..., ça s'apprend à l'école, mais c'est la famille aussi. On peut essayer de participer un peu pour faire avancer les choses. »

Il s'agirait donc de développer des actions en direction des adultes, et plus particulièrement des jeunes couples, en organisant « *des rencontres entre parents* » pour qu'ils échangent sur leurs expériences respectives ; ou de proposer des « *groupes de parole avec des thérapeutes* » ; ou encore des « *ateliers avec les papas* », pour « *créer plus de solidarité* » — les hommes étant trop peu présents lors des activités qui sont proposées aux petits... Il faudrait aussi « *renforcer l'information auprès de parents qui ne connaissent pas ou ne maîtrisent pas les aides auxquelles ils peuvent prétendre pour leurs enfants* ». Certains ne comprennent pas, par exemple, ce que sont les « *passesports loisirs* » et donc ne les utilisent pas ; idem pour les chèques vacances, dont certains salariés bénéficient. Améliorer la communication en direction des parents, par le choix des lieux de diffusion d'information et les supports utilisés, mais aussi par « *d'avantage de contacts* » avec les familles, peut être un moyen de pallier certaines de ces lacunes.

Soutenir les enseignants est aussi apparu comme un besoin, sachant que « *c'est toujours les nouveaux profs qui viennent dans les écoles difficiles* » et que les relations sont parfois compliquées entre l'école et les parents. Il faudrait également « *renforcer la communication avec les jeunes* ». Certains de nos interlocuteurs ont signalé en la matière l'impact positif de manifestations conviviales, comme la fête des voisins : « *Les jeunes qui traînent le soir sont venus nous aider pour le repas de quartier et depuis j'ai l'impression qu'ils se sont plus intégrés.* » Et puis, il faut, d'une manière générale, faciliter « *l'accès à la culture des jeunes* », sous toutes ses formes — le déficit en la matière étant mis en relation avec le fait qu'ils « *n'arrivent pas à se concentrer* » et qu'ils manquent de repères sur le fonctionnement des institutions, ou sur les limites à ne pas dépasser dans la vie en société.

« Ce serait bien s'il y avait des groupes de lecture pour les enfants, et même pour les adultes. Si nous on aime lire, on donne envie à nos enfants de lire. »

Tout cela, on le voit, suppose de densifier le réseau des structures et du personnel qui participent, d'une manière ou d'une autre, à ce travail d'éducation des jeunes — depuis les crèches jusqu'aux Centres sociaux et socioculturels, en passant par les établissements scolaires, les Missions Locales, les éducateurs de rues et toutes les activités périscolaires.

« Il faudrait peut-être des éducateurs dans les écoles, qui aident les projs. »

FIVES

Cette idée forte selon laquelle l'éducation devrait être prise en charge beaucoup plus collectivement a aussi été avancée à Fives (Lille), où des parents ont expliqué combien ils appréciaient les contes lus à la bibliothèque ou au « *café des enfants* » ; ou encore le fait que des parents viennent lire des histoires à l'école. À Amiens, dans le quartier d'Étouvie, les participants au groupe ont évoqué positivement l'organisation de vacances familiales : « *Le Centre social m'a permis de partir en vacances. Au tout début, en 2004, on a réuni toutes les personnes, et les gens ont donné de l'argent tous les mois. On a appris à partir en vacances ; on s'est donné le droit de partir. Aujourd'hui, je pars toute seule en vacances* », explique ainsi une maman. Mêmes remarques positives à l'égard de diverses associations locales proposant des ateliers, des activités sportives..., qui soulagent ou confortent les parents dans leur tâche éducative.

Toutes ces structures, toutes ces actions participent de la prévention de la dérive des jeunes. Au Burck, à Mérignac, les participants à nos rencontres ont ainsi expliqué combien la présence d'équipements publics et d'une offre d'activités régulières était importante pour « *mixer les publics* » et favoriser la prise en charge collective de la fonction éducative. En la matière, ils ont souligné l'évolution positive du Centre social, qui a repensé son rôle, d'une structure d'animation vers un lieu d'accueil social et culturel où l'on peut s'investir sur tous les sujets ayant trait aux enfants et à la famille, et mettre ainsi ses compétences professionnelles ou son expérience de vie au service du quartier.

« Le Centre social est un creuset pour les jeunes et les familles qui habitent le quartier. »

BURCK

« Je tire mon chapeau au Centre social ! Les réunions "Café des parents", ça a permis de partager, d'écouter, de voir les différentes façons de voir... »

ÉTOUVIE

En contrepoint, on a vu que là où manquent de telles structures, le lien est vite établi avec la dégradation de la situation de la jeunesse. Dans le quartier Yves Farge à Bègles, par exemple, où cette question est revenue dans plusieurs entretiens, les personnes rencontrées ont dénoncé l'absence d'un lieu dédié aux habitants. La Maison de quartier, victime d'un incendie criminel au début de l'opération de rénovation urbaine, n'a pas été reconstruite. La Ville a fait le choix d'ouvrir à quelques centaines de mètres un Centre social dont le rayonnement concerne l'ensemble de la commune. La possible disparition du terrain de foot — reconsidérée depuis — était également évoquée, ce qui aurait aggravé la situation. Des réunions ont lieu pour envisager des projets avec les jeunes.



DES PROFESSIONNELS QUI CHANGENT LES CHOSES

À Beaudésert (Mérignac), une amélioration nette a été constatée depuis l'arrivée sur le quartier d'une conseillère de la Mission Locale, il y a 4 ou 5 ans. À tel point que les habitants que nous avons rencontrés ont expliqué que la réalité du « quartier chaud », du « quartier de racailles », appartenait au passé :

« Le deal, les attroupements de jeunes sur le quartier, ce sont des choses qu'on voyait avant, mais qu'on ne voit plus maintenant. »

« Tu ne trouveras pas de jeunes dehors à rien faire. Ils sont tous en activité. Elle [la conseillère Mission locale] a aidé tout le monde. Franchement, moi je peux dire que c'est un peu grâce à elle que le quartier s'est calmé. Elle a motivé les jeunes, elle les a aidés, elle propose des choses pour des jeunes perdus qui ne savent pas quoi faire, à part faire les cons sur le quartier. » Le Centre social a également joué sa partition dans ce travail en direction des jeunes : il est apprécié pour ses activités qui font « sortir les gens du quartier » et perçu comme un lieu où les plus jeunes peuvent « acquérir les bases, ne serait-ce que le respect d'autrui. »

Enfin, parmi tous les relais qui ont été cités pour faciliter la transmission de valeurs aux jeunes, voire même la prévention de la délinquance, la religion — et plus précisément la présence de lieux de culte sur les quartiers — ont parfois été mis en avant comme recours, comme éléments pacificateurs.

« Heureusement qu'il y a la mosquée, cela apaise les jeunes, ça apporte un sentiment de respect de la part des jeunes. Mais c'est pareil pour la chapelle... Il n'y aurait pas la mosquée, le quartier serait plus dégradé. »

BURCK

Le sujet a été particulièrement développé dans le quartier de la BP 134 en Guyane, où l'on compte 7 églises (et un seul commerce) pour environ 200 familles. Si la religion – en l'occurrence les mouvements évangéliques – ont pu se développer de la sorte sur le site, c'est parce qu'ils sont quasiment les seuls à s'être préoccupés, pendant longtemps, du sort des résidents de cette cité. En agissant auprès des plus jeunes, des adolescents et même des parents, en proposant un soutien diversifié, allant des animations pour les enfants jusqu'à la distribution de vivres pour les plus démunis, ces églises se sont efforcées, à leur manière, de combler les failles des politiques publiques. « *La religion est ici perçue comme le moyen de cadrer les individus, et tout particulièrement les jeunes, dans le sens où elle fournit un code de conduite, des normes, des valeurs et des règles à suivre* », explique le sociologue qui a enquêté sur le quartier pour le compte du Centre de ressources de la Politique de la Ville de Guyane. Plusieurs témoignages qu'il a recueillis font ainsi état d'un changement d'ambiance à l'intérieur du site, en lien avec le développement de ces églises.



NUISANCES, INCIVILITÉS, INSÉCURITÉ

UNE RÉALITÉ MULTIFORME



« Étouvie, globalement c'est pas violent, mais des provocations, parfois... »

ÉTOUVIE

Autant la question de la jeunesse a été au centre de nos discussions sur la vie dans les quartiers, autant celle de la sécurité est apparue en retrait ; ce qui n'a pas été sans étonnement de la part des animateurs de ces débats. Dans le contexte politique particulièrement tendu de l'année 2011, un an après le "discours de Grenoble" dans lequel le Président Sarkozy déclarait *« la guerre aux trafiquants et aux délinquants »*, faisant le lien entre l'insécurité, l'immigration et les quartiers en Politique de la Ville..., on ne s'attendait pas à ce que le sujet suscite aussi peu de passion. De fait, il a été presque partout relativisé par nos interlocuteurs ; relativisé, et en même temps finement "décrypté", les uns et les autres expliquant que l'insécurité n'était pas forcément là où on l'attendait...

UN SUJET RELATIVISÉ

À écouter les débats entre habitants, on avait parfois l'impression de ne pas être dans le pays que décrivent les médias à longueur de colonnes ou de journaux télévisés. Sur les trois sites du Val d'Oise par exemple, le thème de l'insécurité n'a pas du tout été développé. Aux Louvrais (Pontoise), le terme de délinquance n'est pas ressorti des discours des habitants, même si des problèmes d'incivilités, de rapports parfois conflictuels avec les jeunes, ont été pointés. C'est davantage le vide qui s'est installé progressivement dans l'espace public qui pose problème. En Seine-Saint-Denis, certains résidents ont même affirmé qu'ils se sentaient en sécurité dans leur quartier (sauf dans le cas des Tilleuls, au Blanc-Mesnil, où des femmes ont parlé des vols en rez-de-chaussée d'immeubles et de la situation problématique au centre commercial). En Gironde, le sentiment d'insécurité a été évoqué sur certains sites, mais sans qu'il soit fait état de violence avérée. À Bègles par exemple, *« le quartier n'est pas pire qu'un autre »*, nous ont expliqué des résidents, en réponse aux questions sur ce sujet. *« Il n'y a pas de problèmes entre habitants »*. *« Il n'y a pas plus de délinquance qu'ailleurs »*. *« Je n'ai jamais attaché ma mobylette ou mon scooter »*.

« Moi je vis très bien, c'est calme, les gens sont bien. Il n'y a pas de souci, vraiment aucun. C'est un quartier correct. »

BEAUDÉSERT

« Il y a un sentiment de sécurité dans ce quartier. Même la nuit, c'est calme, sauf exception. Moi je traverserais le quartier du Grand Pont à pied à minuit sans aucun souci. »

GRAND PONT

Au Burck, à Mérignac, la synthèse des discussions fait également ressortir l'image d'un *« quartier calme »*, *« où l'on peut promener son chien à toute heure du jour et de la nuit »*, *« où les enfants jouent dehors et où il y a toujours quelqu'un pour veiller à ce que tout se passe bien »*. Les habitants ne se reconnaissent pas dans les images fréquemment associées

aux quartiers sensibles (poubelles qui brûlent, agressions, vols à l'arraché, etc.). À Beaudésert, certains faits marquants évoqués en entretiens individuels ont ensuite été minorés, après que des éclaircissements aient été apportés par les uns et les autres en réunion collective. Ainsi, l'incendie de la nouvelle école, peu de temps après son inauguration, ne serait qu'une *«bêtise d'enfants qui a mal tourné»*. Quant aux actes de vandalisme commis en direction du Village 3⁷, ils remontent à *«plus de deux ans»* et seraient liés à *«des promesses non tenues par la mairie (...)»*. Les choses se sont *«calmées maintenant»*. Au Grand Pont, à Rive de Gier, on relativise également : *«J'ai connu des quartiers plus chauds.»*

Comment comprendre ces prises de parole mesurées, sur un sujet pourtant présenté généralement comme crucial, dans la vie de ces quartiers ? Volonté de ne pas "noircir le tableau", concernant les lieux où l'on vit, et donc où sa propre identité est en jeu ? Lucidité quant à l'état de la société en général et de tout ce qui mine le rapport à la loi et aux règles de la vie en société ? Sans doute en partie. On a ainsi remarqué, d'un quartier à l'autre, sur les divers sujets qui ont été abordés, cette tendance à bien distinguer, dans l'analyse des problèmes, ce qui relève des évolutions sociétales générales (accroissement de la pauvreté, développement du *«chacun pour soi»*, travers multiples de la société de consommation...) et ce qui résulte du contexte particulier du lieu où l'on vit.

« Le respect entre personnes est bien présent. Il y a des dégradations, certes, mais à Rouher, on ne risque rien. Les gens le reconnaissent. »

LE PLATEAU ROUHER

« Je n'ai jamais eu peur. Je n'ai jamais entendu parler d'agression en 35 ans. »

YVES FARGE

Le très fort attachement à ces quartiers, que l'on a noté dans nombre des témoignages que nous avons recueillis (voir plus loin) explique peut-être aussi cette vision relativement positive des choses. Mais une autre explication tient à la gravité des difficultés auxquelles les habitants font face par ailleurs, et qui ont été évoquées précédemment : on est bien plus préoccupé par le chômage, par les inégalités d'accès aux droits, par le manque de commerces, de médecins, de moyens de transport... que par *«l'insécurité»*. Bien plus révolté, manifestement, par le mépris institutionnel, les discriminations ethniques ou territoriales, que par la violence qui surgit occasionnellement dans le quartier et qui est montée en épingle par les médias.

⁷ Ensemble de logements en accession à la propriété construit lors de l'opération de renouvellement urbain.

DES POLITIQUES PUBLIQUES QUI PORTENT LEURS FRUITS

Sur certains sites, et cela mérite bien sûr d'être souligné, c'est aussi l'effet des politiques publiques qui explique la relativisation du sentiment d'insécurité par les habitants. Ainsi au Burck, à Mérignac, où des efforts ont été faits en matière de police de proximité, l'image du « *quartier qui craint* » appartient au passé, aux dires des personnes que nous avons rencontrées. Rien à voir avec la situation d'il y a « *20 ans environ* », période à laquelle le quartier avait connu des épisodes de violence et du trafic de drogue.

Au Pré-Gentil également (Rosny-sous-Bois), « *il y a eu une opération policière "commerce parallèle", et depuis c'est bien plus calme.* » De même dans le quartier Yves Farge à Bègles, où l'on considère que l'un des effets positifs de l'opération de rénovation urbaine a été de réduire le trafic de stupéfiants qui existait dans la cité, auparavant considérée par ses habitants comme « *une grande plaque tournante* » — ce qui a fait « *beaucoup de dégâts [sur les jeunes]* ».

DES POINTS NOIRS QUE L'ON POURRAIT RÉSORBER

Si, donc, l'insécurité ne figure pas au premier rang des soucis des habitants de ces quartiers, ceux-ci ont tout de même signalé l'existence de "points noirs", souvent bien localisés dans l'espace ou dans le temps, et qui de ce fait apparaissent comme traitables par les autorités publiques. Au Grand Pont par exemple (Rive de Gier), les personnes rencontrées ont signalé des «*embouteillages créés par les jeunes devant le snack*», en se demandant pourquoi la police n'intervenait pas. L'incendie d'une boulangerie et d'autres faits divers, dont les uns et les autres soulignent cependant qu'ils n'ont «*rien à voir avec les petits*», suscitent aussi des interrogations : «*La délinquance ne vient pas du quartier. Par exemple, les voitures brûlées, ce ne sont pas les gamins du quartier, ce sont des arnaques à l'assurance*».

« On ne dit pas que les gens de notre quartier sont des anges, mais on dit que cela vient de l'extérieur. »

GRAND PONT

Il est des sites particuliers, où les habitants ont le sentiment que la peur a changé de camp et qu'elle est désormais du côté des forces de l'ordre. Au Pré-Gentil notamment (Rosny-sous-Bois), où un système de vidéo-surveillance est en cours d'installation sur l'ensemble de la ville, certaines personnes réunies au Centre social ont estimé que l'on se dirigeait vers «*une société de non droit*» : «*Dans mon quartier, il y a des rodéos sur la départementale. La police m'a répondu qu'ils ne voulaient pas s'en mêler à cause de Villiers-le-Bel. Ils ne veulent pas y aller, parce que s'il y a un accident, ça va leur tomber sur le dos*». «*Un policier rentrait tranquillement de son boulot et il s'est fait tabasser parce qu'ils l'ont reconnu ; et il s'est retrouvé dans un état critique* ». «*Je ne veux pas défendre les flics, mais ils se font agresser, qu'ils soient en civil ou en tenue. S'ils interviennent, ils ont des problèmes après, ils se font braquer, 15 ou 20 jeunes qui leur tombent dessus*».

Mais sur la plupart des sites, la question de l'insécurité n'a pas été abordée de manière générale et envahissante. Elle a au contraire été référée à des problèmes bien particuliers. Aux Tilleuls (Blanc Mesnil), c'est le centre commercial qui est vu comme un lieu insécuré : «*Au centre commercial, dès qu'il commence à faire nuit, on commence à trembler*». «*Pour aller retirer mon argent, jamais je n'irai à la Poste ici. J'entends parler d'agressions*». «*Beaucoup de personnes évitent de venir chercher des médicaments à la pharmacie*».

À Fives (Lille), ce sont les parcs publics que l'on désigne comme problématiques : «*Il y a des familles qui ne se trouvent pas en sécurité quand elles sont dans un parc*». «*Les gens n'oseraient plus y aller, parce que... les parcs, ils sont fréquentés aussi... on trouve des joints, on trouve... on ne peut pas y aller avec les enfants*». «*Ils ont fait un parc à côté-là, bon c'est bien pour les gamins. Mais ce qui me fait rire, c'est qu'ils mettent toujours des fleurs, des arbustes tout, et quand on passe, tout est toujours cassé*».

« Il faut demander à ce qu'ils créent quelque chose à la place de ce minable centre commercial qui effraie les gens. »

LES TILLEULS

À Étouvie (où le chômage concerne 40 % de la population active), un seul lieu semble concentrer les problèmes : Les Coursives, dont certains immeubles sont désertés par les locataires. Les entrées et l'allée du centre commercial sont craints, car le racket et les trafics en tous genres y sont fréquents. La police, la Ville, les HLM... « *ne font rien* », et les agents de sécurité du centre commercial « *n'ont pas le droit d'intervenir* ». Dans ce quartier, les préoccupations exprimées par les habitants concernant les problèmes des jeunes, la violence et l'insécurité qui sévissent dans certains lieux ont été mises directement en rapport avec la consommation de drogue et d'alcool, problème à propos duquel « *les autorités se renvoient la balle* ». Au Plateau Rouher également, à Creil, les principaux problèmes évoqués (les jeunes qui occupent les escaliers, la dégradation des caves, l'obstruction des locaux à poubelles, le bruit et l'excès de vitesse des motos) seraient fortement liés au fait que le secteur serait devenu un lieu de consommation et de revente de drogue : « *On vient se ravitailler ici, sur le plateau* ».

Tous les problèmes tournent autour du shit»

LE PLATEAU ROUHER

« Un jeune qui fait de la moto sur le trottoir, tu l'arrêtes et tu lui dis. Mais il ne te reconnaît pas l'autorité. Police et citoyen lambda se retrouvent sur le même pied d'égalité. Et l'inverse est vrai, et ça c'est embêtant. Ça rejoint la question éducative... C'est lié à l'emploi. »

LE PRÉ-GENTIL

L'idée générale qui ressort de ces témoignages, c'est finalement que le diagnostic est connu, en matière d'insécurité. Ceux qui vivent sur place savent circonscrire assez précisément la nature, l'ampleur, la fréquence des problèmes, voire même leur origine. Dès lors, ils comprennent d'autant moins l'incapacité des pouvoirs publics à les régler... Et si les habitants, individuellement, se sentent impuissants pour agir sur ces questions de sécurité, ils estiment finalement que si l'on associait davantage la population, selon des modalités de travail collectif, à la résolution de ces problèmes, on pourrait sans doute s'en sortir.

LA VIOLENCE N'EST PAS TOUJOURS LÀ OÙ L'ON CROIT...

Vivre dans ces quartiers, ce n'est donc pas vivre en enfer, comme pourraient le penser ceux qui ne les connaissent que par médias interposés. Certes, il y a des problèmes, on ne les nie pas..., mais on explique qu'ils seraient maîtrisables, avec un peu de moyens affectés au bon endroit et aux bons moments. Ce qui est frappant, dans ce qu'ont exprimé les personnes que nous avons réunies ici et là, c'est l'élargissement du thème de la violence, bien au-delà des "hauts-faits" qui sont habituellement mis en avant dans la presse. Les incivilités de la part des adultes ou des jeunes, le non respect de la propreté des espaces communs ou des espaces publics, la casse répétée des jeux pour enfants, le bruit qui envahit l'espace privé... : ce sont toutes ces petites agressions qui « *pourrissent* » la vie quotidienne des habitants.

« À chaque bout de rue, il y a un dépôt d'ordure. (...) Les gens, ils déposent n'importe quoi. Moi, j'en ai marre ! Habiter en face d'un dépôt, c'est pas marrant. L'été, il y a les rats. Si tu téléphones une fois, deux fois, la Ville, ils viennent, mais le lendemain il y en a autant ; alors ça ne sert à rien. La mairie, elle ne va pas passer sa vie à nettoyer... Il faut pénaliser. »

FIVES

Les nuisances sonores ont été citées parmi les effets les plus pénibles à vivre de cette "violence ordinaire", dans plusieurs quartiers où par ailleurs rien de grave n'était signalé. Au Grand Parc à Bordeaux, les personnes rencontrées se sont plaintes de locataires irrespectueux dégradant régulièrement les communs (halls, ascenseurs, escaliers), malgré les efforts des agents d'entretien ; mais aussi du bruit permanent dans lequel les habitants sont contraints de vivre. Au-delà du manque de respect ou d'attention des voisins, les personnes attribuent ces nuisances aux bâtiments mal isolés : des tours où « *les moindres bruits remontent* » (une personne a parlé de « *tour infernale* ») ; des logements où « *l'on entend le tram comme si on était dehors* ». « *Certains qui font du bazar tard le soir* », les « *équipes de jeunes qui campent en bas de l'immeuble jusqu'à 1h00 du mat'* » sont également pointés. « *L'été ça peut se comprendre, c'est les vacances... Mais c'est tout le temps en ce moment, c'est ce qui nous pousse à vouloir partir* ». La « *pollution auditive, atmosphérique, les motos !* » : tel a souvent été le cri du cœur des personnes rassemblées lors de nos réunions. « *Le bruit des motos, tous les soirs ! Ce n'est pas la même chose que les tapages nocturnes. Il y a une loi et pas de contrôle, ça ne sert à rien... C'est une vraie nuisance, effrayant ! Il n'y a pas que des jeunes... Vous les voyez sur la roue arrière... Il y a eu un accident dernièrement et un mort l'année dernière ! Quand ils passent, on ne peut plus parler.* »

Même constat à Étouvie (« *Il y a des incidents, feux de poubelles, effractions..., des nuisances sonores causées par les véhicules, les sonos..., y compris la nuit* ») ; au Val d'Argent Nord ; ou au Grand Pont à Rive de Gier : « *Le problème des jeunes les soirs d'été, c'est qu'ils sont dehors, ils font du bruit, et les bâtiments font caisse de résonance.* »

« Le bruit des motos, c'est un cas particulier de nuisance sonore, parce que supérieurement nuisible, un bruit infernal... et un comportement très dangereux. »

LE PRÉ-GENTIL

« Il y a beaucoup de bruit..., de voitures, de bagarres, de gens qui s'apostrophent d'une fenêtre à l'autre. Il y a aussi, la nuit, le bruit continu des camions frigorifiques stationnés. Et puis les enfants, les jeunes qui hurlent dehors jusqu'à plus de minuit. »

LE PLATEAU ROUHER

Tout cela participe d'un environnement « *usant* », qui rend le quotidien pesant, et contribue au mal être général. On rêve de calme. Certaines personnes s'interdisent d'accueillir du monde chez elle. D'autres font part de leur peur de s'exprimer face à des voisins dérangeants, craignant l'agressivité en retour. Et même si le quartier n'est pas si mauvais que cela, ce climat général conforte certaines appréhensions : « *Vu à l'heure actuelle comment ça se passe, j'ai peur que... à force, ça se dégrade de plus en plus, oui.* »

CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE : PROTÉGER LES PIÉTONS ET FAIRE RESPECTER LA LOI

La circulation des voitures et des deux-roues, mal régulée dans ces quartiers pourtant résidentiels, ne se traduit pas que par des nuisances sonores. Elle représente aussi, bien souvent, un réel danger pour les piétons. Cela a été l'un des sujets importants abordés lors de nos rencontres, sur plusieurs sites. Le danger ressenti provient autant d'aménagements défectueux que de comportements irresponsables de la part des conducteurs. Ainsi au Pré-Gentil, les habitants dénoncent depuis longtemps déjà *« un plan de circulation aberrant et dangereux »* à l'intérieur du quartier : *« Il y a des rues qu'on ne peut plus prendre tellement c'est dangereux. Une rue à double sens, les voitures sont garées de telle manière qu'on ne peut pas passer à deux... Et avec un virage qui empêche la visibilité. »*

Même problème au Grand Pont, à Rive de Gier, où les habitants réclament des aménagements : *« La rue de Bourgogne qui est à double sens, c'est un problème, on ne peut pas se croiser »*. *« Les voitures roulent trop vite boulevard des Provinces, il faudrait des ralentisseurs »*. Ou au Burck à Mérignac, où les habitants ont souligné la nécessité d'intervenir sur des voiries endommagées, où la circulation est considérée comme dangereuse. Ou encore aux Tilleuls, au Blanc-Mesnil : *« J'ai parlé même avec M. le Maire au sujet de la sécurité routière, les voitures qui vont vite. Il nous a répondu comme quoi ce n'était pas une priorité. »*

« Il faut attendre qu'il y ait un accident qui se produise pour qu'on réagisse ! »



Les familles craignent pour leurs enfants, et ont souvent engagé des démarches auprès de leur mairie ; des pétitions ont parfois circulé, mais sans grand effet. Au Plateau Rouher (Creil), on ressent particulièrement ce danger dans l'espace public, depuis qu'un enfant s'est fait renverser devant l'école, traumatisant tout le quartier. *« Les voitures, les motos vont à fond. On ne peut pas stationner. Les rues sont obstruées. Nos enfants sont en danger ». « On n'est pas en sécurité ; c'est chaud ! Les gens ne respectent pas les stops ! »*

« Ce n'est pas à nous de faire la police ! »

Face à cette situation, nombre de propositions ont été avancées par les groupes réunis dans les différents Centres sociaux et socioculturels qui ont participé à l'élaboration de ce rapport : revoir le plan de circulation avec le conseil de quartier ; installer des ralentisseurs ; déplacer ou protéger les emplacements des arrêts de bus ; réaménager les alentours des écoles (où l'on constate des embouteillages et une carence de places en stationnement au moment des entrées et sorties de classe) ; nommer un ASVP sur le quartier (Agent de Surveillance de la Voie Publique)... Agents communaux agréés par le Procureur de la République et assermentés par le juge du Tribunal de Grande Instance, à la demande du maire, les ASVP peuvent constater par procès-verbal les infractions aux règles relatives à l'arrêt et au stationnement des véhicules. Ils peuvent aussi être nommés par le maire pour rechercher et constater les infractions aux règles relatives à la lutte contre les bruits de voisinage et les nuisances sonores.

Mais l'insécurité ressentie sur ces quartiers tient aussi à d'autres types de violence, qui ont été mis à jour lors de nos rencontres : violence institutionnelle que représentent les non réponses des bailleurs sociaux aux réclamations des locataires ; la non venue des pompiers sur la cité ; ou les contrôles répétés des forces de l'ordre à l'égard de certains publics. À Étouvie en particulier (Amiens), les relations tendues entre la police et les jeunes sont très mal vécues, les habitants déplorant les tirs au flash ball, ou plus généralement le fait qu'il y ait *« beaucoup de répression et pas de discussion »* : *« La police a parfois des pratiques abusives, ou fait de la provocation »*. *« Les conneries de certains jeunes ont des répercussions sur tous »*. *« La police municipale est plus portée au dialogue, mais manque de moyens et d'effectifs »*. En Guyane, les habitants de la BP 134 se sentent à la fois oubliés des forces de l'ordre — non protégés des troubles qui sévissent dans la cité — mais aussi victimes de *« contrôles au faciès »*, ressentis comme des provocations de la part de la police.

La violence peut aussi être le résultat des dysfonctionnements de certains services publics, qui font monter la tension entre les usagers : *« Pourquoi les bus ne s'arrêtent pas ? (...) Quand tu es là, tu attends le bus, et qu'il ne s'arrête pas, cela énerve et peut entraîner des violences verbales ou physiques »*. (Les Tilleuls) Et si l'on comprend que ces dysfonctionnements sont parfois le résultat du non respect des agents du service public par une partie des jeunes (*« Les chauffeurs se font caillasser, insulter... »*), on voudrait que la question soit prise à bras le corps par les institutions concernées, pour que la majorité de la population n'en subisse pas les conséquences.

« Moi les policiers me font peur. Ils contrôlent toujours les jeunes de couleur. »

FIVES

« Les handicapés, on dérange ? »

LE PRÉ-GENTIL

Les discriminations subies par une partie de la population de ces quartiers contribuent aussi au sentiment d'insécurité ou de fragilité éprouvé par les habitants : discriminations dans l'accès à l'emploi, mais aussi dans l'accès à l'espace public, aux transports et aux équipements collectifs. En la matière, des griefs particulièrement graves ont été exprimés par les personnes handicapées et les personnes âgées (la problématique du vieillissement étant très peu prise en compte sur ces quartiers, où pourtant elle risque d'être de plus en plus prégnante dans les années à venir). Les habitants réclament des efforts des villes en matière d'application de la Loi handicap de 2005, sur ces territoires de banlieue comme ailleurs. Aménagements et services spécifiques sont réclamés, d'un site à l'autre (dans les espaces publics comme dans les logements, dans les administrations comme dans les bus...), pour que ces personnes puissent vivre comme les autres dans la ville.

Enfin, certains habitants, notamment sur les sites concernés par des opérations de rénovation urbaine, ont fait sentir aux animateurs de nos rencontres ce qu'était la violence de l'incertitude. En Guyane tout particulièrement, outre la crainte engendrée par une minorité de résidents sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool, le facteur dominant qui alimente le sentiment d'insécurité est celui de l'instabilité dans l'habitat. Intrinsèque aux quartiers auto-construits (comment et combien investir dans un lieu susceptible de vous être retiré à tout moment ?), le climat d'incertitude était aggravé lors de nos rencontres par l'opération de RHI⁸ annoncée. Pour nombre d'occupants en effet, se joue à ce moment-là la justification de toute une vie. Face aux nombreuses questions sans réponses, la peur régnait au moment de nos rencontres, et les rumeurs les plus folles sur à peu près tous les sujets traversaient le quartier : le prix du terrain au mètre carré, les personnes relogées, les conditions de leur relogement, l'abandon du projet, etc.

⁸ Résorption de l'Habitat Insalubre.



À QUI PROFITE LA RÉNOVATION URBAINE?



« Ça va être de nouveaux locataires, donc des loyers qui seront beaucoup plus chers. (...) C'est pour faire des profits ! »

YVES FARGE

Plusieurs des sites sur lesquels nous avons organisé nos rencontres font l'objet d'opérations de réhabilitation ou de rénovation urbaine. Il ne s'agissait pas, dans les échanges que nous avons eus avec les habitants, de tirer un bilan de ces opérations — qui en étaient d'ailleurs à des stades différents d'un site à l'autre. Mais bien évidemment, le sujet a été abordé par les participants, et l'on a noté une grande diversité de perceptions sur le sujet. Ces différences de points de vue sont à mettre en perspective avec l'état d'avancement des travaux sur chacun des sites considérés, mais aussi avec l'état du quartier avant le déclenchement de l'opération : sur les sites très dégradés auparavant, les personnes sont plutôt satisfaites des changements opérés ; ailleurs, les habitants se plaignent souvent de ne pas avoir été assez impliqués dans la conduite du changement. Et partout ou presque apparaissent les limites des ambitions affichées de "mixité sociale".

DE FORTES ATTENTES...

Il faut d'abord dire que d'une manière générale, ces opérations suscitent ou répondent à de très fortes attentes de la part de la population concernée. Ainsi dans le quartier du Grand Pont à Rive de Gier, où l'opération démarre, les personnes présentes à nos réunions se réjouissaient des travaux annoncés. *« Ça va être rénové, ça va être mieux ! »*. *« Le jour où les travaux débutent, je peux vous dire qu'on va faire la fête ! »*

« Si c'est comme la maquette de la mairie, ce sera super ! »

GRAND PONT

Le projet de rénovation est souvent vu comme l'occasion de traiter enfin des problèmes qui minent depuis longtemps la vie sur place : *« Il faut profiter de la rénovation urbaine pour enlever la mauvaise image du quartier »*. En Guyane, par exemple, et en dépit des peurs suscitées par la RHI, les habitants espèrent énormément de cette opération, qui ponctue un long projet institutionnel dans lequel les pouvoirs publics ont investi des dizaines de millions d'euros. Ils y voient le premier pas vers une *« vie normale »* et le début d'une reconnaissance. *« Nous, une réhabilitation du quartier, on est forcément favorable. L'accès à la propriété des habitants, on est forcément favorable aussi. Après, les conditions, c'est là qu'on n'est pas toujours d'accord. »*

« Ce sera positif pour nos enfants. »

LE PLATEAU ROUHER

Dans les grandes agglomérations, les habitants des quartiers qui vont être rénovés jugent sur pièce, en se référant à des opérations déjà bien avancées ailleurs. Ainsi à Rive de Gier (Loire), il a été fait référence aux changements — diversement appréciés — réalisés à Vaulx-en-Velin ou Vénissieux (Rhône). Cet effet de contagion joue à plein

également en Seine-Saint-Denis : au Blanc-Mesnil, dans le quartier des Tilleuls, on rêve de bénéficier de travaux comparables à ceux qui ont été engagés sur d'autres sites, et l'on vit comme une injustice le fait de ne pas y avoir droit : *« La rénovation des immeubles, des façades, ce serait bien pour nous. À Gonesse, Montfermeil..., ils ont tout démoli et reconstruit. Ce serait bien qu'ils y pensent ici. Au moins rénover les immeubles. Ma famille est [là-bas], avant c'était dégradé, mais maintenant, c'est beaucoup mieux. Ça change la vie ».*

Au Burck, où 93 % des habitants sont locataires du parc privé et où le diagnostic établi lors de la mise en place du Contrat urbain de cohésion sociale en 2007 a fait ressortir l'existence de poches d'habitat présentant des signes de fragilité, de nombreuses personnes ont expliqué que l'état des logements était la cause première du "turn over" sur le quartier — les habitants partant dès qu'ils trouvaient mieux. Alors que ce secteur de Mérygnac est constitué d'une zone pavillonnaire (maisons avec jardin) et d'un ensemble de logements collectifs d'aspect dégradé, le risque d'une évolution négative de ce secteur, lié au départ progressif des copropriétaires occupants et à leur remplacement par des locataires de condition très modeste, est bien identifié. Et les résidents, dans l'ensemble, voient donc d'un bon œil les projets d'intervention sur ces immeubles, sources de nombreuses insatisfactions (vétusté des logements et de la façade, absence de balcons, gros problèmes de chauffage...).

« À Gonesse, ça a changé. J'étais étonnée... J'aimerais bien y vivre. C'est vraiment bien maintenant. »

LES TILLEULS

Mais là comme ailleurs, si les travaux sont jugés nécessaires, ils sont aussi source d'angoisse et de vifs débats. On craint leur impact financier, et leur nature ne fait pas consensus entre les propriétaires et les locataires : Faut-il engager des travaux d'envergure concernant les immeubles ? Ou seulement des travaux d'amélioration des logements ? Trop souvent, les habitants sont suspendus aux informations que leur délivrent de manière parcimonieuse les opérateurs ou les municipalités. Et le manque de lisibilité des programmes à venir et de leurs conséquences en tous genres pèse sur la joie de voir enfin pris en compte les problèmes que l'on se coltine depuis si longtemps. Au Burck, un autre élément joue dans ces sentiments contradictoires qui traversent la population : la Ville de Mérygnac a en effet initié depuis 5 ans une démarche globale d'amélioration du cadre de vie, qui commence à porter ses fruits. Les habitants apprécient tout particulièrement les aménagements ou embellissements réalisés sur des lieux emblématiques du quartier : la remise en peinture d'une partie du centre commercial, ou encore le projet de jardin partagé, qui permettra de « créer du lien »... Il ne faudrait pas que le projet de réhabilitation de la résidence se fasse au détriment de toutes ces avancées.

« On va devenir un quartier comme les autres. »

LE VILLAGE

Dans le même ordre d'esprit, il a été souligné ailleurs combien il est regrettable que certains bailleurs de logements sociaux ne partagent pas assez les problèmes qu'ils rencontrent avec les autres professionnels du territoire (que ce soit en matière de réhabilitation, de politique de peuplement ou de gestion de proximité) : cela permettrait au réseau de ces acteurs d'agir de manière préventive. C'est ici l'enjeu de cohérence qui est pointé, entre les différents partenaires qui participent à la transformation d'un quartier.

Et dans cette dynamique complexe qu'est la rénovation urbaine, les habitants estiment que l'on devrait s'appuyer fortement sur eux, qui connaissent bien les atouts et les points faibles de leur environnement matériel et social. Cela peut passer certes par les Conseils de quartier et les instances de concertation sur projets ; mais cela devrait aussi s'inscrire plus régulièrement dans les habitudes de travail des professionnels présents sur le terrain, à travers un soutien et une plus grande écoute accordés aux associations de locataires, et plus largement aux groupes d'habitants de tous âges. La mobilisation sur ce sujet des équipements tels que Centres sociaux et socioculturels, Maisons pour tous, MJC..., représente un enjeu d'avenir, voire l'une des conditions de réussite de la "mue" de ces quartiers.

DES RÉSULTATS POSITIFS, MAIS QU'IL FAUDRA FAIRE DURER

Il est des quartiers où la rénovation urbaine ne fait guère discussion, tant elle était attendue et répondait à des besoins élémentaires. Dans le Grand Ensemble de Clichy-sous-Bois/Montfermeil, où l'état des anciennes barres de logements était catastrophique, les rues défoncées, l'éclairage public absent, on revit. Même si certaines critiques sont émises (en particulier sur le coût des logements), globalement, l'opération est vécue très positivement. *« Clichy change aussi, grâce aux nouveaux bâtiments. (...) Nos immeubles vont être rénovés. Salle de bain, toilettes, cuisine. Et l'extérieur. C'est déjà pas mal. Les sols auraient bien besoin, mais ils ne le font pas. On avait un questionnaire pour savoir ce qu'on attendait. »*

« Avant on donnait une très mauvaise image, maintenant, il y a des choses qui s'améliorent, on parle mieux de ce quartier. »

LE GRAND ENSEMBLE

Dans la mesure où bien vivre dans son logement représente pour la plupart des familles la préoccupation prioritaire, celles qui ont bénéficié d'une réhabilitation ou qui ont pu accéder sur place à un nouveau logement apprécient les améliorations réalisées en termes de confort. Lorsque c'est le quartier dans son ensemble qui vivait mal, et que l'opération de rénovation urbaine a été l'occasion d'une intervention forte sur toute une série de facteurs contribuant au "bien habiter", la satisfaction s'exprime aussi.

« C'est positif, aérer le quartier, ce sera moins comme une prison. »

LE PRÉ-GENTIL

Ainsi au Village à Persan (Val d'Oise), où les débuts de la rénovation urbaine avaient suscité de la méfiance et où la destruction d'un bâtiment a été mal vécue (*« C'était triste, on avait de beaux logements, des souvenirs... »*), les habitants rencontrés considèrent que l'opération a finalement été un réel moteur de renouveau : *« Après 95, il y a eu amélioration, et ce grâce au Centre social et à la rénovation urbaine »*. *« Même les rues ont eu un nom ! »*. *« Le quartier est plus beau, il est plus gai, on est plus en sécurité »*. *« Avant, on était confiné »*. Même si la "résidentialisation" est diversement appréciée et si la question des places de parking payantes fait débat, on constate que l'image du site a été modifiée et que l'on semble en passe d'être délivré de l'étiquette dévalorisante qui collait au quartier. Ceci n'étant sans doute pas étranger au fait que l'accent a été mis, dans cette opération, sur le renforcement des liens fonctionnels avec le centre-ville tout proche, entre autres par l'implantation d'un marché qui attire des gens *« de l'extérieur »*.



APRÈS LES TRAVAUX : LE RÔLE CLEF DE L'INVESTISSEMENT HUMAIN

Certains habitants, clairvoyants, qui mesurent bien le prix des travaux engagés ou à venir, s'inquiètent des suites de la rénovation urbaine : Comment leur nouvel environnement va-t-il vieillir ? Quelle "durabilité", en somme, des investissements réalisés ? À Rive de Gier, à Persan, à Creil..., on a ainsi recueilli des témoignages de personnes satisfaites des travaux réalisés, mais soucieuses de l'avenir, craignant que l'entretien des bâtiments et des espaces publics « ne suive pas », « un peu comme après la construction du quartier ».

Anticipant les problèmes, des groupes sont prêts à se mobiliser pour éviter d'éventuelles dégradations ou pour entretenir la dynamique positive enclenchée. C'est le cas en particulier dans le quartier du Plateau Rouher à Creil, où les personnes rencontrées ont dit apprécier tout particulièrement les efforts faits en termes de désenclavement du site : « On a abattu des constructions. C'est un bon renouveau ». « On ouvre cette ville. Je suis confiante quand je vois tous ces gens qui sont là ». Elles alertent donc les pouvoirs publics sur l'importance de poursuivre le travail, si l'on veut que l'effet positif perdure. L'idée d'une rue piétonne est avancée..., mais surtout, les uns et les autres insistent sur la solidarité qu'il va falloir cultiver pour être en mesure d'intervenir collectivement en faveur du quartier, mener des démarches auprès de la mairie, réclamer des équipements, une action plus efficace de la police..., ou encore « donner des occupations, des responsabilités aux jeunes ».

« Il faut qu'on fasse les choses ensemble ». « Il faut qu'on se fasse aider », a-t-on entendu, à propos de toutes ces questions d'avenir, de la part d'habitants estimant qu'ils devraient davantage être impliqués dans la requalification au long cours de leur quartier : un vrai défi, pour tous ceux qui agissent à un titre ou à un autre, sur ces territoires.

« Ensemble, c'est à nous d'enlever ce qui est mauvais. Pour vivre mieux ensemble, c'est une bataille de tous les jours... »

La vie ne s'arrête pas après l'ORU⁹, et tous les problèmes n'auront pas disparu. Les habitants en sont bien conscients. Ainsi aux Louvrais à Pontoise, les avis sont partagés sur l'impact des opérations de réhabilitation et de rénovation urbaine : si celles-ci ont permis d'améliorer la qualité de l'habitat et le fonctionnement du quartier sur certains points, elles n'ont visiblement pas été suffisantes pour atténuer le déficit « *d'investissements humains* » de la part des pouvoirs publics. D'où le sentiment que l'atmosphère générale se dégrade à nouveau. À Étouvie (Amiens) aussi, on déplore « *un manque de présence humaine pour la prévention.* »

« Le désengagement de l'état, ça devrait faire le titre ! C'est de partout. Des structures qui tirent la langue. (...) Il faut des éducateurs de rue, des gens qui entament le dialogue. Je crois à l'animation d'un quartier pour faire venir les gens. »

ÉTOUVIE

Un peu partout, les personnes que nous avons rencontrées mesurent la fragilité des avancées réalisées en termes de bâti ou d'aménagement, si ces dernières ne sont pas accompagnées par tout un travail social, politique, culturel, économique, qui associe les habitants au devenir de leur quartier. À Beaudésert par exemple (Mérignac), où l'on reconnaît que l'opération de renouvellement urbain et les investissements réalisés par la Ville ont largement contribué à améliorer l'image du quartier, certains habitants considèrent qu'il y aurait encore bien des choses à faire sur les espaces extérieurs pour poursuivre la requalification amorcée : améliorer l'intégration de la nouvelle école (en créant des aires de jeux aux abords, en installant des ralentisseurs, un passage piéton...) ; aménager le bois pour en faire un espace de promenade (par la création de cheminements, l'installation de bancs...) ; mettre en valeur les équipements collectifs (Centre social, médiathèque, école) par la signalétique et des plaques apposées au fronton des établissements... Dans le quartier du Grand Parc à Bordeaux, les habitants réunis au Centre social ont eux aussi suggéré diverses pistes d'action, pour prévenir la dégradation des relations entre anciens et nouveaux résidents : créer des comités de locataires et organiser des réunions pour collecter les doléances ; encourager les bailleurs à écouter plus régulièrement le point de vue des locataires (possibilité, à fréquence régulière, de remplir un simple feuillet à remettre aux gardiens) ; pousser ces mêmes bailleurs à partager avec les autres acteurs du quartier les informations sur les incivilités commises ; prendre appui sur l'ensemble de ces acteurs pour essayer de résoudre les difficultés, dialoguer avec les jeunes et pour éviter l'aggravation de certaines situations conflictuelles...

⁹ Opération de Rénovation urbaine

LA DENSIFICATION MAL VÉCUE, ET LA QUALITÉ PAS TOUJOURS AU RENDEZ-VOUS

Sur les sites où la rénovation urbaine est en cours ou déjà bien avancée, quatre sujets concentrent les griefs et incompréhensions de la part des habitants. Ils méritent d'être détaillés ici, pour comprendre la manière dont les gens vivent ces transformations si importantes de leur cadre de vie. Il s'agit du vécu du temps des chantiers ; des malfaçons constatées sur les aménagements réalisés ; de la densification de l'habitat dont s'accompagnent souvent ces opérations ; et enfin de l'objectif de mixité sociale annoncé par les élus et les bailleurs sociaux (point que nous traitons à part, plus loin dans ce rapport).

« On nous a dit : le renouvellement, c'est soi-disant avantageux pour enlever les tours, pour ouvrir le quartier (...) ; à l'arrivée, voilà les constructions qui nous entourent et qui nous encerclent. »

YVES FARGE

De manière à peu près unanime, les habitants que nous avons rencontrés se sont plaints des nuisances considérables entraînées par les travaux de démolition d'immeubles, de réhabilitation des logements ou d'aménagement des espaces extérieurs. Des années de chantier difficiles à supporter ; des interventions qui traînent en longueur..., et à propos desquelles on a le sentiment d'être traité de manière distanciée, voire méprisante ; le bruit et la saleté, qui rendent le quotidien si pénibles. Au Val d'Argent Nord, les habitants semblent avoir particulièrement souffert de ces nuisances. « *Mes enfants ressemblent à des poissons trempés dans la farine !* », a expliqué une maman à propos des travaux qui durent et se multiplient, et de la saleté qui en résulte. Les personnes qui étaient réunies à la Maison Pour Tous lors des trois séances consacrées à la préparation de ce rapport ont en outre pointé les incohérences et les inadaptations de certains travaux (trottoirs mal conçus, tracés pour piétons incohérents...), faute, le plus souvent, de concertation avec les principaux concernés.

« Les travaux sont sans fin et inadaptés. »

VAL D'ARGENT NORD

Sur de nombreux sites, la durée des travaux et la permanence des nuisances (bruit, poussière, gadoue...) épuisent les résidents, au point d'en inciter certains à partir : « *C'est Beyrouth !* » se plaignent-ils. « *Rien n'est fait pour que l'on veuille rester...* ». Dans certains quartiers, on déplore le fait que n'aient pas été préservés, pendant la durée des travaux, des espaces permettant aux gens de se poser, de se rencontrer, qu'il s'agisse d'aires de jeux pour les enfants, de lieux dédiés pour les jeunes ou de simples aménagements de bancs pour tous. « *On ne peut pas s'approprier le quartier, il n'y a rien de prévu pour ça. Là, ça ne donne pas envie* ». Plus grave : la qualité des nouvelles constructions laisse souvent à désirer. Outre leur aspect extérieur pas toujours apprécié, les immeubles neufs pèchent par les malfaçons (fuites, apparition de moisissures...). Ici et là, on souligne que les travaux ont été faits à l'économie : « *On*

n'a pas de volets, ça revenait trop cher ». « Les logements neufs, ils sont devenus aussi vilains que les anciens ».

Tout est relatif, bien sûr... Et c'est dans les quartiers où l'habitat était le moins dégradé à l'origine que les critiques sont les plus virulentes. On dénonce alors le fait que des travaux d'amélioration des intérieurs n'aient pas été prévus sur les anciens logements, quand on construit parallèlement de nouveaux immeubles... Ou l'on s'attriste de la faible qualité des logements neufs ; ou de leur surface trop réduite pour permettre à une famille d'y vivre confortablement (un T4 construit aujourd'hui est en général plus petit qu'un T4 des années 1970). Ainsi au Grand Parc à Bordeaux — un quartier qui bénéficie d'atouts certains du fait de la proximité du centre-ville, de la présence d'espaces verts, d'une desserte satisfaisante en transports en commun et d'un bon niveau d'équipement en commerces et services de proximité — un immeuble en particulier déçoit fortement ses occupants, alors qu'il a obtenu en 2010 le Prix d'architecture de la Ville de Bordeaux pour la catégorie "logements collectifs". « *Des cars du monde entier viennent le visiter* ». Mais l'architecte a-t-il pensé aux habitants ?, se demande une locataire qui a déjà vu plusieurs familles déménager en un an et qui souhaite quitter son appartement « *cher, bruyant et plein de malfaçons* ». Les logements d'un autre bailleur sont dits également bruyants et mal isolés. Et l'on estime d'une manière générale que les bailleurs sociaux et les promoteurs privés cherchent à « *faire de l'esbroufe* » avec des matériaux peu chers, en s'attachant à l'image avant la qualité de vie dans les appartements.

« C'est beau à l'extérieur, mais on vit mal dedans. »

GRAND PARC

« Pourquoi ils ne font pas dans le quartier des petites maisons avec des jardinets ? Ici, ils ne construisent que pour l'achat. Les tours ici devraient être détruites ; faire des petits logements sociaux avec un ou deux étages et des jardins, ça va améliorer l'aspect, et les gens seront mieux. »

LES TILLEULS

Enfin, des réactions très négatives ont été enregistrées lorsque l'opération de renouvellement urbain se traduit par une densification du quartier. À Yves Farge (Bègles), où l'opération de rénovation urbaine bat son plein et a de ce fait constitué le sujet n°1 de discussion, les habitants en parlent. La destruction de tours et la construction de nouveaux logements (individuels et collectifs) se traduit, aux dires des uns et des autres, par un rétrécissement de l'espace disponible. Certaines constructions neuves sont jugées trop proches des anciennes, ce qui aura pour conséquence l'accentuation des vis-à-vis et une perte de luminosité. « *Quand ils ont pris l'idée de détruire les tours, c'est parce qu'ils voulaient que le quartier soit plus aéré, il y avait trop de bâtiments..., mais au final ça va être pire* ». Au Grand Parc à Bordeaux, où les espaces verts sont très

appréciés pour les occasions qu'ils offrent de promenades et de rencontres, des personnes ont fait part de leurs inquiétudes quant au maintien de cet environnement naturel, du fait de la pression foncière qui augmente : *« Sans les espaces verts, ce ne serait plus vivable, on s'en va ».*

Des espaces verts en moins, la vue que l'on a perdue sur l'environnement ou sur la ville alentour... : comme sur d'autres quartiers d'habitat social qui ont fait l'objet d'opérations similaires dans de grandes agglomérations, les habitants qui vivent là depuis longtemps se rendent compte que c'est moins pour eux que les travaux ont été engagés, que pour de nouvelles familles qui vont emménager ici. Et les critiques sont d'autant plus fortes, vis-à-vis d'investissements qui servent peut-être des objectifs "d'intérêt général", mais par rapport auxquels on se sent ignoré. Rejaillit alors ce sentiment de n'être rien, de ne pas pouvoir peser en quoi que ce soit sur les décisions. Pire : des personnes ont expliqué sur certains sites leur crainte de s'exprimer contre le projet de rénovation, de peur de perdre leur logement ou d'être obligées de quitter le quartier.

ET QUI PEUT PAYER LES NOUVEAUX LOGEMENTS ?

Les contradictions engendrées par la rénovation urbaine et l'objectif de mixité sociale qui lui est associé ont fait l'objet de nombreux débats lors de nos rencontres. Elles transparaissent en effet dans l'augmentation du coût des logements, qui inquiète au plus haut point les habitants présents depuis longtemps dans ces quartiers. Cela a été dit à de multiples reprises. À Lille, notamment, où les participants à nos réunions ont insisté sur la précarisation croissante de la population du quartier de Fives : *« Sur la place, il y a des gens qui mendient ».* *« La ville dépense énormément d'argent pour la rénovation du quartier et la construction de maisons. À côté de ça, ces maisons-là sont censées être à des personnes qui travaillent. Le 1^{er} studio est à 600 euros de loyer sur la place. Désolé, c'est ce que je paye pour une maison avec 4 chambres. C'est très cher. Et au 3^e étage, les appartements avec 3 chambres sont à 1200 euros. »*

« Les gens sont surpris, ils vont être pris à la gorge. »

LE GRAND ENSEMBLE

« Les gens, ils n'ont plus de travail. C'est aussi une question de ça : plus de travail... S'ils paient cher un loyer, ils ne peuvent plus rien se payer non plus. »

VAL D'ARGENT NORD

Si les habitants actuels ne peuvent pas faire face au coût des logements neufs ou réhabilités, c'est donc que ces appartements sont destinés à d'autres, à plus ou moins long terme... Cette idée fait son chemin sur bien des quartiers, depuis celui de la BP 134 en Guyane jusqu'aux banlieues parisiennes ou bordelaises. Ainsi au Burck à Mérignac, où les travaux sur la résidence de logements collectifs sont envisagés avec crainte en raison de leurs

impacts financiers ; l'inquiétude est d'autant plus vive que la plupart des occupants ont du mal à identifier les travaux inscrits à l'opération d'amélioration à venir, et donc leur incidence financière sur les propriétaires et les locataires (que ce soit en termes de loyer ou de charges). En Seine-Saint-Denis, les habitants dénoncent les coûts liés à la "résidentialisation" : loyers plus chers, parking payant. Aux Tilleuls notamment (Blanc-Mesnil), les échanges ont bien montré que si les habitants attendent du changement, ils ont peur que celui-ci ne leur bénéficie guère : « *Je voulais dire que Blanc-Mesnil n'évolue pas. Les constructions récentes sont pour les gens qui sont riches* ». « *Les nouveaux appartements, c'est pour acheter* ». « *C'est pour que tu prennes du crédit, que tu t'endettes* ».

Dans le Grand Ensemble de Clichy-sous-Bois/Montfermeil aussi, on s'inquiète : « *Aujourd'hui..., 4 pièces sans ascenseur : 780 euros. Et l'eau en plus ! Les nouveaux logements, il n'y a pas les charges comprises, je veux dire l'eau, le chauffage... Ils reçoivent leur quittance et puis une facture arrive, l'eau, et puis le chauffage... Et c'est mal expliqué, les gens ne s'en sortent plus* ». À Bègles, certains estiment que les habitants d'Yves Farge ne seront pas vraiment gagnants dans l'opération de rénovation urbaine. Plusieurs personnes soulignent l'insuffisance des propositions de relogement dans le quartier ; craignent que le coût des loyers et des charges n'augmente ; constatent que certaines des familles relogées sur place n'aspirent qu'à partir, les nuisances ou la dégradation de l'ambiance l'emportant sur l'envie de rester.

« Ce qu'ils veulent, c'est faire partir les anciens et mettre que des nouvelles familles. »

YVES FARGE

« Le gouvernement veut qu'on soit tous propriétaires. On ne peut pas ! Avec la fin du triple A... Et puis, j'en ai pas envie. Je n'ai pas envie de me prendre la tête. »

GRAND PARC

Ainsi s'insinue dans les esprits l'idée que la rénovation urbaine serait l'occasion de faire augmenter les loyers, de « *changer la population* », voire de faire disparaître la « *verrue* » que constituait telle ou telle cité. Ce sentiment est renforcé par le changement de nom de certains quartiers, qui s'accompagne de modifications dans la désignation des rues, et donc dans les adresses des familles : « *C'est une nouvelle identité qui se crée* ». « *Tout ce qui est employés, ouvriers... en fin de compte si on était dans un parc spécial, de côté..., mais en dehors de la ville... Pas trop au milieu. Parce que là, on est vraiment au milieu* ».

En Guyane, où le quartier de la BP 134 est en passe de devenir la Résidence Arc en Ciel, même sentiment de doute quant aux finalités réelles de l'opération de RHI : « *Pour accéder à la propriété, il faut gagner au moins 1500 euros* ».

Ils savaient très bien, grâce à l'enquête, que ces gens-là ne touchaient pas les 1500 euros. S'ils avaient dit ça au départ, c'est clair que jusqu'à aujourd'hui, on aurait fait des bagarres. On aurait réhabilité le quartier sans toucher les maisons. » Et puis, l'accession à la propriété génère de nouvelles dépenses, qui n'avaient pas forcément été anticipées par les familles, et dont l'ampleur surprend autant qu'elle dérange. « Aujourd'hui on a un petit souci, c'est la première fois qu'on paye des taxes d'habitation. Et là, on est tous surpris, parce que c'est cher. »

LA MIXITÉ SOCIALE EN QUESTION

« Avec leur histoire de mixité sociale, ils nous ont arnaqués. »

VAL D'ARGENT NORD

Toutes ces remarques sur les incidences financières de la rénovation urbaine amènent finalement les habitants à questionner l'objectif de mixité sociale mis en avant par les pouvoirs publics. Ici et là, certains ont l'impression de faire les frais de cette louable intention. Même si dans l'ensemble, la majorité des familles concernées par les opérations de l'ANRU¹⁰ sont relogées sur place, les familles comprennent mal que certaines doivent être relogées à l'extérieur au motif du manque de logements, alors que dans le même temps de nouveaux ménages viennent s'installer dans le quartier. Les critiques sur le sujet sont d'autant plus virulentes lorsque les aspirations à la mobilité résidentielle des ménages anciennement installés n'ont pas été prises en compte ou n'ont pu être satisfaites.

Cette question des parcours résidentiels rendus possibles ou non par l'opération de renouvellement urbain apparaît cruciale dans la perception que les gens se font du sens de l'action publique sur leur territoire de résidence. Là où aucun ménage n'a pu accéder à la propriété dans le quartier rénové, les anciens habitants se sentent vite agressés par les nouveaux. De même lorsque l'opération n'a pas permis à ceux qui le désiraient de déménager dans le quartier pour faire grandir leur famille confortablement (faute de T5, très rares dans les immeubles neufs) ; de faciliter la décohabitation des enfants majeurs ; ou encore de bouger pour aller s'installer dans un autre quartier de la ville ou de l'agglomération. Sur tous ces points, le sentiment de ne pas avoir été écouté par le bailleur et de devoir subir les choix de ce dernier en matière de relogement est l'une des principales sources du mal vivre qui s'installe après la rénovation.

« Moi je suis concernée par le relogement et j'ai un enfant qui est grand. Il va être relogé, avoir son propre logement, donc. Mais une personne qui n'est pas concernée par le relogement, il n'y a pas de possibilité de reloger son enfant devenu grand. Les gens ont bien du mal à comprendre ça. Ça paraît injuste. »

LE GRAND ENSEMBLE

¹⁰ Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

BOURSE AUX LOGEMENTS : UNE PISTE À CREUSER

Au Pré-Gentil (Rosny-sous-Bois), les habitants réunis au Centre social ont avancé des propositions pour introduire un peu de souplesse dans la manière dont les voisins peuvent "s'ajuster" les uns aux autres en fonction de leurs aspirations et de leurs moyens. Sachant qu'ici comme ailleurs, les problèmes sont nombreux en la matière...

« Les familles ne veulent pas aller dans plus grand parce que c'est plus cher ».

« Ils te proposent un 2 pièces au prix d'un 4 pièces ! ».

Les personnes qui disposent d'un grand appartement alors que leurs enfants sont partis hésitent à déménager dans un plus petit, vu le niveau des loyers après réhabilitation : « *T'as un F5 depuis 20 ans, et là tu veux un F2. Mais ça a tellement augmenté que tu y restes, dans ton F5 !* ». D'où l'idée de favoriser les échanges de logements entre familles. Un peu utopique, elle nécessiterait en tout état de cause que les associations de locataires soient plus organisées et plus puissantes. Deux sont présentes sur le quartier, pour 800 locataires. Il faudrait davantage les faire connaître, inciter les habitants à se rapprocher de ces structures qui les représentent auprès des bailleurs, de telle sorte qu'elles soient plus fortes et puissent peser en faveur de solutions innovantes du type « *bourse aux logements* » ou échanges de services entre habitants. Une manière de contribuer au renforcement des relations sociales au sein du quartier, tout en apportant des solutions aux problèmes très concrets que rencontrent les uns et les autres.

La perception des bienfaits ou des difficultés de la mixité sociale varie selon les immeubles et les secteurs, parfois à l'intérieur d'un même quartier, en fonction de nombreux facteurs qui mériteraient d'être analysés de manière plus précise (pratiques de peuplement des bailleurs, conception des immeubles, politiques sociales et culturelles développées par la Ville, étapes de la vie familiale ou socio-professionnelle des personnes qui s'expriment, etc.). Sur certains quartiers, les personnes que nous avons réunies ont bien pointé les limites de cet objectif de mixité sociale, en notant la séparation organisée par les promoteurs et les bailleurs sociaux dans la répartition des ménages.

Au Val d'Argent Nord (Argenteuil), le résultat est considéré comme un échec par le groupe de personnes qui s'est exprimé dans le cadre de nos rencontres. D'abord parce que les logements susceptibles d'attirer de nouvelles catégories socio-professionnelles ont été regroupés en périphérie du quartier et séparés des ensembles d'habitat social. Ensuite parce que cette ségrégation est accentuée par la logique « *sécuritaire* » de la résidentia-
lisation, qui isole et « *enferme* » les uns et les autres derrière des grilles : « *C'est le zoo* », a-t-on entendu, certains se demandant qui était « *en cage : eux ou nous ?* ». Par ailleurs, la distance sociale maintenue entre groupes d'habitants anciens et nouveaux transparaît clairement dans les stratégies résidentielles et scolaires développées par les ménages — un bon marqueur étant le fait que les enfants des familles aisées « *ne fréquentent pas les écoles publiques du quartier* ».

« En principe, entre propriétaires et locataires, on ne mélange pas trop les torchons et les serviettes. »

YVES FARGE

À Bègles, certains habitants ont fait part de leur crainte de voir la vie sociale fragilisée, du fait de l'opération de rénovation urbaine en cours. Avec les relogements dans et à l'extérieur du quartier, les familles ont été « *éparpillées* », « *le quartier a été démantelé* », les réseaux sociaux « *disloqués* ». Si certaines personnes ont pu garder leurs relations amicales, la majorité estime être tombée dans l'anonymat. Le repli sur soi gagne, faute de lieux ou d'espaces publics aménagés pour se rencontrer ; et ici comme sur d'autres sites, de sérieux doutes sont exprimés quant à la possibilité de faire cohabiter différentes catégories sociales, de faire se rencontrer des mondes distincts.

« ÇA NE SE MÉLANGE PAS »

Ici et là, le même constat est fait, qui semble remettre en cause les idéaux du « *vivre ensemble* » prôné par les pouvoirs publics à l'occasion des opérations de rénovation urbaine : « *Ça ne se mélange pas* ». Les habitudes de vie, et surtout les perspectives d'avenir sont trop différentes, entre les nouveaux résidents qui arrivent sur le quartier et ceux qui ont attendu si longtemps des améliorations de leur logement ou de leur environnement.

Une fois les nouveaux logements occupés, des distinctions nettes s'instaurent entre les habitants, en termes de revenus ou de statut (locataires/propriétaires). On se regarde « *en chiens de faïence* » — les uns craignant que les problématiques des plus pauvres ne soient pas entendues, les autres supportant mal le non respect des règles de bon voisinage ou mesurant les risques de dépréciation du logement qu'ils ont acquis, souvent au prix de réels sacrifices financiers. À Beaudésert, par exemple (Mérignac), des propriétaires ayant acheté dans une résidence récompensée par le "prix de la mixité" découvrent les travers du fait d'habiter en Zone Urbaine Sensible : « *Notre appartement ne vaut plus rien* ». Et une habitante résume bien le regard critique porté par un certain nombre de résidents sur le quartier "renouvelé", avec cette formule :

« On a cru que mettre des logements en accession à la propriété, ça suffirait pour faire de la mixité sociale, mais ça ne suffit pas. »

Ça ne suffit pas en effet. Et le sentiment que la rénovation urbaine a fait disparaître les liens sociaux est souvent exprimé, en même temps qu'un fort "turn over" est signalé, que ce soit dans les logements en location ou en accession, sur plusieurs des sites où nous avons organisé nos rencontres. Un constat qui conduit les habitants les plus soucieux de leur quartier à prôner d'urgence des mesures destinées à renforcer la vie sociale de proximité. Il faut des lieux « *pour que les gens se rencontrent* » — que ce soit au marché, dans les commerces, autour des établissements scolaires, lors d'événements festifs ou dans les équipements socio-culturels. Les Centres sociaux ont évidemment un rôle premier à jouer en la matière, mais ils ne peuvent répondre seuls à ce besoin de partage d'un minimum d'activités, pour bien vivre avec ses voisins...

« Ouvrir, décloisonner ! La fête de quartier, tout le monde coopère. Il faudrait, dans les politiques publiques, que ce soit plus soutenu et animé. »

Au Grand Parc à Bordeaux, les changements de population en cours ont suscité des remarques contrastées de la part des personnes rassemblées au Centre social. Certains participants s'interrogent sur la vocation réellement sociale de l'un des bailleurs, au regard des prix pratiqués sur ses immeubles neufs ; d'autres apprécient l'arrivée sur le quartier de jeunes couples avec enfants « *de milieu moyen* » (« *Je vois bien les gens qui arrivent ici ! C'est pas comme on a l'air de dire des délinquants* ») ; d'autres encore ont évoqué l'arrivée de locataires bruyants, les multiples allées et venues, les « *mauvaises fréquentations* » des uns et des autres..., parlant de la difficulté de dialoguer et de se comprendre avec ces nouveaux arrivants, et faisant part de leur sentiment de malaise ou de méfiance. Les politiques de peuplement des bailleurs sont alors mises en cause (« *Maintenant, ils ont tendance à prendre tout et n'importe qui. Avant ils triaient, maintenant ils ne trient plus* »), de même que la concentration de locataires en situations difficiles dans les logements de l'un des bailleurs sociaux.



**DES LIEUX DE VIE
AUXQUELS ON RESTE ATTACHÉ**



« Les gens ne veulent pas aller
vivre ailleurs. »

ÉTOUVIE

Dans un contexte général où les modes de sociabilité ont fortement évolué par rapport à ceux qui ont longtemps prévalu dans les milieux populaires — ne serait-ce qu'en raison de la disparition progressive du travail comme référence culturelle, comme élément d'intégration économique et comme source de lien social — les quartiers sur lesquels s'applique la Politique de la Ville génèrent dans l'ensemble un très fort attachement de la part de leurs habitants. Les raisons de cet état de fait sont nombreuses, et nous ne pourrions les détailler toutes ici. Mais les discussions que nous avons organisées sur la quinzaine de sites retenus pour établir cet état des lieux ont mis en avant plusieurs facettes de cet enracinement affectif, qui expliquent que les habitants passent par-dessus bien des difficultés liées au fait d'habiter là.

LES TEMPS CHANGENT...

D'abord, il faut dire que les habitants de ces quartiers sont affectés comme la majorité de la population par des évolutions d'ordre général, qui atteignent les conditions du vivre ensemble. Partout, ceux que nous avons rencontrés l'ont dit : « Ce n'est plus comme avant ». « Entre voisins, dans les transports..., maintenant c'est chacun pour soi. » (Le Pré-Gentil). « Les voisins ne se connaissent plus, il y a moins d'échange ». (Le Grand Pont). Nous avons ainsi recueilli beaucoup de paroles empreintes de nostalgie à l'égard du passé. Aux Louvrais par exemple, les habitants les plus anciens relatent la détérioration des liens de proximité et évoquent un certain âge d'or du "quartier-village", où chacun se rencontrait, se parlait et avait le souci des autres. Même chose au Val d'Argent Nord, où ceux qui vivent sur place depuis les années 1970-80 ont dépeint la "dalle" (centre névralgique du quartier) comme un lieu de vie, de promenade et de rencontres. Aujourd'hui, « la dalle, c'est plus pareil. » Les relations de convivialité et de solidarité d'antan ont laissé place à des relations plus distantes et impersonnelles, au fur et à mesure des départs et arrivées d'habitants. Idem au Village, à Persan, où certains résidents de longue date regrettent les temps anciens : « On jouait aux boules ensemble ». « Avant, la Place de la Rencontre, c'était magnifique ! ». « On se côtoyait davantage ». « On se projetait dans l'avenir... »

« **Maintenant, les gens
ne travaillent plus, ils sont de plus
en plus tristes.** »

FIVES

« Dans les années 1970, tout le monde se côtoyait. J'ai l'impression qu'il y avait moins de barrières entre les gens. Aujourd'hui, plutôt que d'aller vers les autres, les gens fuient. »

LES LOUVRAIS

Chômage, individualisme, repli communautaire, changements de modes de vie, peur de l'Autre, disparition des commerces de proximité..., sont autant de facteurs avancés pour expliquer l'évolution des relations au sein du territoire de résidence, au cours des trois dernières décennies. La fragilisation des liens parents-enfants, et plus largement des relations intergénérationnelles, apparaît comme l'un des éléments explicatifs majeurs de cet état de fait. Les enfants sont en effet des prétextes opportuns à la rencontre des adultes ; lorsque l'école ne joue plus son rôle de mixage des publics, lorsque de surcroît les parents ont tendance à se retirer de l'espace public et des temps de sociabilité de quartier (réunions d'associations de parents d'élèves, fêtes locales...), les occasions d'interaction sociale diminuent d'autant.

Une fois ceci dit, le constat suivant arrive très vite : la situation que l'on vit sur le quartier n'est finalement que le reflet de la société dans son ensemble. Les personnes que nous avons rencontrées ont ainsi fait preuve d'une grande lucidité sur les conditions générales du "faire société", dans nos milieux urbains occidentaux : *« C'est sans doute la société, pas la mentalité du quartier ». « C'est la télé qui a divisé les gens, Internet ». « C'est l'individualité. C'est un phénomène de société ». « Les gens ont changé, ils ne sont plus solidaires ni fraternels entre eux. C'est nous qui avons changé... »*

« Chacun vit dans son coin. Avec la télé et l'ordinateur, chacun est devant son écran. »

LE GRAND PONT

On sait bien aussi que la désindustrialisation des périphéries urbaines a joué un rôle essentiel dans l'évolution de la vie sociale sur ces quartiers : *« Moi je suis née à Hellemes juste à côté, il y a 30 ans. Il y avait des usines à Fives, des fabriques, la SNCF... Fives, c'était un gros quartier ouvrier, un quartier où les gens travaillaient. Et quand les gens travaillent toute la semaine, le samedi ou le dimanche, ils ont envie de sortir, de voir les autres gens. Il n'y a plus cette convivialité et même si c'est gratuit, ils n'ont pas envie d'y aller, parce qu'ils sont tristes dans leur cœur. »*

L'évolution constatée participerait donc d'une tendance sociétale générale, contre laquelle il semble difficile de lutter. Et l'on mesure partout l'impact des difficultés économiques, qui affectent les comportements individuels et les relations au sein des familles comme entre voisins. Cela a souvent été dit, comme au Grand Parc à Bordeaux, où les tensions ou la distance dans les relations ne sont pas

« Les temps et les gens changent, nous nous éloignons les uns des autres. »

VAL D'ARGENT NORD

« La crise, on la ressent chez les gens... On a ce côté pesant de la société sur le plan national, qu'on retrouve aussi dans nos ascenseurs, quand on va prendre le courrier : des gens qui soufflent, des gens qui ne sont pas contents, qui râlent tout le temps... »

GRAND PARC

perçues comme un fait propre au quartier : « *Le racisme existe partout* ». « *Des cons, il y en a partout, des sympas, il y en a partout* ». « *Dans les quartiers dits calmes, il se passe des choses comme ici. Il y a des voyous en cravates !* » « *Il y a un manque de civisme, mais qui n'est pas propre au Grand Parc, c'est un phénomène social.* »

MAIS IL Y A DU BON ICI !

« C'est la Nature que j'apprécie. Il y a beaucoup d'arbres, plus que dans le quartier Nord. Et ici les gens sont plus directs. C'est plus sauvage, franc... »

ÉTOUVIE

En dépit de tous les griefs énoncés sur l'évolution de leur quartier, nombre d'habitants ont témoigné avec des mots très forts, lors de nos rencontres, de leur attachement à ce lieu où ils ont grandi ou fait leur vie. Les arguments avancés sont multiples. Ils ont parfois à voir avec des éléments qualitatifs "objectifs", que l'on sait rares dans les contextes urbains d'aujourd'hui : la surface des appartements, des loyers abordables, la présence d'espaces verts, la vue depuis les immeubles...

Très souvent, l'attachement s'explique tout simplement par le fait que les lieux où l'on vit sont porteurs des traces de nos vies, constituent le cadre de nos mémoires individuelles, familiales et collectives..., et que l'on s'identifie, finalement, à ce cadre. « *C'est un quartier inoubliable, en tout cas pour moi. Parce qu'on a vécu ici, on a fréquenté l'école, on connaît tout le monde, on sait comment ça fonctionne...* » (Beaudésert). Ce phénomène d'identification semble d'autant plus fort, dans les milieux populaires, où la mobilité est limitée par des raisons économiques, entravant l'accessibilité à d'autres ressources culturelles que celles offertes par la proximité. Ainsi aux Louvrais à Pontoise, le quartier apparaît à la fois comme lieu de vie, territoire d'appartenance et enjeu de fierté pour les habitants, en dépit de toutes les difficultés pointées précédemment. Même si l'intensité des relations de proximité a baissé par rapport aux décennies précédentes, chacun apprécie les efforts faits par les uns et les autres pour retisser des sociabilités locales plus fortes, en forçant les rencontres, en initiant des moments de convivialité...

« Je n'aimerais pas qu'il y ait des gens qui critiquent mon quartier. »

LE PLATEAU ROUHER

« On se sent comme chez nous, on se sent bien. Je ne peux plus aller loin, je suis habituée ici. »

LE GRAND ENSEMBLE

C'est aussi, fréquemment, parce que des réseaux familiaux se sont constitués au fil du temps sur ces territoires, que l'on envisage mal d'en partir : « *J'aime mon quartier, parce qu'il y a ma famille...* ». Un facteur qui joue différemment selon les âges de la vie : des jeunes adultes ont ainsi

expliqué que, sans regretter d'avoir passé là leur jeunesse, ils aspiraient à aller voir ailleurs pour « *tracer leur route* » ; inversement, au Val d'Argent Nord, nos interlocuteurs ont dit combien certains habitants se sentaient liés à leur quartier, au point de faire le choix d'y rester au moment de la retraite, ou de souhaiter revenir y habiter, pour ceux qui ont emménagé dans un autre secteur de la ville. Au Grand Pont, à Rive de Gier, le quartier est qualifié de « *familial* », « *à taille humaine* » : les habitants se connaissent et il règne « *une ambiance de convivialité et d'entraide* », aux dires des personnes que nous avons rencontrées. Certains reviennent habiter auprès de leurs parents, dans le quartier de leur enfance, et l'on se plaît à souligner que le Grand Pont n'a pas été touché par les émeutes de 2005.

Au-delà de la présence de réseaux familiaux ou amicaux, c'est plus largement une ambiance que l'on apprécie, le fait que les relations sociales soient simples, directes, sans chichi et bien souvent « *chaleureuses* ». « *Les relations sont de type "village", même s'il n'y a pas forcément de proximité entre les gens.* » (Le Burck) Dans l'ensemble, les personnes qui se sont exprimées au cours de nos rencontres estiment que ces quartiers demeurent des lieux animés par des valeurs de solidarité et de partage que l'on sait ne pas exister partout ailleurs.

« **Personne ne veut quitter la ZUP.** »

VAL D'ARGENT NORD

« **Même si on ne se connaît pas, ici on se dit bonjour tout de même ! C'est pas comme à Paris, où on vit 30 ans sans connaître ses voisins. C'est détendu ici, quand il y a des animations.** »

ÉTOUVIE

En dépit des critiques émises dans un premier temps quant à l'accroissement du "chacun pour soi", les habitants ont en effet mis en avant la solidarité comme élément positif essentiel de la vie sur place. Au Grand Parc à Bordeaux par exemple, la majorité des personnes ont évoqué des gestes réguliers d'entraide au quotidien, des attentions envers les plus fragiles : des jeunes qui vont chercher le pain de personnes âgées, un monsieur en début de maladie d'Alzheimer pris en charge par ses voisins pour se repérer... Même chose au Burck à Mérignac, où il est d'usage de rendre service, même si on ne connaît pas beaucoup ses voisins ; à Étouvie (« *La vie associative est riche. Il y a un esprit de village. L'humanité, la solidarité.* ») ; ou encore au Plateau Rouher à Creil : « *Un couple a attendu 10 ans pour avoir ses papiers. La visite médicale est chère... ; on s'est cotisé pour leur donner.* » Dans ce même quartier, des femmes ont exprimé leur volonté d'apprendre le français pour mieux pouvoir vivre et s'investir dans la cité ; au delà de l'apprentissage de la langue, c'est le désir d'échanger des savoirs, de s'entraider, qui les motive.

À la BP 134, en Guyane, toutes les personnes rencontrées ont justifié leur installation sur ce lieu a priori hostile en raison de l'existence de solidarités familiales, et plus largement de réseaux d'interconnaissance : *« Je sais que le quartier n'est pas un bon quartier. Je sais que ce n'est pas beau. Mais ici, vous avez un contact avec les autres personnes. Il y a trois nationalités, j'ai des voisins qui sont Brésiliens, j'ai des voisins qui sont Guyanais, Français, n'importe (...). Nous sommes comme une famille. C'est comme une grande famille. »* Une grande famille qui aide à vivre : la solidarité entre les résidents apparaît en effet dans ce cas comme une véritable stratégie de survie, une force qui a permis en 20 ans de transformer peu à peu le quartier pour le rendre viable — et qui du coup accentue la dépendance des familles au lieu. C'est en particulier grâce à l'entraide mutuelle que les habitants ont pu construire leur maison et bénéficier de l'accès aux réseaux d'électricité et d'eau. Avec l'accord tacite de la mairie et des sociétés EDF et SGDE, ils se sont regroupés et organisés pour partager les charges d'investissements nécessaires au raccordement des habitations : *« Il y avait un grand compteur pour tout le monde. Monsieur C. récupérait l'argent quand la facture venait. À cette époque, ça faisait 100 000 ou 200 000 francs... et on partageait. À la fin du mois, tout le monde allait payer sa facture chez Monsieur C. »*. C'est aussi la solidarité interne à la cité qui a permis à nombre de familles de faire face aux difficultés multiples de la vie (matérielles, administratives, relationnelles, etc.). Quelles que soient les critiques qui lui sont adressées, le quartier reste de ce fait perçu par ses habitants comme une zone de protection, un refuge. Un endroit sous-équipé certes, parfois sale, violent, mais en même temps beaucoup plus sûr et protecteur que bien d'autres quartiers réputés plus "conventionnels". Quitter un tel environnement supposerait de réapprendre à vivre autrement. Or les ménages sont peu enclins à explorer une voie aussi incertaine. Le coût humain d'un déménagement, tout autant que le coût financier, paraissent bien trop importants et de nature à fragiliser les fondations d'existence de familles qui tirent la plus grande partie de leurs ressources de leur réseau social de proximité.

« Les gens sont solidaires : quand quelqu'un est dans le besoin, il y a de l'entraide. »

LE PLATEAU ROUHER

À écouter tous ces témoignages, on comprend très bien pourquoi, dans leur grande majorité, les habitants de ces quartiers souhaitent rester sur place, lorsque se présente l'opportunité d'un relogement dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine. Ce qu'ils veulent, c'est que leurs conditions de vie soient améliorées, que des mesures soient prises pour résoudre les problèmes auxquels ils se heurtent chaque jour, dans leur immeuble ou dans leur environnement proche. Ils ne rêvent pas, autrement dit, d'une autre vie, mais d'une vie meilleure, ici.

Et ceux que nous avons rencontrés pensent que c'est possible, pour peu que des choix politiques forts soient affirmés en faveur d'investissements durables, humains autant que matériels, sur ces sites qui, à l'échelle nationale, regroupent des centaines de milliers d'habitants.

LA DIVERSITÉ CULTURELLE COMME RICHESSE

Très clairement, les habitants qui ont participé à nos rencontres ont dit combien ils étaient à l'aise avec la diversité culturelle. Parfois, comme dans le Nord, à Fives (Lille), où le groupe des personnes rassemblées au Centre social reflétait bien le caractère multiculturel du quartier, la question ethnique est apparue tout simplement comme un non sujet. Ailleurs, lorsque les différences culturelles ont été évoquées, elles ont souvent été relativisées, comparativement à toutes les autres questions que les personnes souhaitaient mettre en avant dans ce rapport. Nulle part en tout cas les relations entre groupes de culture différente n'ont été présentées comme étant LE problème, ou même la source principale du mal vivre dans le quartier.

« Notre quartier est multiracial, il est représentatif. C'est ce qui est bien. Les gens ont des cultures différentes. »

GRAND PONT

Il faut ici rappeler que les groupes de parole constitués pour la préparation de ce rapport étaient formés de personnes fréquentant le Centre social, à un titre ou à un autre, depuis plus ou moins longtemps. Ceci explique peut-être cela... Il ne s'agit pas de dire ici que la cohabitation entre populations d'origines diverses a été un sujet éludé. Mais simplement qu'il a été mis au même niveau que d'autres éléments d'explication des difficultés du vivre ensemble. Ainsi dans le quartier Yves Farge à Bègles, c'est un problème général de rétrécissement des cercles relationnels qui a été pointé : *« C'est plus compliqué qu'avant »*. *« Les mélanges se font mal maintenant (...). C'est les Européens avec les Européens, les Turcs avec les Turcs »*. *« C'est famille par famille »*. Ici comme sur d'autres sites, on évoque dans un même élan les difficultés d'ajustement entre nouveaux et anciens habitants, Français et immigrés, locataires et propriétaires, riches et pauvres... Et l'on parle de l'écart qui se fait sentir entre classes sociales, en raison des *« loyers qui n'ont rien à voir »* : *« J'ai l'impression qu'on est très proche visuellement, mais en échanges relationnels, socialement, le fossé va se creuser. »*

« Pour le ramadan, j'ai eu des petits gâteaux. Jamais de problème entre voisins. »

ÉTOUVIE

Loin d'être vécue comme un problème, la diversité culturelle a plusieurs fois été présentée comme une richesse, un atout du quartier. Ainsi à Clichy-sous-Bois/Montfermeil, où les personnes présentes ont qualifié de positif *« les rencontres, la solidarité, la multi-culturalité, l'aide à l'accès à la culture », « la rénovation urbaine, la diversité de la population, le réseau associatif », « la richesse des différentes communautés, la diversité, la convivialité et le couscous ! »*. Signe que le métissage fait son œuvre, tout particulièrement dans ces territoires de banlieue, ou résultat de la présence majoritaire, sur certains sites, de familles issues de l'immigration ? Toujours est-il que cette tolérance vis-à-vis de la diversité mérite d'être soulignée, au moment où le pays tend à se laisser séduire par certaines idéologies racistes ou nationalistes.

Dans l'ensemble, les personnes que nous avons rencontrées sur les sites qui ont participé à cet état des lieux considèrent que les relations entre voisins se développent dans leur quartier sur le mode de la tolérance et du respect mutuel des valeurs et des modes de vie de chacun. Dans le quartier du Burck, par exemple, dont le peuplement est perçu comme assez mélangé en termes de classes d'âges (avec des personnes âgées, des jeunes couples avec enfants, des étudiants), de classes sociales (locataires et propriétaires, cadres et employés) et d'origines culturelles, la présence de populations d'origine étrangère a été peu évoquée et semble plutôt bien vécue. Un peu partout, les troubles de voisinage, lorsqu'ils ont été signalés, ont moins été référés à telle ou telle appartenance ethnique ou communautaire qu'aux difficultés sociales ou économiques vécues par un nombre croissant de familles.

« Le Village, c'est accueillant. Tout le monde peut venir. On n'a pas peur de se mélanger. »

LE VILLAGE

« La diversité des statuts sociaux, des origines et des âges est une richesse pour le quartier. »

LE BURCK

LA PLURICULTURALITÉ, GARANTE DE LIBERTÉ

Sur certains sites, c'est le risque d'homogénéisation culturelle qui a été pointé, avec regret, comme source potentielle de problèmes.

« On aimerait bien garder nos visages pâles ».

« Mais comment faire émigrer les Français dans notre quartier ? »

On craint en effet, ici ou là, qu'un groupe culturel ne prenne le dessus sur les autres. Ce qui aurait des conséquences, tant sur la stigmatisation du quartier dans le reste de la ville que sur le type de contrôle social qui pourrait s'exercer à l'intérieur du territoire. Dans le Grand Ensemble de Clichy-sous-Bois / Montfermeil, où la population étrangère ou immigrée¹¹ représente 82 % de la population, les participants à nos échanges ont particulièrement débattu de cette question, en évoquant les discriminations vécues par les jeunes, ainsi que le poids des traditions, qui pèse sur les femmes de culture musulmane : « *Les femmes qui arrivent, elles restent enfermées à cause du regard des autres. Dès qu'une femme change sa façon de s'habiller, elle est mal vue. Pourtant, elle pourrait bien s'adapter, mais les gens parlent...* ». « *On est habitué avec des trucs longs, je m'habille comme ça pour moi. Mais il y a celles qui le font par obligation ; c'est vrai, tout le monde n'est pas libre* ». « *C'est rare de voir une femme en jean. Moi je m'en fous, on devrait s'habiller comme on veut !* ». « *C'est le regard de l'autre, de se priver de faire quelque chose à cause des autres. Aller au café, ça peut faire parler...* ». « *Comme il y a des dizaines d'années en France profonde, c'était mal vu. Le café c'est le fief des hommes. Dans les quartiers qui ressemblent à des villages, c'est aller dans le fief des hommes...* »

Ailleurs en revanche, les habitants ont souligné combien la pluri-culturalité pouvait être vécue comme facteur de liberté. Ainsi à Beaudésert (Mérignac), quartier considéré comme un "melting pot" accueillant des personnes d'origines et de milieux diversifiés, nos interlocuteurs ont expliqué que la diversité culturelle était support d'échanges entre habitants (de recettes de cuisine, de divers savoirs et services...), tout en s'opposant à l'imposition de normes trop contraignantes pour les uns et les autres.

« Sincèrement, je préfère vivre ici à Beaudésert que d'aller dans un quartier de vieux, où dès que vous avez des enfants qui crient dans la piscine, on vous gueule dessus ou on fait venir les flics! Parce que vous avez des poules dans votre jardin, ou parce que votre haie fait deux mètres au lieu d'1m80... »

¹¹ Source : Insee, mars 2011. Selon la définition de l'Insee, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Ces personnes peuvent aujourd'hui être françaises.

Cette idée que l'on peut vivre « à son aise » dans ces quartiers populaires qui font se côtoyer des familles d'origines culturelles diverses — à la différence d'autres ensembles résidentiels perçus comme plus normatifs — se retrouve en filigrane de nombreux témoignages recueillis d'un site à l'autre. Elle interroge, bien évidemment, l'objectif de mixité sociale mis en avant dans nombre d'opérations de rénovation urbaine. S'il importe à tous les habitants que nous avons rencontrés d'éviter la « ghettoisation » de leur quartier, s'ils refusent d'être relégués « à part », loin des ressources offertes par la centralité urbaine, on sent bien à travers leurs paroles que la solution à ces problèmes ne saurait être de faire cohabiter sans discernement des populations qui se distinguent par leurs valeurs, leurs styles de vie et leurs perspectives de mobilité résidentielle. L'art de vivre ensemble au quotidien est infiniment délicat. Et certains sociologues ont montré depuis longtemps déjà la complexité de l'affaire, en soulignant combien proximité spatiale et distance sociale pouvaient aller de pair.¹²

Ce que les habitants de ces quartiers veulent dire, à travers tous ces témoignages, c'est qu'il y aurait matière à sérieusement réfléchir sur cette notion de mixité — au moment où l'application de la Loi SRU¹³ en faveur d'une meilleure répartition des logements sociaux dans les agglomérations conduit à multiplier les programmes de logement qui font voisiner, en particulier, accédants à la propriété et occupants du logement locatif social. Pour que l'arrivée de populations nouvelles soit vécue comme un vecteur de renouveau, un moyen « d'élargir les horizons » pour ceux qui vivent là depuis longtemps, il faut d'une part que soit absolument reconnue la légitimité de ces derniers à être là ; que des perspectives de mobilité résidentielle soient offertes à ceux qui le désirent, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants ; et d'autre part que des éléments de proximité existent ou soient construits entre les uns et les autres — que ce soit par le biais de l'école, de la vie culturelle, ou encore à travers l'installation de jeunes couples d'origine étrangère en ascension sociale, susceptibles de jouer le rôle de "passeurs" entre les cultures.

LA QUALITÉ DE LA VIE SOCIALE : UN TRÉSOR À ENTRETENIR

« Les fêtes de quartier, c'est ça
qui fait le lien. Et le travail
du Centre social. »

LE VILLAGE

Qu'ils la célèbrent, ou qu'ils en déplorent l'affaiblissement, la qualité de la vie sociale sur ces quartiers ne va pas de soi, en tout état de cause, pour les habitants. Ils l'ont dit et redit, en détaillant les facteurs qui permettent de l'aviver, même dans les contextes les plus difficiles. Quatre aspects ont particulièrement été mis en avant, comme pouvant jouer ce rôle — au-delà de l'école, qui apparaît comme l'un des éléments clefs du vivre ensemble : la présence d'équipements socio-culturels ; la force du réseau associatif ; la qualité et l'accessibilité des espaces publics ; et l'activité événementielle au sens large.

Sans surprise, le rôle des Centres sociaux et socioculturels a été cité en bonne place dans cette liste. À Beaudésert par exemple, une personne a expliqué qu'ici, « tout passe par le

¹² Notamment Madeleine Lemaire et Jean-Claude Chamboredon, dans un article qui mérite d'être toujours relu : « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, XI, 1970.

¹³ Loi relative à la Solidarité et au Renouveau Urbain (2000).

Centre social. Si on ne fréquente pas le Centre social à Beaudésert, on rentre chez soi le soir, on ne connaît personne sur le quartier et on reste tout seul à rien faire. » Ce territoire, comme tant d'autres, fonctionne en effet par îlots, voire par micro-quartiers. Les affinités entre résidents s'y développent suivant la nature et le type d'habitat, les contacts se nouant par secteur d'habitation, voire par immeuble. Dans ce contexte, les écoles et les équipements socio-culturels apparaissent comme « *la clef des relations* » qui peuvent s'établir entre les occupants de différentes résidences.

Au Plateau Rouher, à Creil, on considère aussi que les activités que propose le Centre Georges Brassens « *font vivre le quartier* ». L'équipement est plébiscité comme lieu d'information et de communication ; pour l'aide administrative qu'il apporte aux personnes en demande ; pour le rôle qu'il joue auprès des enfants... ; mais aussi en tant que lieu d'échange pour les moments difficiles (deuil, personne en grande détresse...) ; de solidarité (soutien aux familles démunies...) ; ou de mobilisation, que ce soit pour des causes générales (solidarité avec Haïti, l'Afrique, la Palestine...) ou pour régler les problèmes du quartier (pétitions, courriers au maire, travail collectif avec l'école pour réclamer plus d'équipements de sécurité, etc.).

« Une chose bien : la Maison des Tilleuls, une promesse de la mairie. (...) Quand je rentre ici, je me sens chez moi. On se sent une famille. (...) Les jeunes qui viennent ici pour des activités, c'est une éducation. »

LES TILLEULS

C'est aussi parce que les équipements socio-culturels apportent une aide individuelle aux personnes les plus en difficulté que la vie collective se trouve améliorée, du fait d'un abaissement des tensions intrafamiliales et du repli sur soi. À Étouvie par exemple, le Centre social est apprécié non seulement pour les activités qu'il propose, pour l'incitation à la prise d'initiatives qu'il représente (l'aide au départ en vacances...), mais aussi comme lieu de discussion sur des sujets problématiques comme la solitude, la parentalité, l'éducation, la drogue... « *Grâce au Centre social, j'ai commencé à avoir des mots. Un endroit où me soulager. Car j'ai beaucoup souffert. J'ai vu autrement la vie. On peut sortir de là. Je l'ai pu grâce aux gens que j'ai trouvés ici.* » (Étouvie)

Ici et là, on a aussi souligné l'importance de ne pas oublier les personnes âgées, dans ces quartiers où la problématique du vieillissement commence à se faire jour, et prendra certainement de l'ampleur dans les années à venir. La question doit être abordée sous de multiples aspects et elle interpelle autant les municipalités que les bailleurs de logements sociaux et les équipements culturels. Mais certains Centres sociaux ont été particulièrement sollicités en ce sens, comme à Mérignac et à Rive de Gier. « *Les repas dansant ? Il y en a une fois par mois, mais pas en*

« Il y a beaucoup de rencontres grâce au Centre social. Y aurait-il de l'entraide sans lui ? Car chacun est dans son petit monde... »

ÉTOUVIE

« Le Centre social est un moyen d'aider les gens à s'organiser pour monter des projets ensemble »

LE BURCK

soirée. » Partout, ont été très réclamées les activités inter-générationnelles et l'aménagement d'espaces extérieurs supports de vie collective — comme les espaces de jeux ou les jardins familiaux par exemple.

« Depuis qu'ils ont fermé la cour carrée, il n'y a plus de vie de quartier. Où ils sont les Anciens ? Les Anciens jouaient aux boules, derrière chez le dentiste. »

GRAND PONT

Toutes les occasions offertes à des personnes ou à des groupes de sortir du quartier, de « s'aérer », de voir « d'autres gens », sont également perçues comme essentielles, pour une bonne partie de la population qui ne dispose que de très faibles moyens financiers : partir en vacances ou « en randonnée », aller à la découverte de la ville, de la région, de tel ou tel lieu culturel... Les habitants du Pré-Gentil, à Rosny-sous-Bois, par exemple, se sont félicités des opérations "Quartiers de villes" et "Ville et Avenir", ainsi que de « l'insistance du Centre social à vouloir sortir les gens du ghetto ». Ce qui ne les empêche pas de souhaiter davantage d'originalité dans les thématiques ou les destinations proposées par les équipements socio-culturels : certains ont suggéré des « sorties enregistrements d'émissions télé à Saint-Denis » ; d'autres la possibilité de découvrir de nouvelles régions : « On va souvent dans les mêmes lieux. On retourne pour la troisième fois à Fort Mahon, à la mer. On pourrait aller à un autre endroit ! ». A contrario, à Beaudésert (Mérignac), une jeune adulte a souligné la qualité et la diversité des séjours proposés par le Centre social : week-ends à Marseille, à Barcelone...

Parmi les facteurs positifs, qui contribuent à créer des liens entre habitants, tous les événements qui rassemblent pour un temps des groupes de population hétérogènes ont été particulièrement mis en avant : les marchés, la fête des voisins, le carnaval..., les repas de quartier, les braderies, vide-greniers et spectacles en tous genres..., la kermesse de l'école — qui constitue une occasion de « faire découvrir les spécialités culinaires des différentes cultures représentées sur le quartier ». Mais aussi, des événements plus originaux, comme par exemple à Beaudésert le chantier mobile de Bruit du Frigo¹⁴, qui a permis de rassembler anciens et nouveaux habitants du quartier ; ou "La nuit des étoiles", manifestation qui se déroule chaque année au mois de juin et qui propose la projection d'un film en plein air, des conférences et des ateliers de vulgarisation scientifique en direction des adultes et des enfants ; ou encore la reprise par les six Centres sociaux de la Ville du concept de l'émission télévisée "Un dîner presque parfait", qui a été un vrai succès.

« Je voudrais que le Centre organise des sorties théâtre, voir des humoristes... La vie est tellement triste en ce moment. »

LE PRÉ-GENTIL

¹⁴ Compagnie hybride entre bureau d'études urbain, collectif de création et structure d'éducation populaire, qui se consacre à l'étude et l'action sur la ville et le territoire habité, à travers des démarches participatives, artistiques et culturelles.

« Il manque sur le quartier, une piscine, une salle de spectacles, de rencontres et de répétitions pour les jeunes musiciens et rappeurs, un studio d'enregistrement. »

ÉTOUVIE

D'une manière plus générale, les groupes que nous avons réunis dans les différents quartiers ont insisté sur l'importance des activités gratuites, accessibles à tous : depuis la possibilité de se promener dans un parc, de pique-niquer en famille ou de s'asseoir sur un banc pour contempler la rue, jusqu'aux festivités ayant lieu dans l'espace public. Dans le quartier de Fives à Lille, les habitants ont particulièrement déploré la disparition ou la moindre accessibilité de ces espaces publics de proximité, qui permettaient à tous ceux qui n'ont pas les moyens de bouger ou de payer pour des activités de loisirs, de se détendre quand même, de sortir de chez soi et d'aller à la rencontre des Autres — d'avoir, en somme, un minimum de vie publique. « Les Dondaines, on y était tous les samedis, tous les dimanches dès qu'il y avait les beaux jours. Les gens venaient en famille avec les enfants. Il y avait une aire de jeux animée par des services civils international. Ils prenaient les enfants en charge. Moi, j'y allais en famille avec les enfants et on y passait des journées. On venait pique-niquer et tout ça. C'est fini maintenant, il y a des constructions... ». « Moi j'avais des enfants qui étaient à l'école, ils se retrouvaient là entre gamins. C'était un moyen de faire connaissance. À l'époque j'habitais la Cité Lys et je me souviens que parfois, je prenais 20 gamins de la Cité, et on allait là-bas, on n'était pas embêté. On faisait connaissance avec d'autres personnes. »

L'espace public, en tant que permettant à chacun, jeune ou vieux, homme ou femme, ancien ou nouveau résident, d'être avec les Autres sans forcément être engagé dans des relations d'interconnaissance, mériterait un traitement beaucoup plus ambitieux que celui qui lui est généralement réservé dans ces quartiers. Rues, places, jardins publics, abords des écoles... doivent être aménagés de manière à être confortables et sûrs, à la fois parce qu'ils sont le cadre des interactions quotidiennes entre habitants et parce qu'ils peuvent être le support d'événements festifs très ouverts (à la différence d'une fête se tenant dans un lieu fermé) : « Quand j'étais jeune, le 14 juillet, nous d'Hellemes, on venait à Fives. Maintenant il faut aller à l'esplanade ». « Avant, on avait un grand défilé en juin avec les majorettes et la fanfare. C'est fini. Il n'y a plus de club de musique ». « Et le bal, il est dans la salle des fêtes maintenant. Avant il était dans la rue ». « Avant, on avait des quartiers d'été qui étaient organisés dans chaque quartier ».

« Avant, il y avait les Dondaines, c'était gratuit. C'était un parc de 7 hectares (...), un immense terrain de jeux. Il y avait un circuit où les gens pouvaient aussi faire du sport, s'amuser. »

FIVES

*« Il faut faire plus de fêtes...,
qu'on nous en donne les moyens ! »*

LE PLATEAU ROUHER

Mais les habitants que nous avons réunis sur la quinzaine de quartiers ayant participé à cet état des lieux nous l'ont dit : au-delà des activités événementielles et festives, il faut un travail de fond pour que se développent des relations sociales satisfaisantes sur un quartier. Les manifestations ponctuelles ne sauraient suffire. Les liens entre résidents s'établissent aussi à partir du vécu quotidien, des contacts qui peuvent s'instaurer chez les commerçants, ou autour des écoles — ce qui suppose que les quartiers soient bien dotés en services de proximité. Et les relations se construisent également dans la durée, à travers des échanges plus ciblés et approfondis. C'est pourquoi la présence d'équipements proposant des activités régulières est essentielle. En la matière, il en faut pour tous les goûts ; et bien évidemment, les Centres sociaux ne sauraient être seuls à contribuer à cette offre.

Missions locales, bibliothèques et médiathèques, centres de loisirs, salles des fêtes, cinémas de quartier, lieux assurant l'aide à la recherche d'emploi, le soutien scolaire, les cours d'alphabétisation, la pratique artistique, les loisirs pour les enfants, les échanges de savoirs et de services entre habitants... sont autant d'espaces précieux pour que chacun puisse trouver sa place dans la société, tout en développant ses capacités d'agir au service de la collectivité. Sur tous les quartiers, nos interlocuteurs ont souligné l'importance de pouvoir disposer de ces portes d'accès à la Culture, qui permettent de sortir de son milieu familial, de décroquer les publics, les groupes et les générations. Sans parler du réseau associatif, qui joue un rôle crucial — alors qu'il souffre souvent de manque de moyens et de bénévoles. Clubs de sport, écoles de musique, épiceries solidaires, cafés associatifs... n'ont pas été oubliés, dans la liste des ces initiatives qui devraient être davantage soutenues par les pouvoirs publics, pour que vivent les quartiers.

LE REGARD DES PROFESSIONNELS QUI ONT ACCOMPAGNÉ LA DÉMARCHE

La Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France et Question de ville, association des directeurs des Centres de ressources Politique de la Ville, soutenues par le Secrétariat général du Comité Interministériel à la Ville, ont décidé de s'associer pour élaborer un premier rapport biennal sur la vie dans les quartiers, réalisé à partir du point de vue des habitants.

À travers ce rapport, les deux associations visaient à :

- positionner les habitants comme témoins et co-constructeurs de réponses aux difficultés vécues dans leurs quartiers ;
- inverser la manière dont les problèmes sont habituellement posés : là, ce sont les habitants qui s'expriment, font émerger des questions, puis les analysent afin de trouver des solutions ;
- interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues.

La méthode de collecte et de consolidation du point de vue des habitants, dans chacun des Centres sociaux mobilisés, s'est structurée, dans la majorité des cas, autour de trois temps. Lors de la première rencontre, les habitants étaient invités à répondre à la question « *Comment vivons-nous dans notre quartier ?* » Il s'agissait là d'entendre toutes les histoires, tous les mots, sur des situations vécues ou rencontrées.

Les expressions – positives ou négatives – et le contenu des discussions ont été recueillis et conservés, puis retransmis au groupe lors de la seconde rencontre. Ces paroles ont alors été analysées collectivement, chacun réagissant sur les propos des uns et des autres après un temps de recul, afin de prioriser les différents sujets soulevés : le logement, les jeunes, les transports...

Dans un troisième temps, les habitants ont été invités à aller plus loin dans leur réflexion pour proposer des réponses, des pistes de solutions à approfondir, des "aménagements" du quotidien..., pour dire leurs espoirs et valider les contenus collectifs ainsi consolidés.

LE PARTI PRIS D'UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE POUR L'ÉCRITURE D'UN RAPPORT "SENSIBLE"

La Fédération des Centres sociaux et Question de ville ont choisi de conduire ce travail avec des habitants volontaires, dans une démarche de type ethnographique : l'objectif n'était pas de réaliser un rapport statistique, avec des panels représentatifs des habitants (âge, origine, genre...), mais bien, véritablement, de partir du vécu des personnes qui acceptaient l'invitation faite par le Centre social de leur quartier. Ainsi, au total, ce sont près de 300 habitants qui ont dit leurs difficultés quotidiennes, leurs colères, mais aussi leurs solutions de "bricolage du quotidien", leurs solidarités, leurs attentes. 300 expressions qui font œuvre de connaissance et trouvent leur légitimité dans la complémentarité, les nuances ou les contradictions qui relativisent les propos de chacun.

On peut remarquer d'ailleurs qu'en partant de ces panels d'habitants volontaires, on retrouve la plupart des thèmes qui apparaissent dans les projets de la Politique de la Ville

ou dans les démarches initiées par les Centres sociaux. Mais sans doute, avec des approches renouvelées par les habitants eux-mêmes...

Un rapport "sensible", donc, en ce sens qu'il est issu directement de la parole des habitants, sans qu'il y ait eu retraitement de cette parole. C'est un premier rapport, et nous avons pris le parti de conserver à l'écrit ces expressions très libres. Un choix que nous assumons, d'autant que ce document fera l'objet d'un retour auprès des habitants : ils nous ont appris leur perception du quotidien dans ces quartiers, nous ont dit les difficultés qu'ils rencontrent – et ce ne sont pas nécessairement celles que nous attendions –, ils nous ont dit leurs espoirs, leurs colères, leurs silences... À nous de poursuivre avec eux le travail.

Nous souhaitons en effet qu'à partir de ce rapport puissent s'engager des débats autour des questions urbaines, des questions d'égalité économique..., et aussi peut-être avant tout autour de la question du respect, considérée comme fondamentale par les 300 habitants auteurs de ce rapport.

LE REGARD LUCIDE DES HABITANTS SUR LE QUOTIDIEN DES QUARTIERS

On a beau le savoir, il nous semble néanmoins important de le rappeler : le travail réalisé avec les habitants dans le cadre de ce rapport aura une nouvelle fois témoigné de leur capacité d'analyse et de prise de recul sur les situations qu'ils vivent au quotidien. La lecture du document nous rappelle leur clairvoyance quant aux finalités des politiques publiques mises en œuvre sur les quartiers. En dépit des déclarations d'intention, les habitants ne sont pas dupes : ils comprennent très bien les enjeux et les différentes stratégies d'acteurs à l'œuvre sur les territoires — même si ce n'est pas avec ces mots qu'ils l'expriment.

Intéressons-nous au contenu du rapport : que révèle-t-il des préoccupations des habitants ?

Sous l'influence des médias, nous aurions pu penser que l'emploi et la sécurité seraient au cœur des doléances. Ces questions n'ont pas ou peu été évoquées directement : pudeur qu'impose l'expression de soi devant d'autres et qui interdit de faire publiquement état de difficultés personnelles ? Résignation face à l'ampleur de la crise économique qui sévit actuellement ? Autant de pistes d'explication qui mériteraient d'être creusées... Mais tel n'est pas notre propos.

La question de l'emploi a été évoquée, mais essentiellement à partir de la difficulté des jeunes à pouvoir trouver du travail, même quand ils sont diplômés. Quant à la sécurité, elle est apparue au cours des échanges, mais pas au sens de la représentation qui en est faite par les médias. À travers les témoignages des habitants, c'est la violence liée aux conditions de vie sur les quartiers qui transparaît : promiscuité, défaut d'isolation des logements engendrant nuisances sonores et conflits de voisinage, voitures tampon qui ne sont plus retirées par les services de police, portes ou vitres cassées qui ne sont plus remplacées, jeunes qui stationnent dans les halls ou qui écoutent de la musique tard dans la nuit au pied des résidences...

De fait, la question de la jeunesse est très présente dans ce rapport. Et la bienveillance du regard porté par les habitants sur les jeunes livrés à eux-mêmes nous a particulièrement frappés. Pour nous, ceci témoigne de l'urgence avec laquelle il faut considérer les problèmes vécus par les habitants des quartiers prioritaires. Si nous parlons d'urgence, c'est parce qu'il ne faudrait pas que les jeunes générations perdent le dynamisme et l'espoir dont elles sont porteuses. La chanson écrite par un groupe de jeunes et qui est publiée dans ce rapport en témoigne.

Car somme toute, que demandent les habitants de ces territoires? Des conditions de vie décentes et dignes, des perspectives d'avenir pour leurs enfants. Autant de revendications que l'on pourrait qualifier de "normales". On pourrait même se dire qu'il ne faudrait pas grand chose pour améliorer le quotidien de tous ceux qui vivent là.

Les rapports d'experts en témoignent : ces quartiers sont en mouvement. Des habitants partent, sont remplacés par de nouveaux. Les quartiers bougent, mais les situations territoriales, elles, (desserte en transports, niveau d'équipement, état du bâti) n'évoluent pas ou très peu, au regard de l'urgence de l'intervention publique. De ce point de vue, la mise en perspective des préoccupations exprimées par les habitants avec les priorités d'intervention définies par l'État sur les quartiers prioritaires est éloquente à bien des égards.

CONCLUSION

QUELS ENSEIGNEMENTS DE LA DÉMARCHE POUR LES CENTRES DE RESSOURCES ET LES CENTRES SOCIAUX FÉDÉRÉS ?

 *Les Centres de ressources, interpellés dans leurs manières de faire*

Parce qu'il soulève des questions liées au positionnement des professionnels de la Politique de la Ville vis-à-vis de la parole et de l'expertise des habitants, ce rapport interpelle les Centres de ressources dans leur mission de qualification des acteurs, notamment autour de la question, complexe et délicate, de la participation des habitants. Il est important d'aider les professionnels à se saisir de la parole de ces derniers, d'un point de vue méthodologique et politique. On le sait : faire participer les habitants est un exercice difficile qui n'est pas forcément inscrit dans la culture professionnelle ni intégré dans les pratiques des acteurs de la Politique de la Ville, malgré les injonctions à "faire de la participation". Les Centres de ressources pourraient être en mesure de proposer des moments de travail et d'échanges sur l'émergence de l'expertise des habitants, les nouvelles formes de mobilisation..., et encourager les professionnels à sortir des formes traditionnelles de participation (ex : conseil de quartier) pour se saisir, sans crainte, des moments informels tels que nous avons pu les vivre et partager dans le cadre de cette démarche.

En tant que Centres de ressources, nous n'avons pas été étonnés par les thèmes abordés par les habitants au cours des différentes séances (jeunesse, parentalité, gestion urbaine de proximité, programme de rénovation urbaine...), car ils confortent nos travaux actuels. Par contre, les angles d'approche de ces thématiques, la manière dont les habitants abordent ces questions peuvent enrichir nos travaux futurs.

Pour les Centres de ressources, qui n'ont pas dans leurs habitudes de travailler directement avec les habitants, cette démarche de type "enquête de terrain" a été enrichissante en ce qu'elle nous a apporté des matériaux "nouveaux", à réutiliser au-delà de la diffusion de ce rapport. Nous avons en effet des modes de collaboration privilégiés avec les opérateurs de quartier, les associations notamment, à qui l'on donne fréquemment la parole dans nos journées d'échanges et de qualification ou nos publications, mais il s'agit en général d'une parole collective. Alors que dans ce travail avec les habitants, nous avons recueilli une parole individuelle dont "l'exploitation" (au bon sens du terme) reste encore à imaginer. Ce constat nous interroge, d'une part, sur la place laissée à l'expertise habitante dans nos propres travaux et, d'autre part, sur les moyens à mettre en œuvre pour faire remonter aux pouvoirs publics cette parole habitante.

Les Centres sociaux, rappelés par la nécessité de prendre le temps de la concertation avec les habitants

Pour le réseau fédéral des Centres sociaux, ce travail confirme la richesse qu'il y a à prendre le temps et à s'autoriser à ouvrir des espaces de débat sur des questions locales cruciales. Il a fallu de la persuasion et une certaine opiniâtreté pour faire aboutir les démarches nécessaires à l'élaboration de ce rapport dans chaque Centre social. L'exigence de la méthode en trois temps a nécessité du temps d'explication et d'appropriation par les parties prenantes. Il a fallu aussi vaincre des craintes : « *Que vont en penser les élus locaux ?* » Si dans certains cas des élus ont participé, dans d'autres, on leur a demandé de ne pas être présents, afin que le débat puisse s'engager le plus librement possible. La démarche proposée, la rigueur et la transparence des objectifs visés ont permis d'éviter de faire grandir l'inquiétude des élus dans cette approche participative. Les groupes d'habitants ayant participé aux rencontres ont majoritairement fait part de leur intérêt pour le travail effectué et ont émis le souhait d'être informés de l'évolution des travaux. Ils sont aujourd'hui en attente de la restitution annoncée.

Le réseau fédéral a noté la nécessité d'affiner des outils pour l'accompagnement de l'analyse collective prévue à la deuxième rencontre. Celui-ci semble avoir été en effet le plus délicat. Comment faire pour donner sa place à chaque habitant, quelles que soient ses capacités à s'exprimer ? Quid par exemple des personnes ayant des difficultés avec la langue française ?

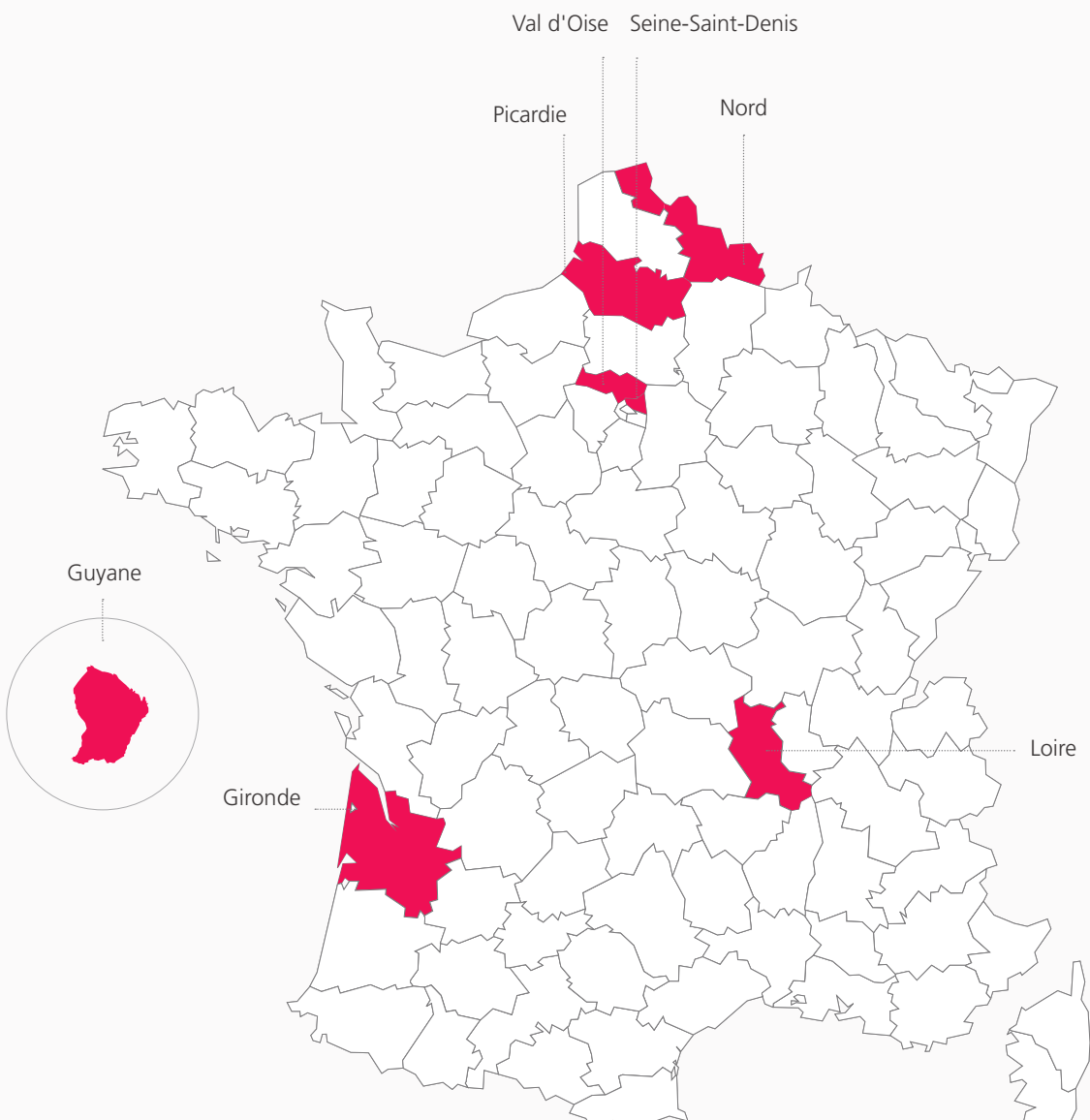
De leur côté, les professionnels des Centres sociaux ont évoqué leur intérêt pour ce travail, dans le sens où cela leur a rappelé l'importance de la concertation et de l'analyse partagée avec les habitants. Face à la pression du quotidien et à la dimension administrative toujours plus contraignante, les Centres sociaux disent en effet leur regret de ne plus disposer de suffisamment de temps pour ouvrir correctement des espaces de parole et d'analyse avec les habitants.

Enfin, ce travail est une reconnaissance de la complémentarité du partenariat entre Centres sociaux et Centres de ressources, dont on peut souhaiter qu'il se renforce et se renouvelle.

Au même titre que cette démarche a permis d'apporter à chacun de nos deux réseaux une occasion de se questionner, de révéler des points d'amélioration et d'adaptation, nous formons le vœu que cette contribution citoyenne vienne enrichir le travail de réflexion actuellement mené autour de l'avenir de la Politique de la Ville.

Que ce soit au niveau national dans un dialogue avec le Ministère, — et la préface de Monsieur François Lamy montre qu'il est d'ores et déjà en route —, ou au niveau local avec les différents acteurs de la Politique de la Ville, ce rapport est une invitation à la réflexion commune et à la coopération. Les questions sociales posées sont suffisamment complexes pour qu'on ne fasse pas d'impasse sur les expertises de chacun et toutes les énergies disponibles.

Merci à tous ceux qui ont contribué à cette première édition.



ANNEXES

Fiches d'identité des quartiers, classées par Département

GIRONDE

Beaudésert (<i>Mérignac</i>)	108
Burck (<i>Mérignac</i>)	110
Yves Farge (<i>Bègles</i>)	111
Grand Parc (<i>Bordeaux</i>)	112

GUYANE

Quartier de la BP 134 (<i>Rémire Montjoly</i>)	115
--	-----

LOIRE

Grand Pont (<i>Rive de Gier</i>)	118
--	-----

NORD

Fives (<i>Lille</i>)	120
------------------------------	-----

PICARDIE (SOMME ET OISE)

Étouvie (<i>Amiens</i>)	122
Plateau Rouher (<i>Creil</i>)	124

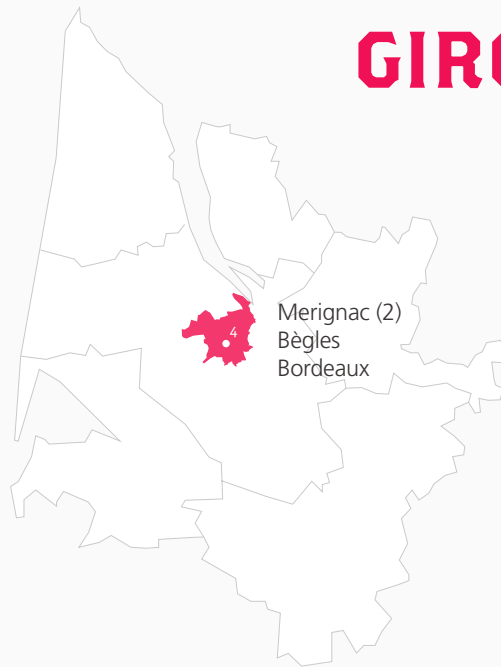
SEINE SAINT DENIS

Le Grand ensemble (<i>Clichy-sous-Bois et Montfermeil</i>)	127
Le Pré-Gentil (<i>Rosny-sous-Bois</i>)	128
Les Tilleuls (<i>Blanc-Mesnil</i>)	130

VAL D'OISE

Les Louvrais (<i>Pontoise</i>)	132
Le Village (<i>Persan</i>)	134
Val d'Argent Nord (<i>Argenteuil</i>)	135

GIRONDE



BEAUDÉSERT (MÉRIGNAC)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Mérignac est la 2^e ville de Gironde et 3^e ville d'Aquitaine en termes de population. Elle compte 66095 habitants en 2008. Le quartier de Beaudésert compte 1721 habitants à cette même date. Beaudésert est classé en Zone Urbaine Sensible (ZUS) et identifié CUCS niveau 2. La Ville de Mérignac bénéficie d'une antériorité en matière de Politique de la Ville : elle est signataire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ainsi que des Contrats de Ville. Elle a engagé un projet de requalification urbaine sur le quartier Beaudésert bien avant le lancement du Programme national de rénovation urbaine en 2006.

Bien que la Ville de Mérignac ne puisse être aujourd'hui considérée comme une commune fortement marquée par la précarité des difficultés localisées persistent en certaines zones voire sur certains îlots d'habitation.

Un Programme de Réussite Éducative (PRE) et un Atelier Santé Ville (ASV) ont été mis en place sur le quartier Beudésert en 2009 :

- au regard du niveau de qualification dans les zones du CUCS qui reste plus faible que sur le reste de la Ville et du décrochage scolaire qui demeure plus important ;
- compte tenu d'une fragilité spécifique des populations dans l'accès à la santé.

L'HABITAT

Le quartier Beaudésert est situé au cœur d'une zone d'activité. Il est séparé du reste de Mérignac par la rocade. Beaudésert est desservi par deux lignes de bus : Liane n° 1 et 11. Le quartier n'est pas desservi par le tram.

Beaudésert est un quartier d'habitat social comportant du logement collectif et du logement individuel. Le quartier a fait l'objet d'une opération lourde de réhabilitation qui s'est

déroulée durant le précédent Contrat de ville et comportait : des constructions neuves, des constructions complémentaires en accession à la propriété (cf. Villages 1, 2, 3) en vue de créer une mixité sociale sur le quartier, des aménagements de voirie, l'aménagement des espaces extérieurs de la résidence Concorde, la création de zones tampons entre l'habitat et les zones d'activité.

LES HABITANTS

En 2009, la population de Beaudésert est essentiellement composée d'employés (80%) résidant en locatif social (52 %).

Le quartier est le plus jeune quartier de la ville : il y a trois fois plus de jeunes de moins de 18 ans que de personnes âgées de 65 ans et plus (l'indicateur de jeunesse est de 3,5 en 2008). Le quartier est marqué par la présence de familles monoparentales et de familles nombreuses. Beaudésert comporte deux fois plus de familles monoparentales avec de jeunes enfants et six fois plus de familles nombreuses que l'unité urbaine de Bordeaux (6% contre 3% en 2009 et 6,7 % contre 1,6% en 2009).

FORMATION ET EMPLOI

Le faible niveau de qualification des jeunes est préoccupant : en 2007, 60% des jeunes adultes ne possèdent pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat. Le quartier est également fortement touché par le chômage. En 2009, près d'un ménage sur trois (29%) est concerné par une allocation chômage.

La population résidant sur le quartier a de faibles revenus : un peu moins d'un quart des habitants est considéré comme « à bas revenus » (20% en 2009). Le revenu médian par unité de consommation est deux fois plus faible que sur l'unité urbaine de Bordeaux (11 971 € contre 20 162 € en 2009).

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le centre social, l'école élémentaire, l'annexe de la bibliothèque, et les jardins familiaux sont restés pendant longtemps les seuls services de proximité dont disposent les habitants sur le quartier.

L'école élémentaire a été entièrement reconstruite. Cette opération projet s'inscrit dans la continuité du programme de renouvellement urbain du quartier de Beaudésert. En complément des locaux scolaires, un centre de culture scientifique et technique a été créé afin de renforcer l'attractivité de l'école et du quartier et de faciliter la connaissance de l'environnement économique pour les jeunes et tous les habitants, en partenariat avec l'association Cap Sciences.

Le quartier connaîtra de nouvelles évolutions dans les années à venir :

- la construction d'un pôle d'équipements publics. Il accueillera le centre social qui est pour l'instant dans des locaux excentrés et obsolètes, la bibliothèque du quartier qui sera agrandie, un accueil pour la petite enfance et le relais assistantes maternelles.
- l'aménagement des espaces verts du quartier ;
- le traitement des entrées du quartier et le renforcement de la signalétique.

AUTRES REMARQUES

La Ville de Mérignac a mis en place des conseils de quartier. Beaudésert en bénéficie au même titre que les autres quartiers de la Ville.

LE BURCK (MÉRIGNAC)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Mérignac est la 2^e ville de Gironde et 3^e ville d'Aquitaine en termes de population. Elle compte 66 095 habitants en 2008. Le quartier du Burck compte 1 501 habitants (2009). Le Burck est classé en CUCS niveau 2.

La Ville de Mérignac bénéficie d'une antériorité en matière de Politique de la Ville : elle est signataire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ainsi que des Contrats de Ville.

Bien que la Ville de Mérignac ne puisse être aujourd'hui considérée comme une commune fortement marquée par la précarité, des difficultés localisées persistent en certaines zones voire sur certains îlots d'habitation.

Un Atelier Santé Ville (ASV) a été mis en place sur le quartier du Burck compte tenu d'une fragilité spécifique des populations dans l'accès à la santé.

L'HABITAT

Le quartier du Burck est situé à la périphérie de la Ville de Mérignac. Le Burck est constitué d'une zone de logements pavillonnaires (maisons individuelles avec jardin) et d'un ensemble de logements collectifs (groupe immobilier d'environ 1000 logements). Ce groupe immobilier est à cheval sur les Villes de Mérignac et Pessac.

Le quartier est bien desservi par les bus. Il est situé à environ 20 minutes à pied de la ligne A du tramway et des gares de Pessac et d'Arlac.

LES HABITANTS – FORMATION ET EMPLOI

Les données statistiques relatives au quartier indiquent la présence de situations de fragilité au regard du niveau de revenu : en 2009, 25 % des personnes résidant sur le quartier ont un revenu annuel inférieur à 9 314 euros. Les personnes les plus pauvres du quartier ont un revenu inférieur de 30 % aux habitants les plus pauvres de l'unité urbaine de Bordeaux (en 2009, le premier quartile de revenus est de 13 372 euros sur l'unité urbaine de Bordeaux). Les indicateurs de chômage sont également au rouge. En 2009, 22 % des ménages résidant sur le quartier sont concernés par une allocation chômage.

La situation des populations précaires habitant le Burck est d'autant plus préoccupante que la part de la population résidant dans le parc locatif social est quasi nulle et que plus des deux tiers des habitants (64%) résident dans le parc locatif privé.

En 2008, l'indicateur de jeunesse du quartier du Burck est proche de celui de l'unité urbaine de Bordeaux (1,5 contre 1,2 sur l'unité urbaine de Bordeaux). Bien que le quartier ne dispose pas d'une population jeune importante, on notera néanmoins que le niveau de qualification des jeunes du quartier est préoccupant. En 2007, 50% des jeunes adultes ne possèdent pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le Burck offre un cadre de vie agréable. Il s'agit d'un quartier disposant de nombreux espaces verts et situé à proximité d'un bois. Il est bien doté en équipements et services de proximité :

- présence d'un pôle commercial avec un supermarché et différents types de commerces (buraliste, boulangerie, pharmacie, coiffeur, kebab, etc.) ;

- présence d'une annexe de la Mairie et de la médiathèque, crèche, centre social et centre de loisirs, école maternelle et élémentaire, collège à proximité ;
- antenne du secours populaire français et de l'association Saint Vincent de Paul ;
- présence d'équipements sportifs (gymnase, terrain de foot, de tennis et de boules) ;
- des aménités : pistes cyclables, terrain de basket, tables de pique-nique, parking au niveau du pôle commercial ...

AUTRES REMARQUES

La Ville de Mérignac a mis en place des conseils de quartier. Le Burck en bénéficie au même titre que les autres quartiers de la Ville.

YVES FARGE (BÈGLES)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Bègles est une ville située en première couronne de la Communauté Urbaine de Bordeaux. En 2009, elle compte 24 829 habitants. La ville était signataire des Contrats de Ville (2000-2006). Elle comporte aujourd'hui quatre quartiers identifiés au titre de la géographie prioritaire des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) : Le Paty, Monmousseau, Thorez-Goélands et Yves Farge.

Le quartier Yves Farge constitue un des symboles du passé industriel et ouvrier de Bègles. Le quartier a connu de profondes mutations avec une Opération de Renouveau Urbain financée par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (convention ANRU signée en 2005). Yves Farge est limitrophe du quartier de la gare de Bordeaux (quartier Belcier). Il jouxte l'Opération d'intérêt nationale Euratlantique qui a notamment pour objet l'implantation d'activités économiques et commerciales autour de la Gare.

Yves Farge est classé CUCS niveau 1. Il fait partie de la Zone Urbaine Sensible Yves Farge – Belcier. Les données statistiques disponibles concernent l'ensemble de la ZUS. Différents outils sont mis en œuvre sur le quartier : Plan local pour l'insertion et l'emploi, Contrat local de sécurité, Atelier Santé Ville (élaboré en 2007), Programme de réussite éducative (créé en 2011).

L'HABITAT

Le quartier Yves Farge comporte 448 logements locatifs sociaux répartis sur 15 ha ainsi que des friches militaires et des terrains industriels. Depuis le démarrage de l'opération de renouvellement urbain, la structure du quartier a évolué et ses fonctions se sont diversifiées. Suite à l'aménagement des friches et terrains industriels, le quartier comporte désormais deux parties : une zone d'habitat, une zone d'activités dédiée à l'économie créative. La structure de l'offre de logement a évolué par le biais d'opérations de démolition-reconstruction (dont la majorité hors site). A terme, Yves Farge comportera un tiers de logements sociaux, un tiers de logements en accession à la propriété, un tiers de logement relevant du parc locatif privé.

Le quartier est bien desservi par les transports : depuis 2009, le tramway arrive en cœur de quartier. De nombreux bus y circulent.

LES HABITANTS

En 2009, la ZUS Yves Farge-Belcier compte 6 543 habitants. Près de 72 % des habitants sont locataires, dont près de 25% en logement social (contre 15% sur l'unité urbaine de Bordeaux). La population est relativement âgée puisque l'indicateur de jeunesse est de 1,5, ce qui signifie que la population des jeunes de moins de 18 ans est tout juste une fois et demi plus nombreuse que celle des personnes de 65 ans et plus.

Le revenu médian dans le quartier s'établit à 15 761€ par unité de consommation (il est de 20 162 € sur l'unité urbaine de Bordeaux). Les écarts de revenus sont importants puisque 25 % de la population gagne moins de 10 000€ par an tandis que 25 % gagnent plus de 22 000 €. La part de la population à bas revenus est de 14% (7%, sur l'unité urbaine de Bordeaux).

La part des ménages installés depuis moins de 5 ans est de 59 %, ce qui est relativement important (49 % sur l'unité urbaine de Bordeaux).

FORMATION ET EMPLOI

Près de 40 % des jeunes de 15 à 34 ans n'a aucun diplôme au moins égal au baccalauréat et le taux de chômage (demandeurs d'emploi catégorie A, B, C) atteignait 14 % en 2010. 66 % de la population relève de la catégorie des employés et ouvriers.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le quartier dispose des commerces et principaux services de proximité : supérette, boulangerie, pharmacie, médecin. Les personnes disposant d'un véhicule l'utilisent pour aller faire leurs courses dans des grandes surfaces moins chères. Deux associations, Jeunesse universelle et Remue-méninges (aide aux devoirs) sont identifiées avec le Centre social comme lieux ressources sur le quartier.

GRAND PARC (BORDEAUX)

LE QUARTIER

Le Grand Parc est l'un des quartiers de la Ville de Bordeaux identifié au titre de la Politique de la Ville. La Ville de Bordeaux bénéficie d'une antériorité en cette matière. Elle était signataire des Contrats de Ville. Les sept quartiers inscrits dans le Contrats Urbain de Cohésion Sociale ont déjà bénéficié d'interventions au titre des Contrats de Ville. Le quartier du Grand Parc est classé CUCS niveau 2. Il fait l'objet d'un travail renforcé sur la question de l'éducation via un Programme de Réussite Éducative (PRE) mis en place dès 2005.

L'HABITAT

Le périmètre du quartier Grand Parc intègre la Cité du Grand Parc, ensemble immobilier à l'architecture marquée construit dans les années 70 comportant 4 000 logements répartis autour d'un îlot de verdure central qui accueille les équipements du quartier. Le quartier comporte également un îlot d'échoppes. Le Grand Parc est situé à proximité du centre ville de Bordeaux. Il est bien desservi par les transports : présence du tramway ligne C, desserte des bus n°15 et 72.

LES HABITANTS

En 2009, le Grand Parc compte 10 296 habitants ce qui représente environ 4% de la population totale de la Ville de Bordeaux (236 725 habitants en 2009). Près de 87% des habitants sont locataires dont plus de la moitié (53%) en logement social.

Le revenu médian par unité de consommation est de 13 500 euros.

Les écarts de revenus sont importants : un quart des populations les plus pauvres disposent d'un revenu annuel par unité de consommation inférieur à 8 000 euros, tandis que les populations les plus riches disposent d'un revenu annuel par unité de consommation supérieur ou égal à 20 000 euros.

La part des ménages à bas revenus est de 17 % sur le quartier. Entre 2007 et 2009, la part des ménages à bas revenus a tendance à augmenter sur le quartier (8%) alors qu'elle diminue sur l'unité urbaine de Bordeaux (-3%).

Jusqu'au début des années 2000, les indicateurs témoignent du vieillissement de la population du Grand Parc.

Aujourd'hui, la part de personnes âgées reste importante (près de 24 % des habitants du Grand Parc ont plus de 60 ans) ce qui motive une réflexion autour de l'adaptation des logements ainsi que la mise en place de parcours résidentiels avec l'ouverture en 2013 de deux EHPAD sur le quartier.

Néanmoins, la tendance au vieillissement s'est désormais inversée avec l'arrivée de nouvelles populations. Il s'agit maintenant de développer une offre de services en direction des familles et des jeunes. Une attention particulière est apportée aux familles monoparentales qui sont nombreuses sur le quartier. (En 2009, 45 % des ménages bénéficiaires de prestations sociales (CAF) sont des familles monoparentales)

FORMATION ET EMPLOI

Près de 50% des jeunes de 15 à 34 ans n'a aucun diplôme au moins égal au baccalauréat, et le taux de chômage atteignait 18 % en 2009. Plus de 70 % de la population relève de la catégorie des employés et ouvriers.

SUR LE PLAN URBAIN

Le quartier est doté de nombreux services : deux écoles, un lycée, un collège, une clinique et son service des urgences, la mairie annexe, un bureau de poste, une banque.

L'offre de loisirs est également importante à travers la présence d'équipements publics repérés par la population : une piscine, des cours de tennis, un gymnase, une bibliothèque, le centre social et le centre d'animation.

Le quartier est également pourvu de commerces répartis en deux pôles commerçants : boucher, boulangerie, pharmacie, épicerie, supérette, tabac presse. On notera également la tenue d'un marché le samedi matin.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Une démarche de résidentialisation s'est amorcée en partenariat avec la Ville et la Communauté urbaine de Bordeaux pour la période 2011-2016. A terme, ce sont 2 300 logements des 4 000 logements de la cité qui sont concernés.

Une étude pré-opérationnelle visant à redéfinir l'aménagement urbain et paysagé du parc arboré de 8 hectares est en cours. Cet espace est actuellement peu valorisé. Son réaménagement vise à valoriser les entrées de quartier, améliorer l'accessibilité des espaces verts afin d'en faire des lieux agréables et conviviaux.

On notera enfin la réflexion en cours sur la rénovation de la salle des fêtes. Cette démarche est lancée par la Ville et s'articule avec une forte demande des habitants et des structures étant intervenues sur le quartier lors du festival Evento en 2009. L'objectif est de valoriser l'opportunité que pourrait constituer la réouverture de la salle pour le quartier ainsi que pour la Ville de Bordeaux.

GUYANE



QUARTIER DE LA BP 134 (RÉMIRE MONTJOLY)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier de la BP 134, rebaptisé « résidence Arc en ciel » se situe sur la commune de Rémire Montjoly. Accessible depuis la RN 3, en amont du rond-point Vidal en empruntant le chemin Morne coco. D'après les estimations, le quartier compterait environ 300 familles (environ 2000 habitants), soit 7,8% de la population rémiroise qui compte aujourd'hui 19260 habitants. Le quartier correspond à l'émergence d'un village de personnes majoritairement d'origine étrangère « brésilienne », à partir de la mise à disposition d'un terrain du Conseil Général pour l'installation provisoire de 40 familles. Les premières installations datent de 1988. Un certificat d'occupation leur avait alors été provisoirement attribué. Le « village » est aujourd'hui excentré par rapport à l'évolution de la trame urbaine de Rémire, ce qui contribue à isoler la population et renforce le sentiment d'exclusion sociale. Sur la question du développement des infrastructures, nous pouvons noter un manque d'équipements tels que des établissements de soins médicaux, écoles maternelles et primaires, commerces... En 2006, la municipalité de Rémire Montjoly signe un CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) afin d'améliorer les conditions de vie des populations au sein des quartiers jugés prioritaires, dont le quartier BP 134, classé en priorité 1. Les habitants du quartier bénéficient des actions de l'Atelier Santé Ville (ASV) et du Programme de Réussite Éducative (PRE).

L'HABITAT

Il s'agit d'un quartier caractérisé par une urbanisation particulièrement anarchique où l'on trouve majoritairement des formes d'habitats spontanés souvent insalubres. Ces constructions sont majoritairement en bois et tôle, parfois édifiées avec des matériaux de récupération. Il n'existait jusqu'en 2006 aucune forme d'habitat social et/ou collectif sur le secteur, depuis, la Société Immobilière de Guyane (SIGUY) s'est engagée sur le territoire avec le programme de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI). La majorité des habitants sont propriétaires de leur logement. Plus de 50% de la population est installée dans le quartier depuis plus de 10 ans. La qualité des réseaux d'eau potable et d'eaux usées sont insuffisants voire inexistants, un véritable problème sanitaire pour la population. Aujourd'hui, seuls 47% des habitants de la BP 134 (hors nouvelles constructions) possèdent l'eau courante. Les bornes fontaines étant inexistantes, des systèmes de puits de récupération des eaux de pluie sont sommairement installés, de même que les systèmes de latrines. Par ailleurs, seuls 50% des habitants (hors nouvelles constructions) possèdent l'électricité. Les voies d'accès sont de qualité très médiocre, un constat qui s'aggrave en saison des pluies où les inondations sont fréquentes. Les routes ne possèdent pas de revêtement (goudron) et laissent la poussière envahir le quartier en saison sèche. Les ordures quant à elles s'accumulent car le ramassage des ordures est inexistant au sein de ce petit « village » totalement autonome. Enfin le quartier est très mal desservi par les transports publics puisque seuls les transports scolaires gérés par la Régie de transport de la commune le desservent.

LES HABITANTS

Les données d'ordre socio-économiques à l'échelle des quartiers prioritaires, comme le quartier de la BP 134 sont quasi inexistantes en Guyane, néanmoins, certains outils sont à notre disposition pour réaliser une étude suffisamment proche de la réalité territoriale. Selon une étude réalisée par le CRPV Guyane à l'échelle des IRIS (découpage par ilots mis en place par l'INSEE), ne concernant pas seulement le quartier de la BP 134 mais l'ensemble BP 134/ Morne Coco qui comprend plus de 3000 habitants, 55% des habitants ont moins de 30 ans (32 % ont moins de 14 ans et 23% ont entre 15 et 29 ans). Par ailleurs, 26 % de la population est d'origine étrangère et 6 à 10 % de la population a à charge 4 enfants ou plus de moins de 16 ans. Parmi les familles interrogées, 24% sont monoparentales, 2% ne perçoivent aucun revenu et 80% bénéficient de minima sociaux alors que le revenu net moyen de la commune de Rémire est le plus élevé de toutes les communes de Guyane, soit plus de 25 000.

FORMATION ET EMPLOI

A partir d'une enquête réalisée par le CED Guyane (bureau d'études) en 2008, il en ressort que seuls 10% de la population de la BP 134 ont une activité professionnelle. Parallèlement, 8% de la population du quartier est au chômage et perçoit une indemnisation. Selon les données de l'étude par IRIS, on dénombre 24% de chômeurs sur l'ensemble BP 134/Morne coco, contre 16,7% sur l'ensemble de la commune (soit près de 8 points supplémentaires) et 76% d'actifs.

La majorité des habitants du quartier n'est pas diplômée (plus de 40% contre 31% sur l'ensemble de la commune). De même, on comptabilise entre 40 et 50% de la population de 15 ans et plus ni scolarisée ni en détention d'un diplôme.

ACTIVITÉS ET COMMERCES

Le quartier de la BP 134 est un quartier où les activités commerciales sont très peu présentes. Officiellement, seule une épicerie est implantée au coeur du quartier, avec un très fort lien social puisque celle-ci faisait également office de dépôt postal. Aujourd'hui des boîtes aux lettres ont enfin été installées, mais le courrier n'est pas directement distribué par La Poste. En effet, celle-ci dépose le courrier à la Régie de quartier située aux Âmes claires, cette dernière se charge alors de la distribution du courrier aux habitants.

On trouve également plusieurs établissements religieux et associations dont la DAAC (Développement, Accompagnement, Animation Et Coopération), très impliquée dans la vie du quartier. Créée en 2000, la DAAC oeuvre pour lutter contre les discriminations, réduire les inégalités sociales et offrir des activités aux jeunes. Organisation très influente, la DAAC intervient dans des domaines variés dont la santé, l'éducation et la citoyenneté... Parallèlement, le quartier est également un réservoir d'activités informelles, non déclarées et non matérialisées (cf. rapport de l'ADIE sur le travail indépendant informel en Guyane - Mars 2009).

Par ailleurs, il n'existe aucun établissement scolaire, ni de professionnels de santé installés dans le quartier.

DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Au début des années 2000, la commune de Rémire Montjoly a décidé d'intervenir sur le quartier. Dès 2007, le programme de RHI (Résorption de l'Habitat Insalubre) est lancé et prévoit une véritable mutation de l'actuel quartier de la BP 134. Porté par l'État, la municipalité et la SIGUY, cette opération d'envergure, première opération de RHI intégrant le relogement in situ et l'intégration de population extérieure, prévoit la construction de 123 logements dont 102 en location et 21 en accession à la propriété. Des équipements publics et de proximité seront également intégrés. L'enjeu principal est de favoriser l'intégration de ce quartier aujourd'hui enclavé et marginalisé et créer une certaine homogénéité de l'ensemble communal.

Les objectifs de la RHI :

1. Améliorer les conditions de vie de la population concernée.
2. Résorber les problèmes d'insalubrité des logements et de sécurité pour les habitants.
3. Prévoir la réfection de l'ensemble des réseaux et voiries
4. Améliorer l'accessibilité (désenclavement) et la circulation interne dans le quartier.
5. Construire de nouveaux logements pour les habitants occupant des constructions insalubres irrémédiables.
6. Mettre en place des équipements publics structurants : maison de quartier, terrain de football, place publique...

Aujourd'hui, la réhabilitation du quartier a d'ores et déjà débuté : certaines constructions sont sorties de terre, d'autres inoccupées ou jugées trop insalubres ont été détruites. Tous ces nouveaux logements possèdent eau et électricité.

Même si les nouveaux occupants de ces nouvelles constructions sont majoritairement des habitants de la BP 134, d'autres personnes extérieures sont arrivées augmentant ainsi le nombre d'habitants du quartier.

LOIRE



LE GRAND-PONT (RIVE-DE-GIER)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

La commune de Rive-de-Gier, située en fond de vallée, au sud de l'agglomération de Saint-Étienne Métropole, comptabilisait 14 678 habitants en 2006. Plus largement, le quartier appartient à l'unité urbaine de Saint-Étienne qui regroupe 375 470 personnes. Le quartier Le Grand-Pont compte 1 752 habitants.

Le Grand-Pont, Zone Urbaine Sensible (ZUS), est un quartier en catégorie 1 au titre de la Politique de la ville. Il fait partie du territoire sur lequel est mis en œuvre le plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi du Pays de Gier. Il fait également partie du territoire d'intervention de l'atelier Santé ville de l'Agglomération de Saint-Étienne et du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. Il bénéficie des actions du Programme de réussite éducative communal et d'une antenne communale de la Mission locale Gier-Pilat et fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine.

Situé à l'extrémité ouest de la ville de Rive-de-Gier, le quartier du Grand Pont est en pente douce et jouit de la proximité de versants boisés et des plateaux agricoles du Pilat, ainsi que de la proximité de l'échangeur de l'A7 et de la gare SNCF de Rive-de-Gier.

L'HABITAT

Le taux de locataires HLM s'élève à 71,6% fin 2009 contre 16,5% pour l'unité urbaine. Pour ce quartier, les employés et les ouvriers sont les catégories socioprofessionnelles les plus représentées (87,8% pour 66,5% dans l'unité urbaine).

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine, 218 logements sociaux vont être démolis, et la reconstruction selon la règle du « 1 pour 1 » se fera sur l'ensemble de la commune et du bassin de vie. Il est prévu la construction d'une zone pavillonnaire de 80 villas. Les logements sociaux ne faisant pas l'objet de démolition seront réhabilités par le bailleur social et leurs façades seront retravaillées afin de les embellir et d'améliorer l'isolation des bâtiments. Cela traduit la volonté de la mairie de ne pas faire un « quartier à deux vitesses ».

LES HABITANTS

Parmi les habitants du Grand Pont, 28,1% sont des étrangers (contre 15,9% sur l'ensemble de la commune). 45,1% des ménages vivant au Grand Pont y sont installés depuis moins de 5 ans, c'est une part équivalente à celle du reste de l'unité urbaine.

Le taux de famille monoparentale avec des jeunes enfants est relativement faible, même moins élevé que dans le reste de l'unité urbaine (2,6% contre 3,2%).

On relève un indicateur de jeunesse de 1,6% contre 0,18% pour l'unité urbaine et plus de 25% des habitants a moins de 25 ans.

FORMATION ET EMPLOI

27,3% des habitants font partie de la catégorie statistique de la population à bas revenu alors qu'à l'échelle de l'unité urbaine, seul 8,5 % sont concernés.

87 personnes du Grand Pont touchent le Revenu de Solidarité Active (11 389 dans l'unité urbaine) et 59 perçoivent l'Allocation Adule Handicapé (8296 dans l'unité urbaine).

66,1% des jeunes adultes du quartier sont sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat, contre 47% des jeunes de l'unité urbaine.

14,2% des habitants sont en demande d'emploi contre 10,5% dans le reste de la commune. Selon l'enquête INSEE Rhône-Alpes de décembre 2009 sur l'observation locale des problèmes sociaux¹, Rive-de-Gier se caractérise par la présence sur l'intégralité de son territoire des trois types de précarité : la précarité monétaire, la précarité des familles en difficulté et la précarité liée à l'emploi. Le quartier du Grand Pont se démarque du reste de la commune en ce sens qu'il cumule les trois types de précarité.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le quartier est très bien pourvu en équipement de toute nature : sportif, scolaire, religieux, sanitaire, commercial. Une salle polyvalente et un centre social complètent ce panorama. C'est un quartier familial : certaines personnes reviennent habiter auprès de leurs parents, dans le quartier de leur enfance. Le quartier n'a pas été touché par les émeutes de 2005. Le centre commercial se situe au cœur d'un ensemble dit « bâtiment en U » qui va être démolit durant l'hiver 2011-2012. Le projet prévoit son transfert définitif en rez-de-chaussée d'immeubles prochainement construits. Le projet prévoit également des emplacements pour d'autres commerces. De plus, le centre social sera agrandi.

NORD



FIVES (LILLE)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Fives est l'un des onze quartiers de la ville de Lille, situé à l'est de la ville et limitrophe des communes de Lezennes, Hellemmes, Mons en Baroeul. C'est un quartier qui compte environ 19000 habitants. Géographiquement très proche du centre ville de Lille et bien desservi par une ligne de métro (3 stations dans le quartier), Fives est néanmoins séparé du centre de Lille par la voie de chemin de fer et par la voie rapide urbaine.

Fives est un quartier populaire de tradition industrielle (mécanique, textile) qui a subi de plein fouet la récession économique des années 1970. La présence importante de friches industrielle rappelle une vie ouvrière qui fut très riche. Aujourd'hui le réaménagement des friches est au cœur des préoccupations.

L'HABITAT

Fives concentre un habitat ouvrier ancien (Courées). L'habitat est majoritairement locatif, notamment dans le parc privé (66,1% du parc). La requalification urbaine du quartier vise la construction de nouveaux logements et la réhabilitation d'habitat ancien. Le parc privé n'est pas toujours rénové, voire parfois insalubre.

Les nouveaux logements déjà créés dans le cadre de la création de la place de Fives sont inaccessibles à bon nombre d'habitants.

LES HABITANTS

La précarité sur le quartier est de plus en plus importante. 43% des allocataires CAF sont bénéficiaires du RSA en 2010 (contre 29% sur la ville de Lille), ce taux atteint 46% dans la partie Nord du quartier (où le centre social est implanté).

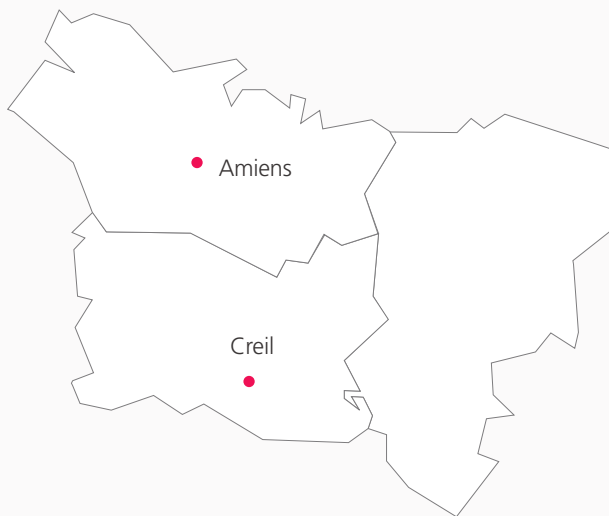
La population active est principalement employée (18,3%) et ouvrière (14,5%)
19% de la population a entre 0 et 14 ans ; 8% entre 11 et 17 ans et 17% entre 18 et 24 ans ; Soit 44% de la population qui a moins de 25 ans.

Les habitants et partenaires font le constat d'une économie parallèle de plus en plus visible, notamment dans les parcs publics.

Le tissu associatif est très riche, dense, mais il souffre d'un manque de coordination et de cohérence.

PICARDIE

(SOMME ET OISE)



ÉTOUVIE (AMIENS)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Second quartier de la ville d'Amiens en termes de population, Étouvie regroupe 8 530 habitants en 2009, soit un peu plus de 6% des habitants de la capitale picarde.

Classé en Zone Urbaine Sensible (ZUS), Étouvie bénéficie, depuis 2007, du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) d'Amiens Métropole et bénéficie de nombreux dispositifs de la Politique de la Ville : Mission Locale, une Équipe Emploi Insertion (EEI) et un Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) porté par Amiens Métropole, un Atelier Santé Ville, un Contrat Local de Sécurité, une Maison de la Justice et du Droit (MJD), un Projet de Réussite Educative porté par la ville d'Amiens. En 2008, la Municipalité a également créé une Maison de l'Égalité, laquelle intervient sur tous les champs de l'Égalité et de la Lutte contre les discriminations en appui aux acteurs et donc à ceux de la Politique de la ville. Un Projet Educatif Global a également vu le jour, ainsi qu'un fonds de participation des habitants, un Conseil des jeunes et des seniors. Étouvie est en Politique de la ville depuis 1983 et a intégré, en 2005, le Programme National de Rénovation Urbaine financé en majeure partie par l'ANRU.

L'HABITAT

Étouvie présente un parc de près de 3000 logements, qui sont majoritairement des logements locatifs aidés en collectif, propriétés exclusives de la Société Immobilière Picardie (SIP). Les logements de plus de quatre pièces sont particulièrement nombreux, puisqu'ils

représentent 43% du parc. 38 maisons ont été construites en accession à la propriété par la Société coopérative HLM.

Situé à cinq kilomètres du centre-ville, le quartier d'Étouvie est desservi par deux lignes de bus dont la circulation est limitée en soirée. Ametis (Transport en commun de l'agglomération Amiénoise) gère le réseau de lignes de transports scolaires sur l'ensemble de la Métropole, dont deux desservent le quartier.

LES HABITANTS

La population d'Étouvie comprend près de 40% de jeunes de moins de 20 ans, contre 26% à l'échelle de la ville. L'indice de jeunesse sur le quartier est de 4,5, alors qu'il est de 1,4% à l'échelle de la Ville (fin 2008). Les jeunes sont ainsi près de cinq fois plus nombreux que les plus de 60 ans, qui représentent 8,5% de la population du quartier.

A la fin 2009, la moitié des ménages étaient installés depuis moins de 5 ans sur le quartier, ce qui révèle une relative mobilité résidentielle. A cette même période, on enregistrait 10% de familles monoparentales avec de jeunes enfants, contre 4,6% à l'échelle de la ville. Enfin, 8,6% des ménages étouviens contre 2,7% des ménages amiénois étaient composés d'au moins 6 personnes.

La proportion d'habitants d'origine étrangère est relativement faible (près de 6%), contre 4,4% à l'échelle de la commune et 2,9% à l'échelle du département de la Somme.

REVENUS

Un peu plus de 27% de la population du quartier reçoit les allocations familiales, soit près d'un tiers de la population étouvienne. Ce taux est proche de celui rapporté à l'échelle de la ville, mais c'est au niveau des typologies d'allocataires que la comparaison est intéressante. En effet, alors que 25,5% des allocataires de la Caf résidant sur le quartier d'Étouvie sont des familles monoparentales, seuls 14,8% des habitants d'Amiens rejoignent cette catégorie de ménages. 37% des allocataires Caf sur Étouvie sont des personnes seules alors que, sur Amiens, cette catégorie est représentée par 54% des allocataires. L'autre taux dégageant des tendances fortes est celui des couples avec enfant, qui concerne près de 30% des allocataires Caf de la ZUS Étouvie et 23,7% des habitants d'Amiens par ailleurs. 11,6% des habitants touchent le Revenu de Solidarité Active contre à peine 6% à l'échelle de la ville.

Le revenu médian par unité de consommation des habitants de la ZUS était en 2009 de 7 361€, quand il atteignait plus du double à l'échelle de la ville, puisqu'il était de 15 620€. La population à bas revenu représentait en 2009, 38,4% de la population d'Étouvie contre 14,1% à l'échelle de la ville.

EMPLOI ET FORMATION

Début 2007, l'Insee comptabilisait 90,3% de la population active occupée d'employés et d'ouvriers contre 60% à l'échelle d'Amiens.

Les jeunes adultes sans diplôme, de niveau au moins égal au baccalauréat représentaient 79,6 % de la population début 2007 contre 38,8% pour la ville d'Amiens.

Le taux de chômage de ce quartier est relativement élevé : fin 2009, plus de 30% des ménages d'Étouvie étaient concernés par une allocation chômage, dont plus de la moitié avaient entre 16 et 25 ans.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le quartier est pourvu d'une zone commerciale, « Les Coursives », qui se situe au rez-de-chaussée d'une importante barre d'immeubles et d'un parc d'entreprises se composant de bureaux et d'entrepôts de différents secteurs. « Les Coursives » comprennent de nombreux commerces et services (supermarché, boucherie, un prêt-à-porter, pharmacie, banques, cabinet médical et para-médical, un salon de coiffure, bar PMU, CPAM, kinésithérapeute, boulangeries, tabac presse). Récemment, un point d'information Jeunesse (PIJ) y a ouvert ses portes avec une mise à disposition d'ordinateurs pour les jeunes. Les Coursives comportent également une bibliothèque, une poste et un poste de police. Les services publics de quartier (SPQ) et le service Politique de la ville y ont récemment été démenagés pour être installés au cœur de la Zone d'Activités de Montières.

Le tissu associatif d'Étouvie est dynamique : avec le centre social et culturel qui existe depuis mai 1973, agissent des associations d'accompagnement à la scolarité, des associations sportives (A.S.C. Boxe Française), de musique (Prolifik records), de prévention (APAP) et de lutte contre l'exclusion. Une action de promotion du dépistage organisé du cancer du sein auprès des femmes du quartier a inspiré la démarche d'Atelier Santé Ville de la municipalité d'Amiens qui tente désormais de la développer sur l'ensemble des territoires prioritaires du CUCS avec l'appui des partenaires.

PLATEAU ROUHER (CREIL)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier Plateau Rouher regroupe près de 12 000 habitants, ce qui représente environ 35% de la population de Creil estimée à près 35 000 habitants. De tradition industrielle (production de faïence depuis le 19^e siècle), la ville de Creil revendique son histoire ouvrière et sa diversité culturelle avec près de 107 nationalités issues des immigrations successives. Classé en quartier « Habitat et Vie Sociale » dès 1981, le Plateau Rouher est aujourd'hui en Zone Urbaine Sensible (ZUS) ainsi qu'en Zone Franche Urbaine (ZFU). Après avoir bénéficié d'un Contrat de ville sur la période 2000-2006, le quartier fait l'objet d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) depuis 2007. Le quartier est également en rénovation urbaine, puisqu'une convention ANRU a été signée en septembre 2007. La Ville bénéficie par ailleurs de la Dotation de Développement Urbain (DDU).

Concernant les dispositifs que la ville met en œuvre, il y a, sur la thématique Emploi, une mission locale (ML) ainsi qu'un Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE), lequel s'applique à l'ensemble de l'agglomération creilloise. Sur la thématique Prévention/Sécurité, la Ville est signataire d'un Contrat Local Sécurité (CLS), lequel a intégré la stratégie inter-communale de prévention de la délinquance et de la sécurité. Sur la thématique Education, la Ville fait l'objet d'un Programme de Réussite éducative (PRE). Enfin, et parce qu'un des problèmes prioritaires du bassin creillois reste sa couverture en matière de soins, Creil s'est récemment engagée dans une démarche d'Atelier Santé Ville (ASV), depuis le mois de juin 2011.

L'HABITAT

Situé au Sud-Ouest de la ville, sur un plateau qui domine la vallée de l'Oise et le centre-ville, d'où son nom, le Plateau Rouher a pour l'essentiel été construit durant les années 60 sous

la forme d'immeubles collectifs sociaux gérés par différents bailleurs HLM (urbanismes de barres et de tours).

Trois bailleurs sociaux interviennent sur le Quartier Rouher : Oise Habitat, Logement francilien et la Société HLM du département de l'Oise. Sur les 4 076 logements que compte le Plateau Rouher, 82% sont des logements collectifs (données INSEE, mars 2011). Il s'agit d'un habitat de type social et de copropriétés. 63,1% des logements sont des HLM et 86,5 % ont plus de trente ans, c'est-à-dire qu'ils datent de l'époque de la construction du Quartier Rouher. On distingue l'existence d'une ancienne cité-jardin datant des années 30 (le Parc Rouher), d'un ensemble de pavillons en accession datant des années 50 (cité Jean Biondi) et d'une importante copropriété de 1 000 logements (La Roseraie). Parmi les 83,8% de ménages locataires, près de 67% sont en HLM.

Le quartier n'étant pas suffisamment bien desservi du reste de la ville, notamment pour les piétons (trois lignes de bus depuis la gare), le PRU prévoit une passerelle d'aménagement.

LES HABITANTS

La population du quartier est relativement jeune : près de 45% des habitants ont entre 25 et 59 ans, un peu plus de 27% se situent sur la tranche d'âge 0-14 ans et près de 17,5% sur celle des 15-24. L'indice de jeunesse est de 3,5, ce qui signifie que les jeunes sont près de 4 fois plus nombreux que les plus de 60 ans.

Fin 2009, le Plateau Rouher enregistre 13,6% de ménages d'au moins 6 personnes et 5,4% de familles monoparentales avec de jeunes enfants. 27% de la population du quartier est étrangère contre 16% à l'échelle de l'agglomération (c'est presque la même proportion que l'Île-de-France) et 6,8% à celle du département. (2006)

REVENUS

Comparativement au département de l'Oise, près de 23% de la population de Creil bénéficie des allocations familiales, dont près de la moitié résident sur le Plateau Rouher. Moins de 10% de la population du Plateau touche le Revenu de Solidarité Active (RSA) et moins de 8%, la CMU.

Le revenu médian du quartier par unité de consommation était de 8 014€ en 2009 (il était de 11 141€ pour la ville et de près de 20 000€ pour le département). 33,5% de la population du Plateau Rouher est une population à bas revenu. Au début de l'année 2009, on comptait 48,5% des ménages installés depuis moins de cinq ans, ce qui révèle une relative mobilité résidentielle.

EMPLOI ET FORMATION

Concernant la formation, un peu plus de 70% des jeunes adultes sont sans diplôme de niveau égal au moins au baccalauréat (données début 2007), et 19,5% des habitants du quartier sont sans formation ni qualification. Près de 58% n'ont aucun diplôme ou sont de niveau inférieur au BAC, près de 9% ont un niveau BAC et environ 7% ont un niveau BAC+2 et plus.

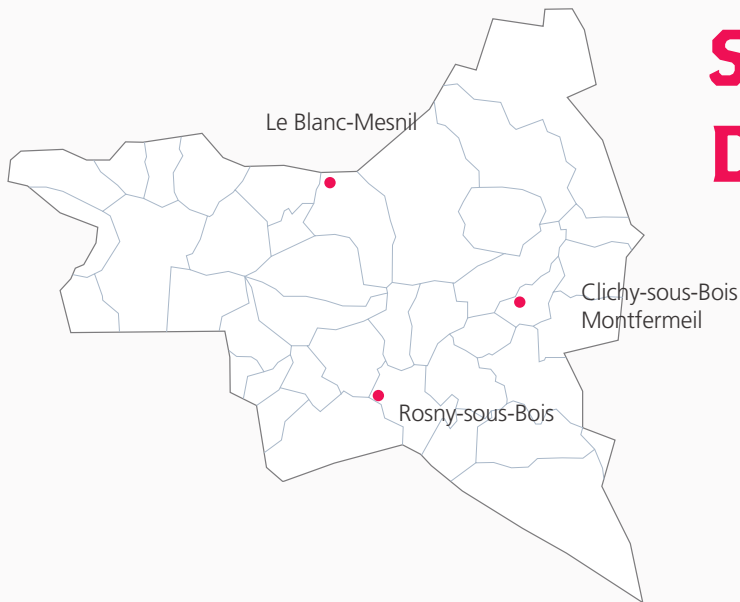
Au niveau de l'emploi, la population active (41%), qui travaille de plus en plus hors de l'agglomération, est majoritairement constituée d'employés et d'ouvriers (82% de la population active du quartier début 2007). 27% des ménages du Plateau Rouher sont concernés par une allocation chômage. Près de 30 % des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont au chômage de longue durée.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Sur le plan urbain, le quartier compte un espace commercial comportant 28 commerces et services de proximité : pharmacie, laboratoire d'analyse, poste, boutique de téléphonie, bar PMU, tabac/presse, coiffeur, boulangeries, boucheries, alimentation générale...

Le tissu associatif est plutôt dynamique, notamment dans le champ de la Médiation sociale et interculturelle (accès aux droits, santé, prévention, lien social, etc.) Le Centre social Georges Brassens qui existe depuis 1985 sera déplacé dans le cadre du PRU. Une maison des associations existe aussi sur le quartier, mais elle est plutôt connue des professionnels que des habitants.

SEINE- SAINT- DENIS



LE GRAND ENSEMBLE (CLICHY-SOUS-BOIS ET MONTFERMEIL)

Ce quartier regroupe plus de 28000 habitants. La population est très majoritairement étrangère ou immigrée (82 % au recensement 2006) et l'une des problématiques de ce territoire est la non maîtrise de la langue française par plus de la moitié de la population.

L'HABITAT

L'habitat est marqué par le poids important des logements collectifs (76% sur l'ensemble du territoire communal) mais avec une prépondérance des grandes copropriétés d'immeubles collectifs qui représentent 46% du nombre total des logements clichois contre 30 % pour les logements sociaux collectifs et 24 % pour le tissu pavillonnaire.

La part des locataires est de 72%, dont la moitié vit en logement social public.

Le Grand Ensemble est un quartier enclavé puisqu'il faut en moyenne 1 h 30 pour aller vers les pôles d'activité (Paris, Roissy, Marne la Vallée) en transport en commun. Les projets de tramway sont à l'horizon de 2015, tandis que le métro du Grand Paris est à l'horizon 2025.

Une importante opération de rénovation urbaine est en cours qui concerne la démolition de 1 700 logements, la reconstruction de 2000 logements et la réhabilitation de 1800 logements sociaux.

LES HABITANTS

La population est très jeune puisque l'indicateur de jeunesse est de 4,3. Cela signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont 4,3 fois plus nombreux que les personnes de 65 ans et plus. Cet indicateur de jeunesse est de 2,7 pour la Seine-Saint-Denis.

La part des ménages installés depuis moins de 5 ans est de 52 %, ce qui est relativement important.

Les familles de 6 personnes et plus représentent 17 % de la population.

REVENUS

Le revenu médian dans le quartier s'établit à 8 300 € par unité de consommation, c'est-à-dire un revenu médian inférieur à celui du département. Les écarts de revenus restent assez faibles puisque 25 % de la population gagne moins de 4 500 € par an et les 25 % les plus riches gagnent plus de 13 500 €, soit moins que le revenu médian départemental (15 000 €). La part de la population à bas revenus en 2009 est de 33 %.

Le taux de bénéficiaires de minima sociaux, d'après les données de la CAF en 2009, est de 38.4 % contre 32 % pour la ville et le taux de familles bénéficiaires du RSA est de 30,4 % alors qu'il est de 25.9 % pour la ville.

FORMATION/EMPLOI

Près de 70 % des jeunes de 15 à 34 ans n'a aucun diplôme au moins égal au baccalauréat, et la part des ménages concernés par une allocation de chômage atteignait 26 % en 2009. 82 % de la population relève de la catégorie des employés et ouvriers. Le chômage s'élève à plus de 50 % chez les moins de 25 ans.

LE TISSU ASSOCIATIF

Le Grand Ensemble est riche en tissu associatif : associations de médiation sociale et culturelle, trois associations de soutien scolaire, association de soutien et d'accès aux droits pour les immigrés, associations sportives, association d'accompagnement des adolescents, Régie de quartier, centre social intercommunal, associations communautaires, etc.

LE PRÉ-GENTIL (ROSNY-SOUS-BOIS)

Le Pré-Gentil est un quartier de 7 000 habitants, dans une ville de 41 000 habitants.

Il n'est pas en Zone Urbaine Sensible, compte tenu des caractéristiques socioéconomiques de la population, assez mixte au regard des moyennes nationales, mais il a été retenu comme quartier prioritaire par la Ville, signataire d'un premier contrat de ville en 2000 et d'un CUCS en 2007. En effet, par rapport à la commune, ce quartier présente de nombreux indicateurs de précarité.

L'HABITAT

C'est un quartier composé d'une zone pavillonnaire étendue à proximité du centre ville et d'une zone d'habitats collectifs à la limite de la ville de Neuilly-Plaisance. Les logements sociaux sont gérés principalement par deux bailleurs : l'Oph93 et Logirep.

Il est desservi par un bus qui relie le centre ville et les deux gares RER ainsi que par une autre ligne de bus, le TITUS, reliant les différents quartiers de la commune.

De fait, le quartier pris dans son ensemble est relativement mixte, avec des risques néanmoins de micro-spécialisation de ses différentes composantes : la zone pavillonnaire, les logements collectifs, la cité du Bois d'Avron dite « Casanova ».

LES HABITANTS

Près de 60% des habitants sont locataires dont près de 80% en logement social, les HLM représentent 44% des logements (16% pour la ville). Le quartier connaît encore une mobilité résidentielle moyenne. Le taux de bénéficiaires de minima sociaux, d'après les données de la CAF en 2009, est de 25,9% contre 23,4% pour la ville et le taux de familles bénéficiaires du RSA est de 21,3% alors qu'il est de 15,8% pour la ville.

La population est relativement âgée puisque l'indicateur de jeunesse est de 1,9, ce qui signifie que la population des jeunes de moins de 18 ans est environ deux fois plus nombreuse que les personnes de 65 ans et plus.

REVENUS

Le revenu médian dans le quartier s'établit à 15 000€ par unité de consommation (il est de 17 250€ pour la ville), c'est-à-dire qu'il est équivalent à celui du département. Mais les écarts sont importants puisque 25 % de la population gagne moins de 8 000€ par an tandis que 25% gagnent plus de 25 500€. De fait, la part de la population à bas revenus en 2009 est de 16,5%.

Par rapport à son environnement, le revenu moyen des habitants est inférieur de 30%.

La part des ménages installés depuis moins de 5 ans est de 37%, ce qui est relativement important.

Les familles monoparentales représentent 5% des ménages et les familles de 6 personnes et plus, 7%. Les familles étrangères représentent 17 % de la population, chiffre très inférieur à la moyenne départementale (22 %).

FORMATION ET EMPLOI

Près de 50% des jeunes de 15 à 34 ans n'a aucun diplôme au moins égal au baccalauréat et le taux de chômage atteignait 18% en 2009. 60% de la population relève de la catégorie des employés et ouvriers.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Sur le plan urbain, c'est un quartier où les commerces de proximité ont du mal à survivre. Quatorze mois après l'incendie du bureau annexe, durant les émeutes de novembre 2005, la Poste s'est réinstallée en 2007 sous la forme d'une agence postale communale, intégrée dans les locaux du centre social.

Un marché forain et un terrain de proximité ont également vu le jour. Et depuis un an, une coordinatrice de quartier organise des démarches de Gestion urbaine de proximité (Gup) sur la cité du Bois d'Avron et l'iris du Pré-Gentil.

Enfin, depuis le mois de septembre 2011 la ville a installé un conseil de quartier, il s'agit du troisième sur la commune.

LES TILLEULS (LE BLANC-MESNIL)

L'ensemble des Tilleuls comprend 2 752 logements partagés par trois bailleurs : Vilogia (qui a repris les logements d'Icade patrimoine au 1^{er} janvier 2009), France Habitation et Domaxis/Pax Progrès Palas sur l'ancien patrimoine de la Société Nationale Immobilière. Les Tilleuls sont marqués par une cohabitation de résidents intégrés à la vie sociale et locale et de résidents non intégrés.

Le patrimoine de Vilogia est affecté par le projet de renouvellement urbain en cours de réalisation. Concernant le patrimoine de France Habitation, la réhabilitation a été poursuivie par le réaménagement complet des espaces extérieurs et par des travaux de résidentialisation qui se sont achevés en 2004.

L'amélioration de l'entretien et de la gestion de proximité reste à travailler avec le bailleur.

L'HABITAT

Au total, 86 % de la population est locataire, 72 % habitant en logement social public. La part des ménages installés depuis moins de 5 ans est de 40 %, ce qui est un chiffre supérieur à la moyenne départementale (33 %). Le taux de bénéficiaires de minima sociaux, d'après les données de la CAF en 2009, est de 22.2 % contre 24.5 % pour la ville et le taux de familles bénéficiaires du RSA est de 19.4 % alors qu'il est de 18 % pour la ville.

C'est un quartier en ZUS. Mais la ZUS comprenant tous les quartiers Nord du Blanc-Mesnil, les chiffres qui suivent concernent la ZUS, et non seulement le secteur des Tilleuls, qui représentent 75 % de l'ensemble des logements.

Les quartiers Nord comprennent 14 000 habitants dans une ville de 62 000 habitants.

LES HABITANTS

C'est une population jeune : l'indicateur de jeunesse est de 4,1. Cela signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont 4 fois plus nombreux que les personnes de 65 ans et plus. Cet indicateur de jeunesse est de 2,7 pour la Seine-Saint-Denis.

REVENUS

C'est une population relativement pauvre, avec des indicateurs très proches de ceux du département : le revenu médian dans le quartier s'élève à 11 000 € par unité de consommation, c'est-à-dire un revenu médian inférieur à celui du département. Mais les écarts restent assez faibles puisque 25 % de la population gagne moins de 6 700 € par an et les 25 % les plus riches gagnent plus de 16 500 €, soit plus que le revenu médian départemental. La part de la population à bas revenus en 2009 est de 20 %.

Par rapport à son environnement, le revenu moyen des habitants est inférieur de 20 %.

La population étrangère représentait en 1999 23 % de la population. Les familles de 6 personnes et plus représentent 13 % de la population.

EMPLOI ET FORMATION

Près de 60% des jeunes de 15 à 34 ans n'a aucun diplôme au moins égal au baccalauréat et la part des ménages concernés par une allocation de chômage atteignait 25 % en 2009. 80% de la population relève de la catégorie des employés et ouvriers.

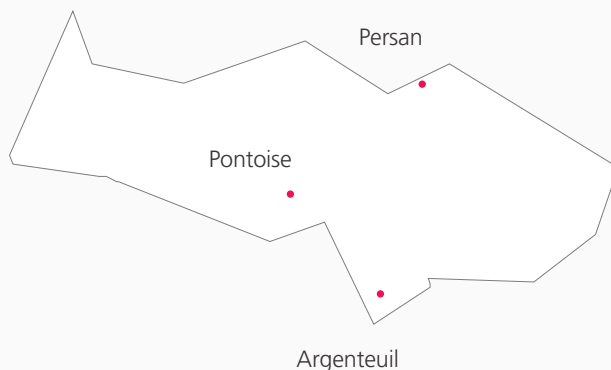
LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Le quartier bénéficie d'une bonne desserte commerciale de proximité, avec l'ouverture récente des Halles d'Auchan. Par contre, le centre commercial, avec ses boutiques en plein centre de la cité des Tilleuls du Blanc-Mesnil, est aujourd'hui déserté.

Un équipement pour les jeunes (terrain de jeux de proximité) dans le cadre des projets de quartiers sensibles a été réalisé.

C'est un quartier qui a été marqué par les émeutes urbaines et qui connaît de nombreux affrontements entre bandes de jeunes.

VAL D'OISE



LES LOUVRAIS (PONTOISE)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier des Louvrais, situé à l'extrémité Nord de Pontoise, est limitrophe de la ville d'Osny. Il compte, en incluant la frange de quartier dit Hôpital, 6500 habitants, pour une population totale de la Ville de Pontoise s'établissant à 31 281 habitants, ce qui fait de ce quartier l'un des plus densément peuplés de la commune.

Il n'est pas classé comme ZUS, mais est couvert par un CUCS intercommunal, signé en 2007, et qui a fait suite à un Contrat de ville également à rayonnement intercommunal. Le quartier fut en 1998 un des sites du département en Contrat de Développement Urbain ; une GUP est en cours depuis 2011.

Ce quartier, de 49 hectares, créé dans les années 1960, est constitué d'habitations individuelles et collectives et, est parsemé d'espaces verts. Il est séparé en deux zones par l'avenue Rédouane Bougara, sur un plateau dominant la ville de Pontoise.

L'HABITAT

Le quartier compte 2 626 logements, pour 304 logements individuels pour 2 322 collectifs. Plus de 8 bailleurs sociaux se répartissent le parc social local, les deux plus importants étant le Logis Social et France Habitation. L'habitat collectif est largement dominant.

Le taux de logement social du quartier avoisine les 23%. Il est supérieur à la moyenne enregistrée sur l'ensemble de la commune.

Les propriétaires et locataires des Louvrais vivent, majoritairement, dans le même logement depuis 5 ans, tandis que les nouveaux arrivants proviennent en grande partie de la commune ou d'une commune valdoisienne.

Les habitants du quartier représentent, donc, une population stable et ancrée.

Le quartier est desservi par des lignes de bus et se trouve assez éloigné de la première gare RER/Transilien, situé dans le centre ville de Pontoise. La desserte en transports en

commun est ainsi limité, certains habitants regrettant notamment des fréquences de bus trop réduites les week-end.

LES HABITANTS

La population du quartier est en grande partie jeune avec environ 23% de moins de 18 ans, 12% de 18-24 ans et 20% de 25-39 ans. Par ailleurs, 20% de la population a plus de 60 ans. Une analyse par genre montre que les femmes sont légèrement majoritaires sur le quartier (55%). La part de familles monoparentales sur la quartier s'établit à 17%. La part de population étrangère est par ailleurs de 15% sur le quartier, pour une moyenne départementale de 11%.

REVENUS ET EMPLOI

Le revenu moyen des ménages habitant les Louvrais s'établit à 30 038 €, tandis que ce chiffre attend 32 044 € pour Pontoise. La différence de moyenne est donc faible, mais il faut souligner les importants écarts de revenus au sein de la population du quartier puisque le revenu des 10% des ménages les plus pauvres est de 12 318 € alors que le celui des 10% des plus riches est de 50 895 €.

Les trois catégories socioprofessionnelles les plus représentées dans le quartier sont : les ouvriers (25%), les retraités (19%) et les professions intermédiaires (18%).

Le nombre d'allocataires de minima sociaux ont été, ces dernières années, en légère augmentation. Plus des deux tiers des allocataires sont des ménages avec enfants, avec un tiers de familles monoparentales. Les difficultés sociales et économiques sont ainsi permanentes voire grandissantes pour une partie des ménages du quartier.

Le taux de chômage des actifs du quartier s'établissait, en 2009, à 30%, tandis qu'à l'échelle de la ville, ce taux s'établit à moins de 12%. L'écart de l'emploi entre le quartier et la ville est donc important et significatif.

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Au niveau des infrastructures, des équipements et des services, le quartier est pourvu de 2 écoles maternelles, 2 écoles primaires, d'un collège, d'un lycée ainsi que d'un institut de formation d'infirmiers. Durant l'année scolaire 2009/2010, le nombre d'élèves total, dans l'ensemble de ces établissements, s'élevait à 3067 élèves.

Le quartier bénéficie d'un maillage dense de structures d'animation sociale et culturelle comprenant un centre social, un théâtre, une bibliothèque annexe, une école de musique associative, une équipe d'éducateurs de prévention spécialisée « La Sauvegarde », une cafétéria associative, un FJT, un espace musical géré par une association de jeunes et la Sauvegarde.

Les Louvrais disposent également d'infrastructures sportives et de loisirs avec un centre de loisirs municipal, une piscine, un gymnase, des terrains multisports et plusieurs aires de jeux. Le quartier dispose, enfin, de commerces de proximité et de services, ainsi que d'un hypermarché à sa bordure, situé sur la commune voisine d'Osny. Malgré la présence de cette grande surface, un regain commercial se ressent sur le quartier depuis quelques années avec l'ouverture de 3 petits commerces sur un pôle commercial local.

Des professions libérales sont également implantées aux Louvrais et, notamment, des médecins et infirmiers du fait de la proximité de l'hôpital situé en lisière de quartier. Le Centre Leclerc, la Clinique Sainte Marie (implantée sur la commune d'Osny) ainsi que l'hôpital régional sont les trois plus importants pourvoyeurs d'emploi du quartier.

LE VILLAGE (PERSAN)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier du Village de Persan compte 4500 habitants pour une population totale sur la commune d'un peu plus de 10 000 habitants.

Le quartier, situé en cœur de ville, est classé ZUS et ZRU. Il est couvert par un CUCS, qui comprend également deux quartiers supplémentaires de la ville. Sur la ville se déploient aussi une zone d'éducation prioritaire et un réseau d'éducation prioritaire couvrant quatre écoles maternelles, quatre écoles primaires et un collège.

L'HABITAT

La ville de Persan compte 3 600 logements, dont 44% de logements sociaux. Ainsi, les habitants de la ville sont plus souvent locataires que propriétaires (62% contre 35%) et, en grande majorité, locataires du parc social. Sur le quartier du Village, le taux de locataires HLM atteint 85%, avec une majorité d'habitat collectif.

Enfin, la part des ménages installés depuis moins de cinq ans dans le quartier représente 57,8% des ménages, ce chiffre se situant à 48,2% pour l'ensemble des ménages locataires HLM de l'ensemble de l'unité urbaine de Persan-Beaumont s/Oise (UU Persan-Beaumont). Quatre bailleurs sociaux se répartissent le parc social du quartier : Opievoy, Valestis, La Sablière et Emmaüs.

Le quartier est desservi par une gare SNCF (Transilien) qui rejoint, notamment, Paris en 40 minutes.

Au plan urbain, le quartier du Village n'est composé que de petits immeubles. Il est par ailleurs situé en lisière du centre ville et comprend un petit centre commercial, ainsi qu'un marché couvert, marché couvert qui a un rayonnement sur l'ensemble de la communauté de communes.

LES HABITANTS, REVENUS, EMPLOI ET FORMATION

En ce qui concerne les caractéristiques de la composition familiale, la part de familles monoparentales s'établit à plus de 20% (UU Persan-Beaumont : 14%).

La part des familles étrangères est de 15%, et donc légèrement supérieure à la moyenne départementale (13%).

Les employés et ouvriers représentent les catégories socioprofessionnelles majoritaires, soit 85 % de la population active (UU Persan-Beaumont : 64%).

Enfin, le taux d'activité des 25-64 ans s'établit à 73%, quand il s'élève à 81 % pour l'unité urbaine.

Le nombre d'habitants (du quartier du Village) bénéficiant des minima sociaux s'élève à 928, soit 27 % de la population totale du quartier. L'indicateur de jeunesse sur le quartier s'élève à 3,04, quand celui de l'unité urbaine de Persan-Beaumont s/Oise est de 2,03.

Toujours sur la jeunesse, la part des jeunes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat est de 77%, contre 53% pour l'unité urbaine.

Le revenu médian par unité de consommation se situe à 11 019 €, se situant ainsi bien en-deça de celui de l'unité urbaine (18 389 €). En conséquence, la part de la population à bas revenus est de 18,7% (UU Persan-Beaumont : 6,7).

LES ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Il est à noter par ailleurs que de nombreux acteurs sociaux interviennent dans ce quartier, comme par exemple le club de prévention spécialisé « la Bulle », ou bien un réel travail de proximité avec la MJC locale qui est située en centre ville.

VAL D'ARGENT NORD (ARGENTEUIL)

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier du Val d'Argent Nord est situé au nord ouest d'Argenteuil. Il est limitrophe avec les villes de Corneilles en Parisis au nord et Sartrouville à l'ouest, le quartier des Coteaux à l'est et le quartier du Val Sud au sud. Ce quartier est enclavé à l'intérieur d'un espace délimité par une zone agricole au Nord, la route de Corneilles à l'est, une zone industrielle à l'ouest, une voie de chemin de fer au sud.

Il compte 14 842 habitants, pour une population argenteuillaise totale de 104 189 habitants.

Le quartier est en ZUS et ZFU, et est couvert par un CUCS. Un panel de dispositifs et de structures s'y déploient : un projet de réussite éducative, un Contrat Local de Sécurité, une Mission locale, une Maison de Justice et du Droit, deux centres sociaux associatifs, une maison de quartier avec une annexe de la Mairie, un centre de santé, un poste de police, une antenne de la DGCS, un club de prévention, une bibliothèque médiathèque, un bureau de poste et de un centre de la CPAM.

L'HABITAT

Le quartier est constitué de 5 021 logements, pour un type d'habitat en quasi-totalité collectif. Le taux de logement social atteint 74 % et est supérieur à la moyenne enregistrée sur la ville. Cinq bailleurs différents sont recensés sur ce quartier. La part de ménages installés depuis moins de 5 ans est de 44 %, s'approchant du chiffre de l'unité urbaine parisienne (UU Paris) s'élevant à 47%. Le quartier est desservi par une gare SNCF permettant de rejoindre Paris en 15/20 minutes.

LES HABITANTS

La démographie locale se caractérise par une proportion forte de jeunes. Ainsi, la population de moins de 20 ans représente 35 % de la population du quartier, pour un indicateur de jeunesse de 3,8, supérieur à celui de l'unité urbaine parisienne (1,7). Parmi ces jeunes, seuls 23% sont diplômés, la dispersion avec le chiffre de l'unité urbaine de Paris est importante, ce dernier s'établissant à 68 %.

Le taux de familles monoparentales est de 23 %, tandis que celui de la ville d'Argenteuil est de 16 %. La part des familles étrangères représente, enfin, 29 %, contre 11 % à l'échelle départementale.

REVENUS ET EMPLOI

Le taux de chômage enregistré dans le quartier est de 23%, supérieur à celui de la ville, avec 16%. Le revenu médian s'élève à 10 461 € (UU Paris : 21 292 €), tandis que la part de population à bas revenus s'établit à 21% (UU Paris : 9%). Par ailleurs, le nombre d'habitants bénéficiaires des minima sociaux s'élève à 67%.

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sont les employés et les ouvriers, représentant 81,2% des actifs (UU Paris : 49%).

LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE QUARTIER

Sur le plan urbain, le quartier est structuré autour des terrasses, communément appelées « La Dalle », une grande structure surélevée avec les petits commerces et services, ainsi qu'une moyenne surface.

Rédaction : Catherine Foret
Création graphique et mise en page : Urbanitude
Photographies : FCSF
Achevé d'imprimer en juillet 2012
par l'imprimerie Capelle

Ce rapport est le fruit d'une rencontre entre deux réseaux : celui des 1100 Centres sociaux et socioculturels de France fédérés, dont plus de la moitié, implantés en territoire de la Politique de la Ville, sont quotidiennement en contact avec les habitants des quartiers ; et Question de Ville, association des directeurs des Centres de ressources Politique de la Ville (espaces de dialogue, de mise en réseau et de qualification des acteurs de la Politique de la Ville).

Il rend compte d'une démarche conduite au cours de l'année 2011 avec la participation de groupes d'habitants de quinze quartiers différents de la Politique de la Ville, répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans un département d'Outre-Mer. L'objectif était, à partir de rencontres successives de ces groupes, animées dans les Centres sociaux, d'élaborer un premier rapport national sur la vie dans les quartiers.



Fédération des Centres Sociaux
et socioculturels de France

10 rue Montcalm BP 379
75869 Paris Cedex 18

Tél. 01 53 09 96 16
fcsf@centres-sociaux.asso.fr

www.centres-sociaux.fr



Question de Ville

15, rue Catulienne
93200 Saint-Denis

Tél. 06 60 43 58 74
question2ville@gmail.com

avec le soutien de :



Prix : 12 €
ISBN en cours